

# Sommaire



- **Éditorial du Commandant du CDEC** \_\_\_\_\_ p. 3  
**«Vers un renouveau de la pensée militaire»**  
*Le Général de division Antoine WINDECK*
- **Histoire militaire**
- L'espionnage ferroviaire dans le nord et en Belgique (1914-1918)** \_\_\_\_\_ p. 5  
*Par le Lieutenant-colonel Olivier LAHAIE*
- **Libres opinions<sup>1</sup>**
- Le ROHUM de la Grande Guerre fondateur de celui d'aujourd'hui** \_\_\_\_\_ p. 12  
*Par le Commandant Xavier BILLET et le chef de bataillon Lionel FOUURIAT*
- Forces de sécurité omanaises, pilier de la renaissance nationale** \_\_\_\_\_ p. 18  
*Par le Chef de bataillon Thomas GRASSER*
- Marine nationale et projection des forces depuis les Dardanelles** \_\_\_\_\_ p. 21  
*Par les Chefs de bataillon Remy CHABAUD et Camille PONS*
- Pertinence des acquis de la Grande Guerre pour le combat d'infanterie** \_\_\_\_\_ p. 26  
*Par les Chefs de bataillon Philippe LAMY et Mathieu CATALAN*
- Entre Europe et Russie: quel avenir pour le Partenariat oriental?** \_\_\_\_\_ p. 33  
*Par le Commandant Laurent GRARD*
- Pertinence du système divisionnaire depuis Bourcet** \_\_\_\_\_ p. 37  
*Par le Chef d'escadron François PIUSSAN et le Commandant Cyril GALLAND*
- Le LEAN, état d'esprit incontournable, dans le MCO terrestre** \_\_\_\_\_ p. 43  
*Par le Capitaine (TA) Gilles HYVERNAULT*
- L'évolution technologique des transmissions depuis 14-18** \_\_\_\_\_ p. 49  
*Par les Chefs de bataillon Cyrille LACROIX et Guillaume LEVASSEUR*
- **Nouvelles du Royaume-Uni**
- L'armée de terre britannique en 2016** \_\_\_\_\_ p. 55  
*Par le Colonel Antoine de LOUSTAL*
- **On a aimé**
- Alors Belka, tu n'aboies plus?** \_\_\_\_\_ p. 60  
*de Hideo FURUKAWA*
- La bataille de Penang** \_\_\_\_\_ p. 61  
*de John R. Robertson*

<sup>1</sup> Comme son nom l'indique, cette rubrique comporte des articles qui n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la publication:  
**Gca (2°s) HOUBRON** (*Association MINERVE*),

Comité éditorial:  
**Col LALUBIN,**  
**Col PERCHET,**  
**Col GOURDIN,**  
**Col BORDIER,**  
**Col (H) MAZEL** (*Association MINERVE*),  
**Col (R) MISSET.**

Rédacteur en chef:  
**Col BORDIER**  
Rédacteur en chef adjoint:  
**Col (R) MISSET**  
Rédacteur en chef adjoint technique:  
**Col (H) MAZEL**

**Impression - Routage: EDIACA**  
**76 rue de la Talaudière BP 80508**  
**42007 SAINT-ETIENNE CEDEX 01**  
**Téléphone: 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25**  
**Tirage: 1.800 exemplaires**  
**Dépôt légal: ISSN de la collection «Cahiers de la pensée mili-Terre»:**  
**N° ISBN du volume: 1<sup>er</sup> trimestre 2017**  
**Version électronique : 978-2-11-151760-8**  
**site intraterre: [www.cdec.terre.defense.gouv.fr](http://www.cdec.terre.defense.gouv.fr) (rubrique publications)**  
**site Internet: <http://www.penseemiliterre.fr>**

## Éditorial du Commandant du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

---



*Le Général de division Antoine WINDECK*

### Vers un renouveau de la pensée militaire

« Il faut que tout change pour que rien ne change ». Cette formule que prête Giuseppe Tomasi di Lampedusa, auteur du *Guépard*, au fougueux personnage de Tancredi est l'exact contraire de ce à quoi doit nous conduire un renouveau de la pensée militaire.

Penser la guerre, comme penser le combat aéroterrestre futur dans ses différentes dimensions, doit nous amener à réfléchir sur les invariants et les nécessaires évolutions du combat conduit par les unités de l'armée de Terre. Cette première étape constitue les prémices d'une démarche ambitieuse et tout à la fois exigeante.

Fixant le cadre conceptuel de l'emploi et des modes opératoires des forces terrestres, la doctrine s'appuie sur une réflexion qui englobe les différents facteurs d'évolution de la conflictualité contemporaine: géopolitiques, technologiques, sociologiques, etc. Cette réflexion, si elle relève aussi d'une communauté intellectuelle plus large que les seuls organismes militaires chargés de la réflexion et de l'anticipation stratégique, doit cependant être confrontée à la réalité opérationnelle par les praticiens que sont les militaires. La doctrine est bien un outil à la disposition du chef. Animé d'une féconde anxiété face au mystère d'un avenir dans lequel il devra toujours s'engager personnellement et physiquement, le chef militaire doit affronter alors chaque situation opérationnelle, forcément singulière, avec une originalité créatrice plutôt que par emprunt et répétition de schémas intangibles.

L'histoire militaire, à laquelle il est toujours raisonnable de se confronter, tant ses leçons nous imposent une certaine modestie, nous le rappelle avec insistance: l'ennemi ou l'adversaire agit avec sa propre rationalité, mais toujours de façon imprévisible et en s'adaptant. S'opposer à lui pour le vaincre, c'est-à-dire circonvenir son intelligence et surpasser sa volonté pour lui imposer les nôtres, constitue l'enjeu de tout emploi de la force armée, et c'est donc l'objet même de toute pensée militaire tournée vers l'action.

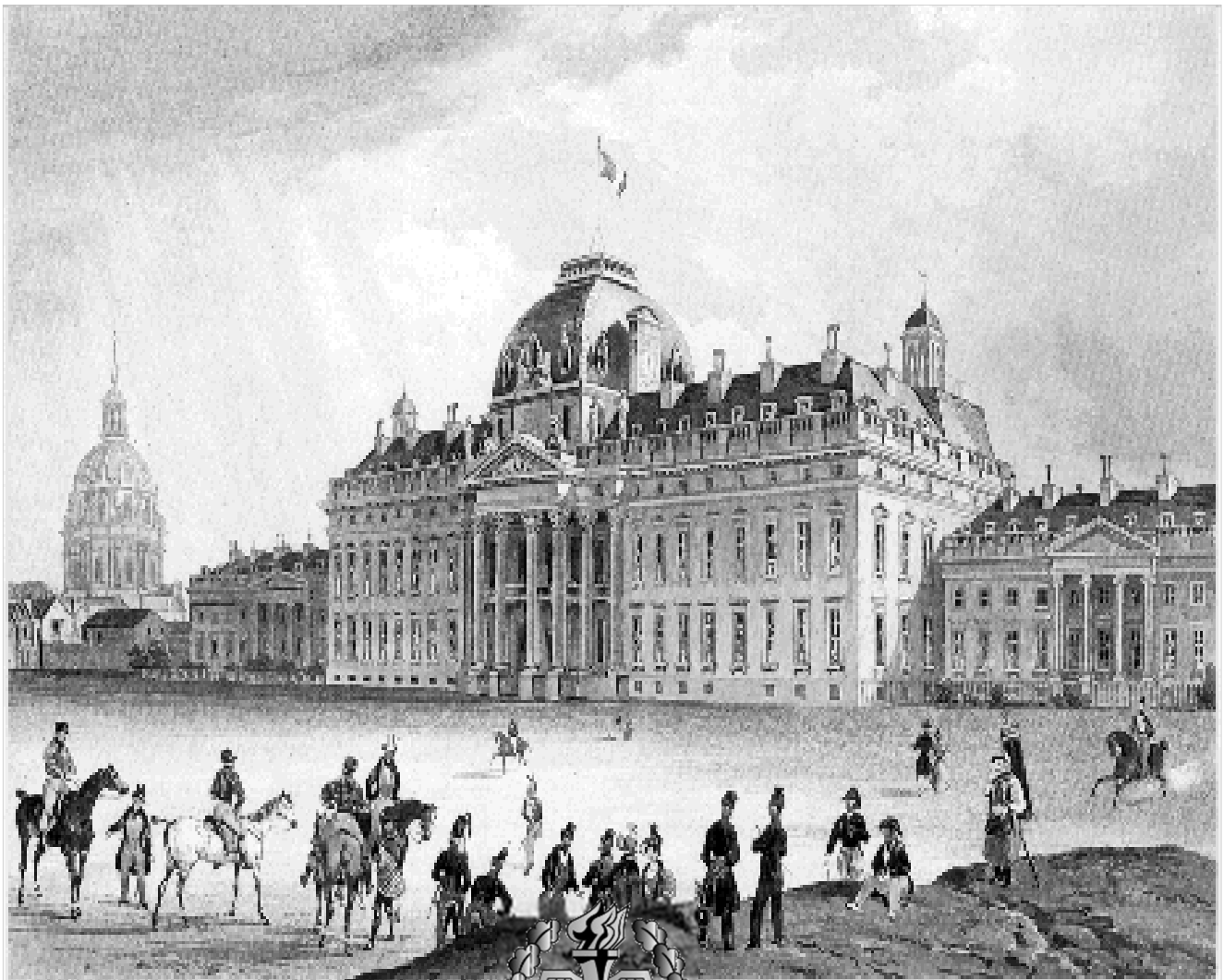
L'expérience opérationnelle acquise par les armées françaises dans les trente dernières années d'engagements peut aussi nous aider à réfléchir aux tendances et aux ruptures qui se dessinent et pèseront plus ou moins directement sur les futures opérations militaires. Le durcissement des opérations contemporaines, dû notamment à une détermination sans faille de l'adversaire, mais aussi aux caractéristiques d'une stratégie du faible au fort où le temps prend une dimension première et inverse des exigences de notre société occidentale dans la résolution des crises, nous impose de « rebattre les cartes ». Une forme probable d'hybridité de l'adversaire, qu'il soit étatique ou irrégulier, cherchant de plus en plus à contourner la puissance de nos armées dans une combinaison d'actions offensives de différentes natures, amène les armées françaises à réfléchir à la manière dont concrètement elles pourraient faire face à cette panoplie toujours plus large et plus diffuse de menaces.

Certes, la doctrine doit tirer les enseignements du passé tout en guidant les opérations actuelles, mais l'enjeu de son élaboration est de nous aider à anticiper l'événement pour y répondre efficacement dès son premier avènement. De façon générale, alimentée par une pensée militaire riche, la doctrine doit préparer la guerre de demain ou plus exactement être capable de répondre aux exigences et contraintes de celle-ci. Sans préparation de l'avenir, pas de liberté de manœuvre, et donc pas de prise d'ascendant initiale, au moment précis du « choc des volontés » ou de la confrontation avec l'adversaire.

Ce renouveau de la pensée militaire, y compris dans son volet doctrinal, doit impérativement s'accompagner d'un attrait renouvelé des officiers pour la réflexion stratégique et tactique, dont une partie d'entre eux s'est progressivement éloignée. L'excellence des résultats obtenus dans nos engagements contemporains et l'admiration flatteuse suscitée chez nos alliés doivent être reçus comme un encouragement à poursuivre notre réflexion plutôt qu'à s'en satisfaire, afin de ne pas aller « de victoire en victoire jusqu'à la défaite ».



# Histoire militaire



[Retour Sommaire](#)

## L'espionnage ferroviaire en Belgique et dans le nord de la France (1914-1918)



Par le Lieutenant-colonel Olivier LAHAIE

### L'observation des voies ferrées stratégiques allemandes: une mission périlleuse, mais qui ne souffre aucune interruption

Dès la fin de 1914, l'*Intelligence Service* a créé et dirige ce qu'il appelle «le corps d'observateurs alliés», qui regroupe tous les agents d'observation de voies ferrées en Belgique et dans le nord de la France, qu'ils soient français, belges ou même hollandais. L'argent étant le «nerf de la guerre», chaque mois (et jusqu'en 1918), Folkestone fait transiter 50 millions de francs-or de Hollande en Belgique et en France occupée. Une partie des fonds est versée aux employés des chemins de fer qui ont refusé de servir les Allemands, tandis que le reste alimente le fonctionnement des réseaux de surveillance du trafic ferroviaire. L'or est dissimulé dans des cachettes variées: vasques à double fond, blocs de ciment creux, faux sacs de pommes de terre, essieux et ponts arrière des automobiles, etc.<sup>1</sup> Rien ne doit tarir le flot des informations; or, quand l'appel au patriotisme ne suffit pas, l'or sert à stimuler les énergies, bien que 2<sup>ème</sup> bureau et *Intelligence Service* ne soient pas dispendieux au moment de rétribuer leurs correspondants. «Pour entretenir 106 agents en pays occupé et notre organisation en Hollande, il nous était strictement recommandé de ne pas dépasser un budget de 10.000 francs», confesse le chef d'un réseau de résistants belges, stipendié par Folkestone<sup>2</sup>. Les agents d'observation en poste fixe sont payés entre 5 et 10 francs par tranche de 24 heures; les frais de déplacement des courriers réguliers et agents volants sont couverts, mais pas leurs frais d'alimentation<sup>3</sup>. Au cours de la guerre, le manque de moyens financiers du 2<sup>ème</sup> bureau français et du SR belge fait que l'Angleterre prend l'ascendant sur ses alliés en matière de recherche de renseignements. Le phénomène est d'autant plus marqué que l'*Intelligence Service* tente de débaucher les agents travaillant pour la France en leur proposant des tarifs supérieurs<sup>4</sup>. «On s'enlevait les éléments à prix d'or, au point que certains agents sans vergogne, monnayant leur patriotisme, exploitèrent la crédulité et la mésestime des chefs»<sup>5</sup>.

Puisque que le haut commandement exige d'être renseigné en permanence, les agents d'observation du trafic ferroviaire ne s'interrompent jamais. «Les renseignements recueillis, copiés sur papier gris ou sur des bandes de journaux à l'encre invisible, étaient d'abord concentrés à Liège; ils intéressaient aussi bien les mouvements de troupes par voie ferrée que par route sur la frontière française et les champs d'aviation»<sup>6</sup>. Chaque jour, les synthèses de renseignements franchissent la frontière belgo-hollandaise, quittent la Hollande par Flessingue et aboutissent en Angleterre puis en France (Tilbury puis Folkestone, Londres et enfin Paris)<sup>7</sup>. Certes, le procédé d'acheminement par passeur est risqué, relativement long et sans garantie réelle de succès puisque de nombreux courriers se font prendre (ou abattre) sur la frontière hollando-belge en tentant d'acheminer les précieux renseignements. Mais il faut prendre le risque. En 1918, les rapports d'une journée d'activité d'un réseau aussi étendu que celui de la «Dame blanche» équivalent à 250 feuilles de papier de soie, l'intégralité en code. «Un exemplaire confié à un passeur et un autre à la valise diplomatique gagnaient par mer l'Angleterre à partir de la Hollande»<sup>8</sup>.

Emile Fauquenot préfère procéder différemment pour gagner des délais. «En période de pleine activité (ferroviaire), il transmettait même en langage convenu, par télégramme de Maëstricht à Folkestone, un résumé des rapports de passage des trains dès qu'ils étaient en sa possession. On obtenait ainsi le maximum de rapidité dans l'utilisation du renseignement. Arrêtés en Belgique à cinq heures du matin, les procès-verbaux d'observation parvenaient à dix ou onze heures entre les mains de Fauquenot et l'essentiel de ces documents étaient connus à Folkestone avant la fin de la journée, du Commandant Wallner ou de son adjoint,

<sup>1</sup> Boucard (R.), «*La guerre des renseignements, des documents, des faits*», Paris, éd. de France, 1939, p. 65.

<sup>2</sup> Mercier (L.) et de Moor (Monseigneur V.), «*Les cahiers du lieutenant Marcel*», Paris, éd. La Bonne Presse, 1937, p. 171.

<sup>3</sup> *Ibid.* pp. 133, 144-146.

<sup>4</sup> Lacaze (Capitaine L.), «*Aventures d'un agent secret français, 1914-1918*», Paris, Payot, 1934, pp. 142, 153.

<sup>5</sup> Mercier (L.) et de Moor (Mgr V.), op. cit. p. 126.

<sup>6</sup> Durand (Commandant P.), «*Agents secrets. L'affaire Fauquenot-Birckel*», Paris, Payot, 1937, p. 61.

<sup>7</sup> Au Service historique de la défense/archives du ministère de la Guerre (ci-après SHD/GR), consulter les cartons 7 N 1181 et 1182 contenant des études sur les transports et les mouvements de trains allemands, établies par le SR de Folkestone à l'aide des rapports des observateurs de voies ferrées.

<sup>8</sup> Durand (CDT P.), op. cit. p. 175.

le Capitaine Béliard<sup>9</sup>. D'autres agents enfin – et notamment ceux qui expédient leurs renseignements à l'antenne du SR français à Genève – emploient des pigeons voyageurs<sup>10</sup>.

Grâce aux rapports qui lui parviennent, le 2<sup>ème</sup> bureau se constitue des fiches portant sur chaque division ennemie, fiches sur lesquelles il répertorie quotidiennement les déplacements effectués, les campagnes menées, les pertes subies, l'état d'encadrement, le nom des chefs de corps, des appréciations sur la valeur au combat; bref, tout ce qui peut permettre au général en chef d'apprécier la force de son adversaire.

Dans le courant de l'automne 1915, le contre-espionnage allemand marque un point en démantelant un réseau d'espionnage français en Belgique; 66 personnes sont arrêtées, ce qui stoppe la transmission des informations sur le trafic du réseau ferré au moment précis où les préparatifs de mise en place pour l'offensive sur Verdun vont commencer<sup>11</sup>. Pour ceux qui ont échappé à la rafle, il faut prendre des précautions plus sérieuses: «Chaque agent, désigné par un numéro d'ordre, ignorait le nom de son voisin. Le cas ne fut pas rare des membres d'une même famille qui faisaient partie du même groupement sans le soupçonner. L'avantage de cette méthode, copiée sur les centres d'espionnage, est de rendre la trahison et l'imprudence plus difficiles. En haut lieu, nous ne connaissions que des numéros et la valeur de leur travail»<sup>12</sup>. Un chef de réseau donne cette consigne: «Les postes ne doivent pas se connaître, à moins d'être tenus par des personnes qui se recrutent entre elles. Le courrier [ordres] ne doit être connu que du chef de poste»<sup>13</sup>. Fin 1915, les agents alliés se servent de la station TSF de Baerle-Duc, enclave belge en territoire hollandais, pour transmettre les renseignements concernant les déplacements ferroviaires ennemis à Folkestone<sup>14</sup>.

Pour attaquer Verdun, les Allemands disposent de 14 lignes et le trafic y est bien chargé; en janvier 1916, il passe sur la seule voie de la Woëvre un train d'armement et de munitions à la minute; difficile donc de cacher aux observateurs l'exécution d'un mouvement d'une telle ampleur. «Comme les nuits qui allaient suivre, des dizaines et peut-être cent trains semblables ou davantage roulaient sur le sol du nord, du nord-est et de l'est de la France. En principe, chaque train roulait isolément vers sa destination, ignorant celle des autres. Les trains s'arrêtaient parfois dans les gares. Ils s'arrêtaient à Sedan, à Neufchâteau, à Longwy, à Thionville, à Briey, à Conflans, à Chambley, à Thiaucourt. Les hommes, placés près des portes, aussitôt sautaient à terre. Des sous-officiers leur donnaient l'ordre de ne pas s'éloigner, mais des officiers descendaient rapidement acheter des cigares, remontaient; les cantines étaient assiégées. Souvent, plusieurs convois militaires étaient arrêtés dans la même gare. La zone du front était divisée en secteurs ferroviaires, chacun avec ses gares terminus, en arrière les régulatrices, en arrière encore les triages. Les commissaires de gare avaient des instructions minutieusement préparées pour les cas A, B, C, D, etc. On recevait par télégramme un mot conventionnel, il n'y avait qu'à ouvrir l'enveloppe correspondante. Chacun savait aussitôt exactement ce qu'il avait à faire. Une organisation en tous points comparable à celle des grands états-majors.

Quatre-vingt-treize bataillons à transporter, à concentrer sur une zone longue de moins de 15 km, profonde de 15; avec les approvisionnements, les armes, le matériel sanitaire. Mille canons de tous calibres avec les munitions, les chevaux, les pièces de rechange. Des trains entiers de rouleaux de barbelés et aussi des poutres, des planches, des pieux, des sacs de sable et du ciment. Des trains entiers de rails et de traverses pour voies étroites, de quoi poser des centaines de kilomètres de voies. Les convois s'arrêtaient encore dans la nuit sur des voies de garage pour laisser passer du matériel, de l'artillerie. Parfois, deux locomotives tiraient ensemble un train interminable, dans un halètement énorme. Les deux cheminées lançaient une lueur rouge et des étincelles. Sur chaque plate-forme, le canon couvert d'une bâche levait la gueule vers le ciel; passaient, à la suite des plates-formes, les fourgons de chevaux. On apercevait les oreilles par les ouvertures horizontales.

Destination: officiellement inconnue. Selon la lettre du règlement, seul l'officier du détachement savait le nom de la gare d'arrivée. Au début, il en avait peut-être été ainsi. Mais avec le temps, même les caporaux et les soldats, même cette poussière humaine, avaient fini par deviner. Maintenant, dans chaque wagon de chaque train voyageait avec les hommes un nom de lieu français, celui qui n'avait jamais été officiellement prononcé, jamais inscrit sur les ordres au-dessous de l'échelon du corps d'armée. Cet ostracisme, cette fureur du secret avaient fini par l'isoler dans une pénombre majestueuse et terrible: Verdun»<sup>15</sup>.

Comme les SR français se sont empressés d'enrôler de nouveaux observateurs, ils sont en mesure de suivre les mouvements ferroviaires de l'adversaire, de la deuxième phase de la bataille de Verdun au déclenchement de l'offensive de la Somme<sup>16</sup>. Pour alimenter cette gigantesque et terrible bataille d'usure, le rail est abondamment utilisé. Rien que «pour transporter la masse de munitions des usines allemandes aux rampes de débarquement de Longuyon ou de Spincourt, il fallut 2.700 trains, longs de 474 mètres avec la locomotive, la voiture pour le personnel et 50 wagons chargés: ces trains, alignés l'un derrière l'autre, se fussent étendus de Cologne au-delà de Varsovie en passant par Berlin, ou de Cologne au-delà de Bayonne, en passant par Paris et Bordeaux»<sup>17</sup>. En juillet 1916, des trains transportent les unités allemandes prélevées sur le secteur de Verdun pour les basculer sur la Somme à l'endroit où une vigoureuse poussée franco-britannique se fait sentir. Elles viennent parfois de plus loin; le 26, Joffre note ainsi: «Apparition de deux divisions ennemies nouvelles: 23<sup>ème</sup> D.I., venue de Champagne et 3<sup>ème</sup> D.C., venue d'Alsace»<sup>18</sup>. L'observation de la voie ferrée Metz-Trèves devient prioritaire pour quantifier les déplacements de troupes, mais elle

<sup>9</sup> *Ibid.* p. 66. Voir SHD/GR 16 N 1303: «Télégramme du SR de Folkestone relatif aux transports allemands adressé au 2<sup>ème</sup> bureau GQG/Chantilly» (22 janvier 1916).

<sup>10</sup> Témoignage du Colonel Walther Nicolai, chef des SR allemands, cité in Ladoux (Commandant G.), «**La guerre secrète en Alsace**», Paris, éd. du Masque, 1934, p. 18. La copie d'un télégramme, émanant de l'attaché militaire français à Berne et rendant compte des observations d'un agent quant aux déplacements de régiments allemands par voie ferrée figure au SHD/GR dans le carton 5 N 127 (22/09/1914).

<sup>11</sup> Dumur (L.), «**Les défaitistes**», Paris, Albin Michel, 1925, p. 224.

<sup>12</sup> Mercier (L.) et DE MOOR (Mgr V.), op. cit. p. 129.

<sup>13</sup> Durand (CDT P.), op. cit. p. 111.

<sup>14</sup> Sur les cartes de l'époque, Baerle-Nassau. Ce poste, idéalement situé, eut pourtant une brève existence puisque l'Allemagne fit pression sur le Gouvernement hollandais pour qu'il soit entouré d'une palissade métallique, produisant les mêmes effets qu'une cage de Faraday. Mercier (L.) et De Moor (Mgr V.), op. cit. p. 150.

<sup>15</sup> Blond (G.), «**Verdun**», Paris, Presses de la Cité, 1961, pp. 12-14.

<sup>16</sup> Voir au SHD/GR les cartons 16 N 1303 à 1306: «Mouvements de trains allemands en Belgique» (ensemble de rapports émanant du SR de Folkestone).

<sup>17</sup> Ettighoffer (P.C.), «**Verdun, "Opération jugement"**», Paris, éd. France-Empire, 1964, p. 242.

<sup>18</sup> Joffre (Maréchal J.), *Journal de marche (1916-1919)*, Vincennes, SHAT, 1990, p. 65.

exige l'envoi d'agents supplémentaires en Allemagne ; recrutés par le 2<sup>ème</sup> bureau, certains sont déposés directement *in situ* par avion<sup>19</sup>.

Pendant cette période cruciale, le poste SR de Belfort axe son effort sur l'identification des unités adverses et leur suivi géographique: «Chaque arme [y] avait son spécialiste qui tenait à jour ses fiches. Périodiquement, des tableaux étaient établis à destination du GQG et des états-majors d'armées, donnant, en détail, par unité, la situation de chaque arme ou service. À titre d'indication, les identifications vérifiées dans les deux mois qui suivirent la bataille de la Somme de 1916 furent au moins de 250.000, sur lesquelles 12.000 environ furent retenues comme présentant de l'intérêt; ultérieurement, dans les périodes de calme, les identifications intéressantes étaient au nombre de 40 à 50 par jour, sur 300 à 400 vérifiées»<sup>20</sup>. Les divers travaux d'identification auxquels se livre le 2<sup>ème</sup> bureau portent leurs fruits, si bien qu'en décembre 1916 ce dernier peut diffuser deux fascicules: le «Tableau d'affectation des corps d'infanterie allemands» et la «Répartition des divisions allemandes sur les divers théâtres d'opérations»<sup>21</sup>.

Le 5 avril 1917, Nivelles rédige une note dans laquelle il fait le point des renseignements transmis par son 2<sup>ème</sup> bureau, grâce à Folkestone: «L'ennemi a réparti ses forces pour la campagne de 1917: le gros sur le front occidental; des forces relativement réduites sur les fronts orientaux. Peut-être une masse secondaire, mais susceptible d'obtenir des résultats intéressants sur le front italien». On lui a signalé l'arrivée massive de convois d'artillerie adverse, au point que le nombre de batteries présentes derrière les lignes aurait augmenté de 100%. Pour le généralissime qui témoigne d'un enthousiasme à toute épreuve pour son plan d'offensive, c'est une bénédiction qui doit lui permettre de détruire ou de capturer la majorité des divisions allemandes du front occidental<sup>22</sup>. Ce que Nivelles ne prend pas en compte, c'est qu'immédiatement derrière sa troisième ligne de tranchées, l'ennemi dispose de la transversale Sains, Saint-Gobert, Marie, Montcornet et que, même si son offensive parvenait à crever le front, toute brèche serait immédiatement colmatée par un transfert de renforts<sup>23</sup>. Le généralissime ne sera même pas confronté à ce cas de figure; face à des organisations défensives inentamées par la préparation d'artillerie, l'attaque française sur le Chemin des Dames échoue.

Comme le souligne un officier du 3<sup>ème</sup> bureau du GQG en septembre 1917: «Les remarquables instructions de Ludendorff prèchent l'articulation profonde des positions et des troupes; il est toujours prêt à utiliser ses voies ferrées, disposées en lignes intérieures derrière un front concave, pour porter de puissantes réserves là où des brèches menaceront son édifice. Il restera le plus fort tant que ses réserves ne seront pas usées»<sup>24</sup>.

Le mois suivant, le 2<sup>ème</sup> bureau français note que l'offensive anglaise sur Cambrai marque le pas. Des renforts allemands (une douzaine de divisions prélevées sur les réserves) sont d'abord annoncés par les observateurs du SR, postés le long des voies ferrées. Au bout du compte, pas moins de 3.850 trains (amenant 82 divisions avec le matériel et les approvisionnements correspondants) seront pointés<sup>25</sup>. À l'aide des rapports d'agents, le 2<sup>ème</sup> bureau finit par comprendre que Ludendorff a réparti ses réserves en deux groupes formant équerre, prêts à déboucher par le nord et le sud de la ville. Une semaine plus tard, sa contre-offensive débute<sup>26</sup>.

### 1918: les observateurs de voies ferrées dans l'attente des offensives Ludendorff

Conscient du dommage causé par l'espionnage allié, le contre-espionnage germanique se surpasse pour entraver l'action des agents d'observation du réseau ferré; au pire moment pour l'Entente, il démantèle 79 organisations de transport de plis secrets<sup>27</sup>, nuisant gravement au rendement de l'ensemble du dispositif de surveillance. Plusieurs observateurs finissent devant le peloton d'exécution<sup>28</sup>.

Dans son journal de marche, Joffre – qui redoute une attaque adverse dans un délai relativement proche – note en effet le 2 décembre 1917: «1918 à 99 chances sur 100 de débiter par un Verdun»<sup>29</sup>. Incontestablement, compte tenu de la pénurie d'effectifs chez les Alliés, l'initiative est dans le camp des Allemands, puisque ceux-ci sont subitement débarrassés de l'armée tsariste. Pétain en a conscience, écrivant lucidement dans sa «Directive n° 4» du 22 décembre qu'il faudra chercher à reprendre plus tard l'initiative des opérations «par une attaque déclenchée en temps opportun, sur un terrain et dans une position jugés favorables»; c'est dire s'il accorde de l'importance à tous les rapports de renseignement qui lui signalent des modifications dans l'ordre de bataille allemand.

L'année 1918 commence donc par une angoisse majeure côté allié, suscitée par la crainte d'un puissant coup de boutoir adverse. La pression que le haut commandement franco-britannique fait peser sur ses services de renseignements est évidemment énorme, et les observateurs en territoire ennemi acceptent de prendre des risques inégalés dans l'exécution de leurs missions de surveillance. Modernisée, l'aviation est quant à elle en mesure de participer aux missions d'observation en profondeur du réseau ferré<sup>30</sup>.

<sup>19</sup> Gusthal (Commandant), «*Héros sans gloire du 2ème bureau*», Paris, éd. Baudinière, 1932, p. 18. À titre d'exemple, le compte rendu d'un agent d'observation en poste à Francfort-sur-le-Main, expédié de Copenhague à Paris et à Folkestone, figure au SHD-GR dans le carton 16 N 1142 (16 mai 1916).

<sup>20</sup> SHD/GR 1 K 173: «Texte de la conférence faite par le Commandant Andlauer à l'EMA le 24 octobre 1925».

<sup>21</sup> Ces deux fascicules sont édités par l'Imprimerie nationale les 1<sup>er</sup> et 6 décembre; ils sont consultables au SHD/GR dans le carton 7 N 1118.

<sup>22</sup> Le 2<sup>ème</sup> bureau estime à 14 divisions le chiffre des forces ennemies face au front de l'offensive prévue; elles sont en réalité 19.

<sup>23</sup> Galli (H.), «*L'offensive française de 1917 (avril-mai) de Soissons à Reims*», Paris, éd. Garnier, 1919, p. 126.

<sup>24</sup> Laure (Commandant), «*Au 3ème Bureau du troisième G.Q.G., 1917-1919*», Paris, Plon, 1921, p. 52.

<sup>25</sup> Schwarte (General Max), «*Der Grosse Krieg 1914-1918*», Leipzig, Verlag Johann Ambrosius Barth, 10 tomes, 1921-1933, t.2, pp. 234 et suiv.

<sup>26</sup> Laure (CDT), op. cit. p. 56.

<sup>27</sup> Que les Belges nomment «*Services*». Nicolai (Colonel W.), «*Forces secrètes*», Paris, éd. de la Nouvelle Revue Critique, collection La Vie d'Aujourd'hui, 1932, p. 140.

<sup>28</sup> Lombard (L.), «*Zone de mort*», Stavelot, éd. Vox Patriae, 1938, p. 171.

<sup>29</sup> Joffre (Maréchal J.), *Journal de marche (1916-1919)*, Vincennes, SHAT, 1990, p. 247.

<sup>30</sup> Extraits des souvenirs inédits du Général de Cointet: «Le service des renseignements au GQG français, du 13 juin au 15 juillet 1918», article paru dans la *Revue historique des Armées*, 1968-4, pp. 27-40.

Fort heureusement, la préparation de ces offensives de rupture, rigoureusement planifiées par Ludendorff, ne passe pas inaperçue, puisque le stratège respecte scrupuleusement les imposantes mesures préparatoires que l'étude de l'affaire de Riga par son bureau «opérations» a permis de dégager. Alors que l'attaque allemande sur Verdun a été conduite avec 19 divisions, celle prévue en mars 1918 doit en engager 69; Ludendorff a prévu de ramener 14 divisions du front oriental et affecte 64 trains à ce transport<sup>31</sup>. 1.900 trains supplémentaires ont été réquisitionnés pour l'acheminement des obus nécessaires; on comprend donc dans ces conditions que l'effet de surprise soit difficile à obtenir.

Cela étant, en janvier-février 1918 encore, «le drame de l'état-major français est qu'il n'est à même de localiser que 49 divisions allemandes de réserve sur les 64 qui peuvent encore permettre à Ludendorff de gagner la guerre»<sup>32</sup>. Fin février, Pétain écrit à son chef de 3<sup>ème</sup> bureau: «Étant donné que les Boches ont, sur le front occidental, 50 divisions de plus que nous, des réserves pour les recompléter, un matériel en proportion, l'unité de commandement, la notion des réalités, etc., ils prendront inévitablement l'offensive sur un front d'environ 100 km avec une double équipe de divisions; comment nous, coalisés, pourrions-nous venir à bout du Boche avec les effectifs et les moyens dont nous disposons?»<sup>33</sup>. Si Pétain s'attend effectivement au pire, il ne connaît pas exactement l'ampleur des bascules de troupes d'est en ouest à partir de la signature du traité de Brest-Litovsk; il a tendance à surestimer le nombre des divisions allemandes présentes sur le front occidental, par rapport à l'état quantitatif transmis par son 2<sup>ème</sup> bureau<sup>34</sup>. Le général en chef harcèle donc le Commandant de Cointet<sup>35</sup> pour qu'il obtienne des renseignements fiables: plus que jamais, il a besoin de «voir venir l'ennemi» et de deviner au plus tôt le point d'application réel de son offensive dans le but d'engager ses propres réserves à bon escient, au risque – dans le cas contraire – de disperser ses moyens le long de l'énorme front ... et de succomber sous le nombre en un point donné.

Début mars, la situation s'éclaircit: «On apprenait enfin par notre SR que, depuis le mois de décembre, les Allemands avaient réussi à transporter plus de quarante divisions du front oriental sur le front occidental. Le 1<sup>er</sup> novembre 1917, l'Allemagne disposait de 241 divisions dont 150 à l'ouest et 91 à l'est; le 15 mars 1918, elle en avait 242, dont 193 à l'ouest et 49 à l'est»<sup>36</sup>. Mais cette connaissance approfondie du volume des effectifs transférés n'est pourtant pas la panacée; elle n'apporte pas d'éléments probants sur les intentions de Ludendorff, car «la plupart des divisions en réserve se trouvaient groupées dans la région d'Avesnes-Hirson, à égale distance du front britannique et du centre du front français»<sup>37</sup>. Ainsi qu'en témoigne Hindenburg, «vers la mi-mars 1918, nous avions ramené 40 divisions (400.000 hommes) de Russie et de Roumanie, et huit divisions (80.000 hommes d'Italie), si bien qu'au début de l'offensive de printemps de 1918, les forces allemandes du front occidental comptaient 193 divisions et trois brigades mixtes. Les effectifs alliés oscillaient à ce moment-là entre 167 et 180 divisions»<sup>38</sup>. Pour réaliser cette migration sans précédent, 302 trains sont affectés journalièrement à ces transports<sup>39</sup>; puisque ce pesant ballet ne peut passer inaperçu aux yeux des agents de surveillance postés aux abords des ponts sur la Meuse entre Mézières et Charleville, Ludendorff a eu l'idée de masser ses réserves dans une zone équidistante de toutes les parties sensibles du front. De plus, les divisions réservées allemandes qui, à cette date, sont encore non décelées, constituent une grave menace.

Pour s'assurer d'une meilleure connaissance des flux logistiques, susceptible de jeter un éclairage sur les futurs objectifs stratégiques de Ludendorff, le 2<sup>ème</sup> bureau de l'EMA monte une mission d'investigation particulièrement risquée en gare de Trèves. Y participent un ingénieur français introduit par les Pays-Bas, deux agents du SR déposés par avion, un agent anglais (lui aussi déposé par avion), et une Allemande traîtresse – ayant travaillé avant-guerre dans la région – qui est passée par la Suisse. Les membres du groupe se retrouvent dans une location située non loin de la gare de Trèves; ayant séduit le chef de gare, l'Allemande permet à ses complices de poser secrètement des fils d'écoute dans le bureau de l'intéressé pour surprendre ultérieurement les conversations se rapportant au trafic. «Elle payait en nature un service immense que l'Allemagne ne pouvait se douter de nous avoir rendu; dans une petite pièce au fond de l'appartement, nous écoutions le GQG adverse donner des ordres, indiquer les trains appâts, c'est-à-dire assurant un va-et-vient sur des endroits du front où l'on voulait attirer l'attention des Alliés, préciser les troupes qui passeraient vers le Chemin des Dames. En deux jours, nous avons toutes les précisions voulues pour situer la prochaine offensive»<sup>40</sup>.

Le 20 mars, le train de Guillaume II arrive en gare d'Avesnes-sur-Helpe, entre Maubeuge et Vervin (poste de commandement de Hindenburg et de Ludendorff). Le *Kaiser* s'est déplacé pour donner le signal du déclenchement de l'offensive: sa présence est aussitôt connue des SR, puisque la population locale s'est empressée de rapporter son arrivée. Parallèlement, le trafic ferroviaire journalier passe à 431 trains entre le 20 et le 27 mars<sup>41</sup>. Tout au long du printemps, Ludendorff s'efforce pourtant de dissimuler son jeu aux Alliés. «À la date du 25 mai 1918, la marche de 1.800 trains de troupes, de matériel et de ravitaillement avait été assurée. Grâce aux dispositions excellentes prises par les deux armées, les préparatifs purent être facilement menés à bonne fin en temps utile. Un temps couvert servit avantageusement à les masquer. Il fut possible, en outre, d'entretenir chez l'ennemi la croyance à la poursuite de l'offensive sur Amiens. Et pour maintenir l'adversaire dans son erreur, une importante opération simulée fut prévue pour la période du 27 mai au 2 juin en avant de l'aile gauche de la II<sup>ème</sup> armée et en avant de l'aile droite de la XVIII<sup>ème</sup> armée. Un calme complet devait régner sur tout le front compris entre Reims et la frontière suisse. La montée en ligne

<sup>31</sup> Contamine (H.); note figurant dans les «*Cahiers secrets du Maréchal Fayolle*», présentés et annotés par Henry Contamine, Paris, Plon, 1964, p. 286.

<sup>32</sup> Miquel (P.), «*La Grande Guerre*», Paris, Fayard, 1983, p. 556.

<sup>33</sup> Cité dans Laure (CDT), op. cit. p. 87.

<sup>34</sup> Ce document se révélera par la suite exact, à une division près.

<sup>35</sup> Second chef du 2<sup>ème</sup> bureau du GQG.

<sup>36</sup> Mordacq (Général H.), «*Le ministère Clemenceau; journal d'un témoin*», Paris, Plon, 1930, t. 1, pp. 191-193.

<sup>37</sup> Laure (CDT), op. cit. p. 93.

<sup>38</sup> Maréchal Hindenburg, cité dans Guilleminault (G.), «*Les deux faces de la Grande Guerre*», Paris, Plon, 1964, p. 464.

<sup>39</sup> Soit 125 trains de ravitaillement venant d'Allemagne, 69 venant des territoires occupés, 35 trains de troupes, 14 de personnel venant d'Allemagne, 30 venant des territoires occupés, et enfin 29 affectés au ravitaillement en charbon des trains. Chiffres cités dans Reboul (Lieutenant-colonel), «*Non, l'Allemagne n'a pas désarmé*», Paris, Lavauzelle, 1932, p. 144.

<sup>40</sup> Gusthal (Commandant), op. cit. p. 231.

<sup>41</sup> Reboul (Lieutenant-colonel), op. cit. p. 145.



de 29 divisions, sur la large base de départ s'étendant de Vauxaillon à Brimont sur 55 km de front, n'eut lieu que dans la nuit précédant l'attaque»<sup>42</sup>.

Au cours de la seconde quinzaine de juin 1918, le 2<sup>ème</sup> bureau éprouve des difficultés à plaquer l'ordre de bataille allemand sur une carte. «La situation était extrêmement grave. Il fallait connaître la position exacte des troupes sur la zone du front de Champagne. Il convenait d'obtenir des précisions sur les réserves massées entre Maubeuge et Charleville, et le GQG français avait envoyé un S.O.S. au 2<sup>ème</sup> bureau de l'EMA»<sup>43</sup>. Le 30, cependant, le Commandant de Cointet parvient à chiffrer les réserves ennemies à 75 divisions; il prédit une offensive limitée de leur part en Champagne puis, à compter du 6 juillet, étendue sur une centaine de kilomètres. Au même moment, la surveillance de la ligne Thionville-Lille est renforcée, car c'est par elle que sont – et seront – acheminés les renforts ennemis entre Longuyon et Sedan<sup>44</sup>. Le 10 juillet, le SR annonce que les réserves du *Kronprinz* de Bavière ont été dirigées vers la Champagne, indice du déclenchement prochain de l'attaque. «Un agent passa 52 heures sous un train avec un micro pour espionner les conversations et noter les mouvements de trains, leur composition, etc. Il fit ainsi le trajet Thionville-Longwy puis Namur, où un partisan belge l'emmena jusqu'à Lembeck-les-Hal pour être rapatrié par avion. Son rapport contribua à sauver la situation»<sup>45</sup>. Déposés par avion, Aubijoux et Valetier, agents français de la «Dame blanche», surveillent l'artère Hirson-Mézières. Ils épient également le PC du *Kaiser* au château de Mérode à Trélon, dont l'établissement dès février avait été annonciateur du début des offensives.

Un poste de surveillance est aussi placé sur la ligne Charleville-Sedan, un autre sur celle Sedan-Longuyon. «La série de voies stratégiques parallèles au front allemand était soumise à un étroit contrôle. À l'aide d'un annuaire de l'armée allemande et d'un recueil des secteurs postaux livrés par un déserteur, les états-majors alliés pouvaient suivre les déplacements des troupes d'un théâtre des opérations à l'autre et vers les différents secteurs du front»<sup>46</sup>. Grâce au recoupement de tous les renseignements, recueillis à la fois sur le front et en bordure des voies ferrées, le plan allemand apparaît bientôt dans ses grandes lignes. «Aussi, le 15 juillet, lorsque les Allemands lancent leur grande offensive, la surprise stratégique n'est plus possible»<sup>47</sup>. En raison de l'échec prévisible de l'assaut sur Reims, *von Wrysborg* déclare le lendemain au *Reichstag*: «Le succès de ces entreprises réside dans le secret des opérations; or il est un fait certain, c'est que l'ennemi a eu connaissance de nos projets»<sup>48</sup>, rendant ainsi – sans le vouloir – hommage au service des observateurs alliés.

### Aux premières loges pour le dernier acte de la guerre

L'agent d'observation – puis chef du poste SR de Liège – Henri Domelier résume ainsi son expérience d'observateur entre 1914 et 1918: «Que de trains circulèrent dans les directions de Metz, de Verdun, de Reims ou d'Hirson pendant les quatre années de guerre! C'est ainsi que nous connaissions les préparatifs de grandes offensives contre la Russie, la Roumanie ou l'Italie, ou sur les points les plus menacés du front occidental. Pendant des mois entiers, les trains se succédaient jour et nuit sans interruption de quart d'heure en quart d'heure, et quelquefois moins, nous jetant l'angoisse au cœur et nous prouvant la grande science d'utilisation par l'ennemi des voies ferrées et de la parfaite organisation des transports militaires. Les soldats ont sillonné toutes les lignes d'Europe, partant du front français pour se battre dans les Balkans, quittant les Balkans pour le Tyrol, après un détour par la Roumanie et rentrant dans les Ardennes après avoir traversé la Pologne ou la Bucovine, pour réoccuper ensuite leurs tranchées de Verdun, de Champagne ou de Picardie. Les campagnes de ces soldats étaient aisément reconnaissables. S'ils s'étaient battus en Italie, ils portaient à la casquette un edelweiss en métal, contre les Russes une médaille de plomb à l'effigie de Guillaume et de François-Joseph, en Transylvanie une tête de cerf. À mesure de la prolongation de la guerre, les convois par chemins de fer donnaient une idée de l'opinion des combattants. Au début, les trains qui passaient étaient décorés de drapeaux et d'inscriptions, ou d'ordures injurieuses contre la France et l'Angleterre et de grossières caricatures contre les soldats français et anglais, presque toujours pendus à une potence. Les trains retentissaient de chants braillés à gorge déployée et d'«Hurrah!» assourdissants. Mais peu à peu, en raison de la prolongation de la guerre, les trains vierges d'inscriptions défilaient dans le silence. Les hommes, taciturnes, regardaient fixement dans le vide. Les premiers succès des diverses offensives leur rendaient un peu d'élan, mais lorsqu'ils finissaient par se rendre compte que leurs efforts puissants et leurs sacrifices gigantesques étaient restés sans résultat, alors ces «*Feldgrauen*»<sup>49</sup> retombaient dans leur mutisme. Les pertes colossales qu'ils éprouvaient ne nous étaient pas ignorées du fait des nombreux trains de Croix-Rouge déversant leurs blessés dans 12 lazarets<sup>50</sup> de Mézières et de Charleville, et des trains de cadavres, surtout au moment des batailles de l'Yser, descendant du Nord vers l'Allemagne, dégageant une odeur pestilentielle bien caractéristique»<sup>51</sup>. Fin octobre 1918, les réseaux d'observation pistent l'armée allemande et rendent compte au 2<sup>ème</sup> bureau de son reflux ferroviaire ou routier<sup>52</sup>: «L'armée allemande était en pleine retraite. Les troupes se repliaient sur la Meuse. Sur les routes, un mélange de toutes les armes fuyait en désordre. Les hommes étaient attelés aux fourgons de bagages; faute de chevaux, des centaines de soldats traînaient des brouettes, formant un défilé interminable. Infanterie, artillerie, troupeaux de bestiaux, voitures d'ambulance, caissons de munitions refluait pêle-mêle. Les pièces n'étaient plus attelées qu'à deux chevaux, les conducteurs les dételait, abandonnant leur canon sur le chemin, et filaient vers la Belgique; des escouades entières jetaient leurs armes et quittaient la colonne. C'était la déroute dans toute son horreur! Nous nous rendions bien compte que les troupes ne voulaient plus lutter et qu'elles étaient à la merci de nos Poilus»<sup>53</sup>. Entre le 16 et 25 novembre, le réseau de Joseph Crozier, alias «*Pierre Desgranges*», surveille également les divisions qui effectuent cette *Rückmarsch* en traversant le

<sup>42</sup> «*Mémoires du Kronprinz*», citées in Guilleminault (G.), op. cit. p. 484.

<sup>43</sup> Gusthal (Commandant), op. cit. p. 233.

<sup>44</sup> SHD/GR 7 N 351-3 : «*Renseignements sur le réseau de voies ferrées et de voies routières allemandes*», 2<sup>ème</sup> bureau/EMA, 1918.

<sup>45</sup> Gusthal (Commandant), op. cit. p. 243.

<sup>46</sup> Durand (CDT P.), op. cit. p. 175.

<sup>47</sup> Pedroncini (G.), *Pétain*, Paris, Perrin, 1995, p. 256.

<sup>48</sup> Cité dans Lombard (L.), op. cit. p. 171.

<sup>49</sup> Surnom donné aux soldats allemands en raison de la couleur de leur uniforme.

<sup>50</sup> Hôpitaux de campagne allemands.

<sup>51</sup> Domelier (H.), «*Au GQG allemand*», Paris, éd. La Renaissance du Livre, 1919, pp. 15-16.

<sup>52</sup> SHD/GR 7 N 351-3 : «*Renseignements sur le réseau de voies ferrées et de voies routières allemandes*», 2<sup>ème</sup> bureau/EMA, 1918.

<sup>53</sup> Domelier (H.), op. cit. p. 382.

Limbourg hollandais pour se soustraire au désarmement et à la captivité, dressant une carte des itinéraires de repli au profit du 2<sup>ème</sup> bureau de l'EMA<sup>54</sup>.

## Conclusion

Falkenhayn décrit ainsi la situation du front allemand dans ses mémoires parus en 1920 «Celui-là seul qui a vécu à la direction suprême, occupant une fonction chargée de responsabilité, les heures de l'hiver 1914-1915 pendant qu'à toute l'armée du front occidental les coups devaient être comptés presque un par un, pendant que le déraillement d'un seul train de munitions, la rupture d'un attelage, même un simple hasard, menaçaient de laisser sans défense des portions entières du front, celui-là seul peut juger les difficultés qui durent être surmontées»<sup>55</sup>. Or cette remarque soulève involontairement une interrogation majeure: pourquoi les SR de l'Entente, au lieu de se cantonner au comptage des trains ennemis, ne les ont-ils pas fait dérailler à chaque fois que cela s'avérait possible dans le but de nuire à l'effort de guerre allemand? Est-ce simplement un manque de fiabilité dans le matériel de sabotage? Une pénurie générale de moyens? Une idée selon laquelle cette manière de faire la guerre aurait été déshonorante pour le camp qui l'aurait pratiquée? La crainte des représailles envers la population civile? La peur que le SR allemand (que l'on imaginait, dès avant 1914, omnipotent et richement doté de moyens de sabotage<sup>56</sup>) rende les coups au centuple? Difficile de trancher.

En revanche, il est intéressant de constater la différence de nature dans les missions confiées aux agents secrets alliés au cours des deux conflits mondiaux et la prudence manifestée dans le domaine particulier du sabotage entre 1914 et 1918. Nous savons pourtant qu'en 1913-1914, le chef du 2<sup>ème</sup> bureau de l'EMA avait préparé des équipes destinées à saboter les voies ferrées et les ouvrages d'art à partir du moment où la guerre serait déclarée, en vue de retarder la concentration allemande; celles-ci donnèrent de si maigres résultats<sup>57</sup> que l'expérience ne fut reconduite qu'en 1918 (et encore de manière très limitée) dans le cadre de quelques missions par air, juste avant les offensives de Ludendorff.

*Lieutenant-colonel, docteur en histoire, Olivier LAHAIE a été plusieurs années chef du département histoire et géographie à Saint-Cyr après un passage au Service historique de l'armée. Il sert actuellement au Centre d'études stratégiques de l'armée de Terre; il est également chercheur associé au centre de recherches des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan.*



[Retour Sommaire](#)

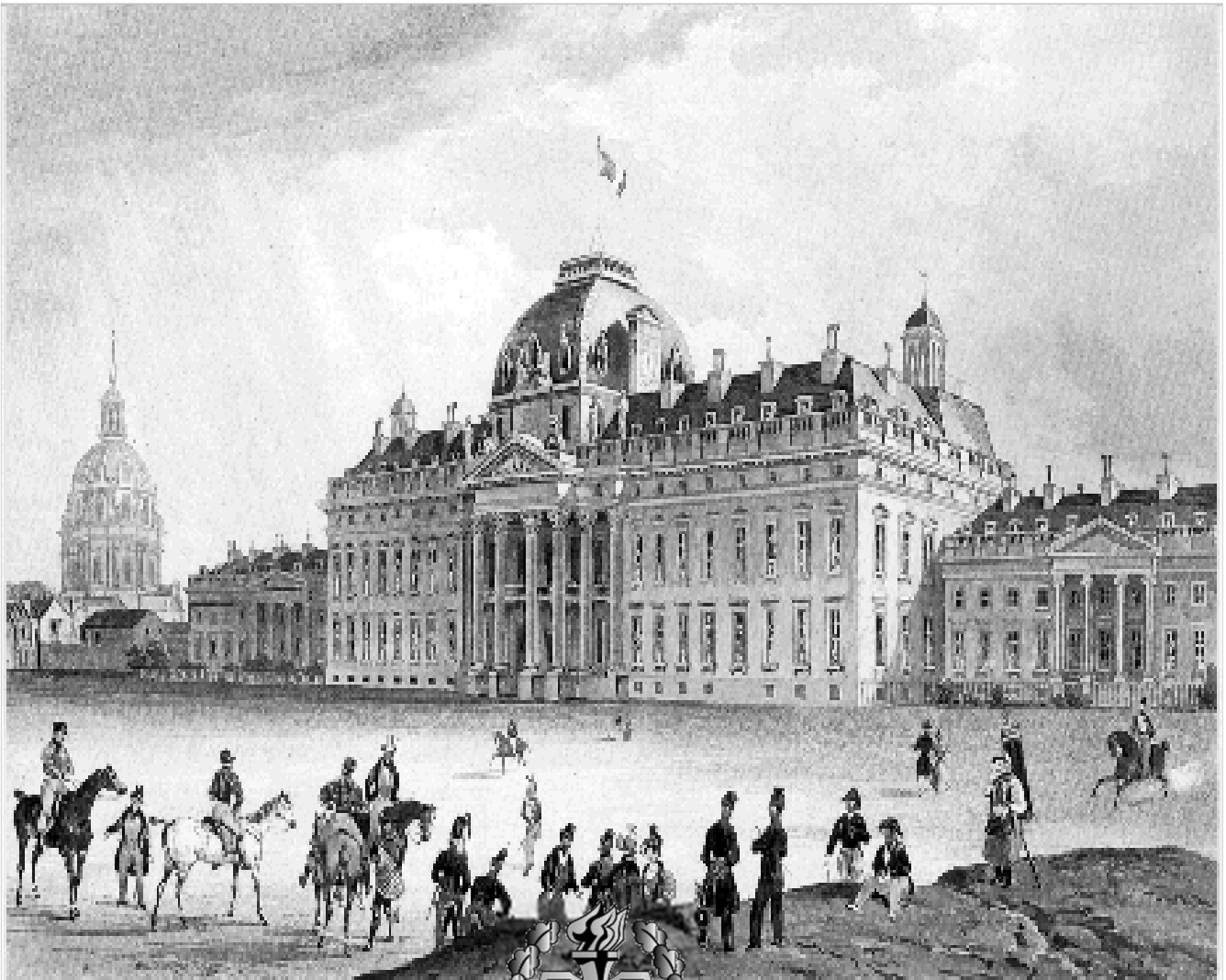
<sup>54</sup> Crozier (J.), (sous les pseudonymes du Lieutenant de Belleval et de P. Desgranges), «*En mission chez l'ennemi*», Paris, éd. Alexis Redier, 1930, pp. 311-313.

<sup>55</sup> Cité dans Conte (A.), «*Joffre*», Menil-sur-l'Estrée, Perrin, 1998, p. 280.

<sup>56</sup> Voir par exemple Daudet (L.), «*L'avant-guerre; études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'Affaire Dreyfus*», Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914.

<sup>57</sup> Dupont (Général C.), «*Mémoires du Chef des Services secrets français 1896-1926*», introduits et annotés par le Lieutenant-colonel Olivier Lahaie, Paris, Histoire et Collections, 2014.

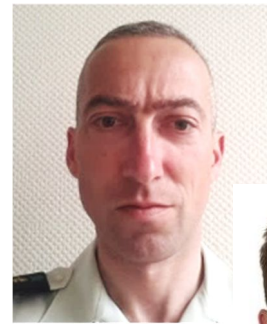
# Libres opinions<sup>1</sup>



---

<sup>1</sup> Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.

# L'intérêt de l'étude du ROHUM<sup>1</sup> pendant la Première Guerre mondiale pour les opérations terrestres d'aujourd'hui



CDT X. Billet



CBA L. Foudriat

Par le Commandant Xavier BILLET et le Chef de bataillon Lionel FOUDESIAT

**Pour les auteurs de cet article, l'étude du renseignement humain au cours de la Grande Guerre laisse entrevoir d'étranges similitudes avec les situations rencontrées aujourd'hui par les forces terrestres. Si les différences de contexte sont saisissantes, l'insuffisance des capteurs techniques et les principes mis en œuvre en 14-18 restent valables. En matière de ROHUM, la Première Guerre mondiale s'est par ailleurs distinguée par une capacité d'adaptation des savoir-faire et d'innovation qui conforte les opérations d'aujourd'hui. Enfin, l'expérience d'un front hermétique sur fond de contraintes internes trouve un écho cent ans plus tard, dans une nation devant faire face à un ennemi inaccessible comme à ses propres réformes.**

## **E**n quoi l'étude du renseignement humain dans la Grande Guerre peut-elle éclairer les opérations terrestres d'aujourd'hui?

*«Qui ne sait recourir aux éclaireurs sera incapable de tirer parti des avantages du terrain» (Sun Tzu)*

Au début de la Première Guerre mondiale, le renseignement a été fortement sous-estimé, tant l'accent était mis sur l'offensive et la prépondérance du choc<sup>2</sup>. En août 1914, si le renseignement humain aurait pu alerter sérieusement le haut commandement, ce dernier ne croit pas au plan Schlieffen, convaincu qu'il échouerait. Cent ans plus tard, la valorisation du renseignement est au contraire telle qu'elle prétendrait parfois pallier des effectifs atrophiés, au risque d'inhiber l'action. En dépit d'une multitude de capteurs techniques présents au Levant, mais en l'absence de renseignement humain, la prise de Mossoul par l'État islamique a constitué une véritable surprise stratégique.

Le renseignement d'origine humaine (ROHUM) apparaît ainsi comme un outil précieux à la disposition du commandement. À la différence du renseignement d'origine électromagnétique (ROEM), image (ROIM), informatique (ROINF) ou encore cyber, il se définit comme la «catégorie de renseignement qui dérive d'informations recueillies et fournies par des sources humaines»<sup>3</sup>. Il se compose essentiellement du ROHUM-Conversationnel, obtenu par l'échange entre un capteur humain et une source humaine, qu'elle soit consentante ou non, et du ROHUM-Recherche, issu de l'observation et de la surveillance<sup>4</sup>. Le ROHUM vise ainsi la compréhension de l'environnement et de l'adversaire en vue d'en déduire ses intentions.

Aujourd'hui comme en 1914, pour décider il faut d'abord comprendre. Or, la compréhension de l'ennemi et de la population – l'environnement au sens large ou le terrain humain – se caractérise par sa complexité. Le brouillard de la guerre s'avère ici particulièrement résistant aux progrès technologiques. Les limites de la technique pour dissiper ce brouillard constituent donc une permanence qui réclame du ROHUM un apport complémentaire et crucial. Pour autant, le contexte d'engagement des forces terrestres a considérablement évolué en l'espace d'un siècle. Celles-ci sont passées d'un engagement de masse face à un adversaire connu, prévisible et détectable, à un engagement varié et divers face à un adversaire incertain, fugace, évoluant dans un milieu complexe. Ainsi, la question se pose de savoir si l'étude du renseignement humain pendant la Première Guerre mondiale présente réellement un intérêt au regard des problématiques aujourd'hui rencontrées par les forces terrestres.

<sup>1</sup> Renseignement d'origine humaine

<sup>2</sup> Les instances militaires de la III<sup>ème</sup> République (état-major, conseil supérieur de la guerre, École de guerre) se retrouvent, du point de vue intellectuel, dans des considérations «tactico-mystiques» (Colonel Michel Goya) qui exaltent l'offensive à outrance. Cela explique en partie que le renseignement dont elles disposaient n'ait pas été exploité à sa juste valeur et se soit heurté à cet étrange mélange de scepticisme et de dogmatisme. Non seulement une version du plan Schlieffen avait été récupérée par le service de renseignements (SR) du 2<sup>ème</sup> bureau de l'état-major de l'armée, mais une étude systématique des forces armées allemandes, des voies ferrées, des gares, ainsi qu'un recoupement d'informations fournies par les déserteurs alsaciens-lorrains et les agents, lui permettaient d'être prévenu des intentions ennemies.

<sup>3</sup> RENS 2010, *Doctrine du ROHUM*, CDEF, 17 avril 2007.

<sup>4</sup> Cet article ne couvrira donc que le renseignement humain dans les forces terrestres (ouvert, discret, furtif), en omettant donc le ROHUM clandestin, et se focalisera sur le cas de la France.

Il s'avère que le renseignement humain développé au cours de la Grande Guerre est en mesure d'éclairer les opérations terrestres d'aujourd'hui en raison à la fois des principes permanents dont il est fondateur, mais surtout des éléments d'analyse qu'il peut paradoxalement permettre de dégager dans la lutte contre l'ennemi actuel.

## Genèse du ROHUM moderne

Période historique fondatrice par la variété des capteurs qu'elle a suscité en appui du commandement et des forces, la Grande Guerre a engendré les prémisses du renseignement humain moderne et son intégration dans la fonction opérationnelle renseignement.

Certes, la Grande Guerre est essentiellement connue et marquée par l'essor du renseignement technique au sein des forces terrestres, qui s'impose comme déterminant dans la conduite de la guerre. Le renseignement est en effet confronté à une situation inédite: la nature quasi hermétique du front, symbolisé par les tranchées, rend caduques les méthodes classiques de recherche. La révolution technique<sup>5</sup> qui se met alors en place touche tout d'abord la guerre électronique: l'année 2015 voit une croissance spectaculaire du nombre des écoutes, les ondes générant d'énormes quantités de renseignements. D'où la nécessité parallèle de protéger ses propres communications par la cryptographie. Ensuite, les développements de l'aviation militaire<sup>6</sup> et de la photographie donnent une dimension supplémentaire au renseignement<sup>7</sup>. Celui-ci profite directement à l'artillerie tout en permettant l'analyse de l'ennemi et le travail cartographique. Dans ce contexte d'innovations, le commandement a cependant une propension à accorder davantage de crédit au renseignement brut qu'au renseignement élaboré. Aujourd'hui, si ce prisme technique constitue toujours une tendance<sup>8</sup>, la difficulté ne réside plus tant dans la recherche de l'information comme en 1914, que dans la capacité à gérer le flux énorme des informations disponibles<sup>9</sup>.

Cependant, la Première Guerre mondiale voit également l'émergence d'un nouveau modèle de renseignement qui préfigure notre modèle actuel avec comme objectif principal «d'éclairer la décision»<sup>10</sup>, dans lequel le renseignement humain s'intègre au sein d'un cycle dédié<sup>11</sup>. Sur le plan de la recherche, le modèle «reconnaissance par la recherche du contact», qui prévalait en 1914 pour déterminer l'axe d'effort de l'ennemi dans le cadre d'une guerre de mouvement rapide, évolue vers un modèle «recherche humaine par l'observation et le traitement de sources» pour affiner la connaissance globale de l'ennemi (nature, volume, position, intention), que les offensives meurtrières de 1915 ont rendu indispensable. De même, en ce qui concerne l'orientation, l'exploitation et la diffusion, le renseignement, notamment humain, se structure et devient une fonction déterminante dans la planification et la conduite des opérations à tous les échelons de décision. Ainsi, le manque de considération systématique du renseignement au début de la guerre<sup>12</sup> contraste avec les opérations conduites en 1918 véritablement *intel led*, c'est-à-dire issues d'une préparation renseignement précise, dans lesquelles le renseignement humain a joué un rôle décisif<sup>13</sup>. Cette évolution s'accompagne d'ailleurs de la mise en place progressive d'un deuxième bureau à tous les niveaux d'état-major, armé par du personnel sélectionné et formé, capable à la fois d'assurer l'interrogatoire des prisonniers, l'exploitation des documents récupérés et le traitement d'une quantité exponentielle d'informations, afin de répondre aux nouveaux besoins en renseignement du commandement<sup>14</sup>.

Surtout, au-delà d'éclairer la décision du commandement, la Première Guerre mondiale a véritablement créé le renseignement humain pour «l'appui des forces terrestres jusqu'au plus bas niveau»<sup>15</sup>, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Suite aux

<sup>5</sup> En parallèle, on assiste à la mise en place d'une guerre secrète par l'introduction d'agents et l'établissement de communications clandestines.

<sup>6</sup> Joffre soutient la montée en puissance de l'aéronautique militaire dont le parc sera multiplié par dix entre 1914 et 1918. Dans une note du 10 novembre 1914, il ordonne la spécialisation des escadrilles subordonnées aux forces terrestres (soit environ trois quarts des escadrilles jusqu'à la fin de la guerre), incluant notamment la reconnaissance des objectifs, le réglage des tirs d'artillerie et la couverture photographique du terrain pour les unités affectées à chaque corps d'armée. Outre une mission de commandement, les sections photographiques auront une mission d'appui des troupes au sol. Les avions survolent et photographient n'importe quel point du front; des ballons, dirigeables ou captifs, fournissent plus vite les données que les reconnaissances de cavalerie légère les plus rapides.

<sup>7</sup> Il est d'ailleurs surprenant d'y voir la naissance du renseignement image (ROIM) alors que l'observation depuis un moyen aérien rentre alors dans la catégorie du renseignement humain. Si le monoplan était dédié à la chasse, le biplan, lui, pouvait conduire des actions de renseignement: accompagnant un pilote sous-officier, un officier supérieur, généralement breveté de l'École de guerre, observait et analysait le dispositif ennemi.

<sup>8</sup> Comme le confirme le Retex de l'opération Serval, la primauté spontanément accordée au renseignement technique constitue une tendance pérenne: lors de la projection du GTD Korrigan aux ordres du chef de corps du 3<sup>ème</sup> RIMA dans le cadre du mandat de l'opération Serval 3 du 4 octobre au 7 février 2014 (intervenant dans le cadre des élections législatives, il a eu pour mission d'appuyer les forces maliennes et onusiennes et de saisir toute opportunité pour détruire les groupes adverses résiduels), l'image de l'adversaire dessiné par le J2 était sans rapport avec la réalité, cela à de nombreuses reprises (opérations Hydre, Congre). Ce décalage a conduit à porter l'effort avec d'importants moyens sur des points d'intérêt mineurs. La recherche à tout prix du renseignement «actionnable» a conduit à privilégier le temps court et l'intervention de type «forces spéciales» sur l'analyse. *In fine*, la priorité semble avoir été donnée au renseignement d'origine technique plutôt qu'humaine.

<sup>9</sup> Depuis vingt ans, les centres d'intérêt géographiques, les méthodes et les systèmes du renseignement ont profondément changé. De même que la Première Guerre mondiale a surtout connu une révolution technique du renseignement visant à capter de l'information, il s'agit encore aujourd'hui de relever le défi de la révolution numérique pour exploiter une information exponentielle – *big data* – face à un adversaire qui se dissimule.

<sup>10</sup> *Concept renseignement des forces terrestres*, CDEF, 6 août 2009.

<sup>11</sup> Le cycle du renseignement est composé de quatre phases: orientation, recherche, exploitation, diffusion et constitue un principe de base du renseignement dans les forces terrestres (*Doctrine du renseignement de l'armée de Terre – Tome 2*, CDEF, 12 octobre 2015).

<sup>12</sup> Le Commandant de Galbert, adjoint du cabinet du Général Joffre, relate dans ses Mémoires la surprise stratégique de la traversée de la Belgique par les forces allemandes en août 1914 par la sous-estimation des renseignements sur l'état des forces et des réserves allemandes et le manque de considération du 2<sup>ème</sup> bureau par le GQG.

<sup>13</sup> Dans sa directive n°5 du 12 juillet 1918, le Général Pétain, convaincu que «le feu tue», insiste sur le besoin indispensable de renseignement afin de déterminer les points d'application soit de la préparation de l'artillerie et de l'aviation de bombardement, soit de l'action de rupture des chars d'assaut.

<sup>14</sup> Une chaîne renseignement complète se met en place avec la création de bureaux renseignement jusqu'au niveau régimentaire. Ces bureaux sont renforcés en moyens et en effectifs, avec du personnel formé aux techniques renseignement et en langues étrangères.

<sup>15</sup> *Concept renseignement des forces terrestres*, CDEF, 6 août 2009.

offensives meurtrières de 1915 et 1916, il s'est ainsi imposé comme indispensable pour assurer la préparation de l'action de l'infanterie en déterminant le dispositif ennemi et l'organisation du terrain et en évaluant l'efficacité de l'action de notre artillerie sur l'ennemi, mais également pour assurer la protection des premières lignes avec la mise en place d'observatoires camouflés<sup>16</sup>. Toutefois, c'est surtout pour l'artillerie que le renseignement humain, qu'il soit acquis du sol ou par l'observation aérienne, s'affirme comme une fonction déterminante. L'objectif est de pouvoir frapper des objectifs précis et de haute valeur et d'en évaluer leur destruction. On assiste donc véritablement à la création du ciblage, qui s'appuie sur une boucle courte aviation-artillerie, facilitée par les progrès en communication et en topographie. Un service des renseignements de l'artillerie (SRA) est créé au sein de chaque armée et corps d'armée pour centraliser les données d'objectifs et coordonner l'observation par des capteurs dédiés; en parallèle, l'aviation se spécialise avec la formation d'escadrilles subordonnées aux corps d'armée, dédiées à la reconnaissance des objectifs et au réglage des tirs d'artillerie. Ainsi, la bataille de Verdun imposera la conquête de la supériorité aérienne comme une condition essentielle pour la victoire terrestre, car seule la maîtrise de l'air garantit l'observation et donc l'emploi efficace de l'artillerie.

## Continuités opérationnelles

L'étude du renseignement humain durant la Première Guerre mondiale présente un intérêt pédagogique, parce qu'elle conforte les principes actuels du renseignement humain moderne et ouvre des pistes de réflexion pour l'améliorer en renouant avec des procédés tactiques éprouvés.

Le renseignement humain doit s'intégrer nécessairement dans une manœuvre multi capteurs<sup>17</sup> et représente une composante essentielle de cette manœuvre parce que lui seul peut accéder à la compréhension précise de l'environnement et de l'adversaire. Ainsi, le plan de renseignements du Plan XVII approuvé le 28 mars 1914, visant à déceler l'axe d'effort allemand soit à travers la Belgique soit en direction de la Lorraine, met en exergue une conception de la recherche multi capteurs en fixant les missions des différents capteurs de l'armée française: le service spécial, la reconnaissance aérienne et la cavalerie<sup>18</sup>. Toutefois, en dépit du développement de l'arme aérienne et du renseignement d'origine image, le renseignement humain s'affirme également comme une composante essentielle au fur et à mesure de la guerre, car le renseignement technique s'avère de plus en plus insuffisant face au développement des procédés de camouflage<sup>19</sup>, comme l'illustre la difficulté de nos avions à déceler les préparatifs de l'offensive allemande à Verdun en février 1916. Aujourd'hui, la coalition au Levant contre l'État islamique éprouve des difficultés identiques pour obtenir du renseignement élaboré en ne s'appuyant que sur des capteurs techniques (ROIM, ROEM), en l'absence sur le terrain de capteurs spécialisés dans le ROHUM. Seuls ces capteurs sont à même d'atteindre la connaissance précise d'un ennemi, *a fortiori* hybride comme *Daesh*.

Les forces terrestres doivent disposer de capacités spécialisées dans le renseignement humain à tous les niveaux tactiques, caractérisées par des unités dédiées disposant d'une doctrine propre, d'un équipement adapté et d'une formation spécifique. Durant la Première Guerre mondiale, elles ne disposent pas de capacités spécialisées dans le renseignement humain. Au début des hostilités, le renseignement humain est avant tout l'affaire de la cavalerie<sup>20</sup>. Toutefois, fidèle à l'esprit offensif au sein de l'armée française, elle privilégie avant tout la recherche du choc au détriment des missions de sûreté et de renseignement: «La cavalerie est l'arme par excellence de l'offensive et de la surprise (...) l'attaque à cheval et à l'arme blanche, qui seule donne des résultats rapides et décisifs, est le mode d'action principal de la cavalerie»<sup>21</sup>, dont les résultats sont de toute façon déconsidérés<sup>22</sup>. La guerre de position va d'ailleurs la confiner dans l'attente d'une hypothétique percée à exploiter, et l'aéronautique va progressivement pallier son incapacité à renseigner par le développement de nouvelles techniques d'observation et de liaison. En parallèle, pour pallier ce manque de capteurs humains, des unités d'infanterie spécialisées de circonstance vont également se développer pour mener des coups de main à fin de renseignement<sup>23</sup>. De nos jours, les forces terrestres disposent d'unités dédiées à la recherche humaine et d'un corpus doctrinal complet. Toutefois, la restructuration de la fonction renseignement au sein de la nouvelle armée de Terre «Au contact», avec la mise en place d'un pilier spécifique hors forces terrestres, impose de ne pas créer une scission *de facto* et de laisser penser que le renseignement n'est qu'une affaire de spécialistes; ce qui constituerait un dangereux retour en arrière.

<sup>16</sup> Ces différents types de renseignement sont aujourd'hui regroupés au sein d'une typologie précise et exhaustive: renseignement de situation, de sûreté, d'alerte, d'objectifs et de dommages.

<sup>17</sup> La manœuvre multi capteurs a pour objectif la combinaison de l'emploi des capteurs afin de répondre aux besoins renseignement du chef tactique interarmes.

<sup>18</sup> L'aviation devait concentrer ses actions de renseignement sur la recherche de la masse principale de manœuvre des forces armées allemandes et leur direction générale. La cavalerie, organisée au sein d'un grand corps constitué, devait s'engager en Belgique et au Luxembourg dans le cadre d'une mission d'exploration afin de déterminer l'ampleur d'un éventuel mouvement de débordement par le nord.

<sup>19</sup> L'armée française, comme celle des autres pays, constitue des petites équipes spécialisées, issues du monde artistique, affectées aux ateliers de groupes d'armées. Après des reconnaissances minutieuses du terrain ou des ouvrages à dissimuler, elles créent des artifices ingénieux sur mesure: installation de filets de raphia tissé pour les pièces d'artillerie, observatoires encastrés dans de faux arbres blindés prenant nuitamment la place de vrais arbres habilement copiés, fausses ruines plaquées contre de vraies ruines, périscopes installés dans des piquets ou des arbustes, toiles et haies camouflant routes d'intérêt stratégique, etc.

<sup>20</sup> Après les échecs des grandes charges de cavalerie durant la guerre franco-allemande de 1870, le renseignement devient son rôle principal avant 1914: «La cavalerie renseigne le commandement» (*Service des armées en campagne*, décret du 2 décembre 1913, article 99).

<sup>21</sup> *Règlement de cavalerie*, 1913.

<sup>22</sup> Lors de la phase préparatoire de la bataille de la Marne, la cavalerie remplit bien son rôle d'éclairage au profit de l'armée en détectant en premier le mouvement de contournement de Paris par le sud-est entamé par la 1<sup>ère</sup> armée allemande de von Kluck. Dès le 31 août 1914, le Général Buisson, commandant une division du corps de cavalerie Sordet, signale que «la 1<sup>ère</sup> armée délaisse la direction de Paris». Il faut attendre les 1<sup>er</sup> et 2 septembre pour que les avions confirment à leur tour que de «fortes colonnes marchent dans la direction générale sud-est», et que ces renseignements soient pris au sérieux par le haut commandement.

<sup>23</sup> En dépit des ordres du GQG de ne pas créer de corps francs constitués à l'instar de l'armée allemande, des unités d'assaut mieux formées et équipées vont se développer à tous les niveaux tactiques, afin de mener des missions de raids et regrouperont jusqu'à 20.000 hommes.

Enfin, l'étude de la Première Guerre mondiale nous montre que les forces terrestres pourraient renouer aujourd'hui avec certains procédés tactiques dont l'objectif est la recherche du renseignement. Ainsi, à partir de novembre 1914, alors que le front occidental est globalement figé et que l'acquisition du renseignement est rendue de plus en plus difficile, les opérations de coups de main de courte durée visant des objectifs de faible envergure afin de capturer des prisonniers et de récupérer des matériels et des documents se multiplient<sup>24</sup>. Dans le cadre de ses missions de stabilisation, dans lesquelles le renseignement est souvent difficile à obtenir, les forces terrestres devraient revenir à ce type de procédé, c'est-à-dire mener des opérations coups de main, non pas pour susciter une insécurité discutable chez l'ennemi, mais bien pour récolter du renseignement utile et exploitable en boucle courte. Cela supposerait évidemment une adaptation du cadre juridique actuel de la gestion des prisonniers et la formation de spécialistes de l'interrogatoire au sein des unités tactiques de base<sup>25</sup>. L'observation aérienne s'est également diversifiée durant la Grande Guerre avec notamment un emploi de l'aviation sur de courtes distances et à très faible altitude au profit direct des premières lignes. Alors que l'ALAT est aujourd'hui essentiellement tournée vers des opérations d'appui-feu et de manœuvre, le retour à un emploi décentralisé de patrouilles pour aller chercher le renseignement au profit d'une unité tactique de base, type SGTIA, pourrait offrir des opportunités intéressantes et pallier ainsi la faiblesse des capteurs renseignement de ces niveaux tactiques.

## Nouvelles opportunités

En ouvrant la voie à de nouvelles pistes de réflexions sur l'adaptation du renseignement humain au contexte d'engagement des forces terrestres, la Première Guerre mondiale présente enfin un intérêt prospectif.

L'évolution du rôle des armées durant la Grande Guerre, notamment dans le renseignement sur le territoire national, pose des pistes d'évolution potentielle dans les domaines du contre-espionnage et des actions d'influence<sup>26</sup>. En particulier, la question mouvementée du positionnement du contre-espionnage se pose au début du conflit, tandis que celui-ci oscille depuis 1870 entre le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Guerre. Malgré l'amputation de l'essentiel de ses fonctions intérieures, le service de renseignement de l'état-major avait en effet survécu à l'affaire Dreyfus tout en perdant toute autonomie vis-à-vis du 2<sup>ème</sup> bureau. C'est à partir de cette position qu'à l'approche de la Première Guerre mondiale, les militaires du SR entreprennent de récupérer une partie de leurs attributions perdues, notamment en matière de contre-espionnage. Ainsi, face à l'urgence des opérations, – quoique disparate et marqué par des rivalités internes – le renseignement français a su faire converger les efforts et faire évoluer ses structures. Le GQG a ainsi collecté le renseignement opérationnel tout autant qu'il a lutté contre l'espionnage dans la zone des armées. Il est intéressant de noter que ce débat trouve un écho aujourd'hui dans le contexte de «*continuum* de la menace» extérieure et intérieure – à laquelle il convient d'opposer un *continuum* de la réponse. Alors que le ROHUM apparaît d'autant plus déterminant dans les engagements où la population constitue à la fois un enjeu, le milieu où se déroule la bataille et une cible pour l'adversaire<sup>27</sup>, sa prise en compte globale peut être recherchée par une juste répartition des rôles en amont entre directions et services militaires et civils, sur le terrain entre forces de l'ordre et unités militaires.

Le contexte actuel des engagements terrestres rappelle curieusement celui de la Grande Guerre et impose de réfléchir à quelques constats tirés de l'étude du renseignement humain qui y fut mis en œuvre. Le ROHUM dans les forces terrestres est confronté aujourd'hui à une double contrainte: l'immensité des théâtres d'engagement par rapport aux capacités des capteurs ou des forces (Sahel), et l'inaccessibilité physique d'espaces comme au Levant, en Libye ou dans l'Adrar. Cette problématique d'un ennemi tantôt caché dans la population, tantôt retranché, trouve en effet une certaine corrélation avec la situation rencontrée durant la Première Guerre mondiale, caractérisée par un front figé, hermétique et donc par essence inaccessible. Les déterminants qui permirent alors au ROHUM de dépasser cette limitation furent de trois ordres: la prise de risque, la capacité d'innovation rapide et permanente, l'adaptation de la formation à l'ennemi. S'il ne s'agit évidemment pas de souhaiter le retour à l'offensive à outrance – que venait précisément contrebalancer la recherche du renseignement humain –, la prise de risque, toujours bien réelle mais limitée par son acceptabilité sociale et politique, doit cependant pouvoir s'adapter à un ennemi qui «aime la mort comme les Occidentaux aiment la vie». La capacité d'innovation touche quant à elle des effets de seuils technologiques et des limites

<sup>24</sup> Éric Brunet, «*Un monstre à la française*», JC Lattès, 2015:

- «Les Allemands préparent une offensive, ici, sur les monts de Champagne. Quand aura-t-elle lieu précisément? Nous l'ignorons. (...)
- Depuis des mois, replit l'horloger sans relever, les Boches nous enfoncez. Pour en finir avec les succès allemands, le Général Pétain a mis au point une nouvelle tactique, baptisée Directive 4. (...)
- Pour appliquer cette nouvelle tactique, replit-il, nous devons connaître l'heure exacte de l'attaque allemande. Or, pour disposer d'une telle information, nous n'avons qu'une solution: aller chercher le renseignement dans les lignes allemandes. C'est-à-dire ramener des prisonniers et des documents».

<sup>25</sup> Note du 18 janvier 1918 du GQG: «Les prisonniers constituent la meilleure source de renseignement. Il appartient à tous les échelons de commandement de stimuler, d'une façon particulière, l'initiative des chefs de corps ou de bataillon pour qu'ils organisent des coups de main aussi nombreux que possible».

<sup>26</sup> «Nommé président adjoint de la commission de contrôle télégraphique de Paris et obsédé par les ravages que pourrait causer l'espionnage allemand en France, le Capitaine Ladoux va jouer un rôle déterminant. La «voie renseignement GQG» coexiste donc avec la «voie renseignement EMA». [...] L'EMA a vite privilégié la recherche du renseignement stratégique, technique, économique et social chez l'ennemi, ainsi qu'il s'est concentré sur la lutte contre l'espionnage dans la zone de l'intérieur. Le GQG a collecté le renseignement opérationnel tout autant qu'il a lutté contre l'espionnage dans la zone des armées. L'urgence du suivi quotidien des opérations servit de moteur à l'évolution des structures. [...] La section de centralisation du renseignement voit le jour le 28 mai 1915 [...]. Son inventeur [...] voit ses attributions s'accroître au contrôle des postes frontières, à l'expérimentation de techniques liées à la propagande aérienne. Bien plus qu'un simple service de «centralisation», la SCR assure le lien avec la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur, dont le directeur est placé depuis 1914 sous les ordres du ministre de la Guerre. [...] Cette création et celle en décembre du 5<sup>ème</sup> bureau de l'EMA restent la meilleure illustration de la vision globale possédée par le personnage. Ce bureau englobe SCR (activités de contre-espionnage en France et à l'étranger) et SR (recherche du renseignement stratégique et actions clandestines chez l'ennemi et les neutres); il développe également des procédés de guerre psychologique et subversive, comme il participe à l'asphyxie économique des empires centraux». Lieutenant-colonel Olivier Lahaie, «*Les services de renseignement français pendant la Grande Guerre*».

<sup>27</sup> «L'expansion de la menace est d'abord géographique: il s'agit désormais de la même menace à l'intérieur et à l'extérieur. Il y a un *continuum* de la menace.» (Général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de Terre).

budgétaires, sollicitant également une volonté nationale à nouveaux frais. Enfin, l'adaptation de la formation à l'ennemi appelle un important effort. Alors que les Alsaciens-Lorrains employés en 14-18 comme agents de renseignements disposaient d'une bonne connaissance de l'allemand et des us et coutumes de l'armée du Kaiser, il convient aujourd'hui non seulement de recruter des linguistes, mais aussi de développer la connaissance de l'ennemi, y compris au travers du déterminant religieux qui l'anime<sup>28</sup>.

Fondamentalement, l'héritage de la Grande Guerre, valable en matière de ROHUM et au-delà, renvoie au besoin d'une nouvelle «Union sacrée». Ce nécessaire resserrement des liens dans l'adversité peut s'entendre en évoquant l'avenir de l'interconnexion: interarmes – armées – ministériel – services – national – alliés. La situation appelle à un «consensus vertueux sur les questions de défense et de sécurité au niveau national»<sup>29</sup> – au-delà des divisions historiques entre les organisations de l'Intérieur, de la Défense et du Quai d'Orsay – comme international. Dès 1915, une première centralisation des renseignements au niveau national, mais également international, sera mise en place. Dépassant les divergences de vues et la diversité des objectifs, la création du bureau interallié de renseignement a marqué une réelle volonté de coordination de l'action alliée. Au rythme des relations interalliées et notamment franco-britanniques, c'est une véritable «bourse de renseignements»<sup>30</sup> qui a ainsi pu être constituée au profit des alliés. L'histoire de la Première Guerre mondiale montre toutefois qu'une bonne coopération du triptyque ministère de l'Intérieur, ministère de la Guerre et grand quartier général ne sera vraiment atteinte qu'en 1917, alors que la France est en plein conflit. Cette résistance au changement impose d'être lucide sur la bataille des délais engagée en interne, où l'inertie s'avère une menace endogène s'ajoutant au djihadisme rampant. Comme en 1914, le rôle des armées, et en particulier des forces terrestres parce qu'elles disposent d'une multitude de capteurs ROHUM, mérite dès lors de porter toute son efficacité en étant intégré sans délai dans les travaux de planification.

Que retenir de cette étude? Si la Première Guerre mondiale est appelée «Grande» en raison de l'ampleur de ses dégâts mais aussi de ses sacrifices, elle mérite de l'être encore par la richesse de ses enseignements transmis et de ses «leçons apprises». Formés à la prise de décision, les chefs militaires d'aujourd'hui comme «ceux de 14» doivent pourtant toujours se soucier de ne jamais s'enfermer dans une réflexion par trop dogmatique et mécanique, à laquelle pourrait les conduire insidieusement l'outil offert par les méthodes de raisonnement tactique. Le «miracle» de la Marne survint parce qu'enfin Joffre daigna se fier aux renseignements recueillis. Pour mener à la victoire par des décisions «éclairées», encore doivent-ils aussi se préserver de «l'éblouissement» en résistant à la fascination que peuvent parfois exercer les données techniques, pour mieux les mettre en perspective au filtre du renseignement humain. Les chefs doivent enfin dépasser les querelles structurelles pour se hisser au niveau du bien commun, lequel réclame de faire converger les efforts dans un véritable esprit de coopération et de service, non seulement en réaction aux événements mais surtout et d'abord dans une planification responsable. Face à un ennemi hybride, fanatisé et entremêlé à la population, la capacité des chefs de demain à tirer le meilleur parti du renseignement humain provenant des forces terrestres revêtira une importance décisive. Elle leur permettra en effet d'identifier et de saisir les points clés d'un terrain ne se limitant pas à la géographie physique, et d'exercer ainsi une influence déterminante sur l'environnement dans lequel opèrent les forces.

*Titulaire d'un troisième cycle de l'Institut d'administration des entreprises de Paris et d'une licence de philosophie de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, diplômé de l'IRCOM d'Angers, le Commandant BILLET sert au 7<sup>ème</sup> BCA puis au SIRPA Terre. Il rejoint l'EMAT/BPRH avant de servir comme adjoint RH au sein du 2<sup>ème</sup> REI. Affecté à l'EMA puis à l'EMIAFE à compter de 2013, il sert notamment dans le domaine des ressources humaines. Il est, depuis le 7 mars 2016, stagiaire au CSIA puis à l'École de guerre.*

*Saint-cyrien de la promotion «Général Vanbremeersch», le Chef de bataillon FOUURIAT choisit de servir dans l'infanterie. Il effectue sa première partie de carrière au 1<sup>er</sup> RPIMA comme chef de groupe actions spéciales, officier adjoint puis commandant d'unité. Affecté à l'EMOT puis à l'EM COS à compter de 2012, il sert notamment dans le domaine du renseignement. Il est, depuis le 7 mars 2016, stagiaire au CSIA puis à l'École de guerre.*

Voir la bibliographie page suivante

<sup>28</sup> Pour atteindre l'ennemi actuel dont la rationalité échappe bien souvent à nos références, seul l'argent semble parfois constituer un argument, ce qui soulève des problèmes de sécurité dès qu'un plus offrant se présente. D'autant que cet ennemi tend à se rendre inaccessible en jouant sur l'ignorance du facteur religieux dont les sociétés occidentales sont frappées, et la France d'une façon particulière, dont la tendance générale est d'être engoncée dans une vision étriquée de la laïcité. Cette dimension religieuse rend compte à l'inverse d'une solidarité de l'*oumma* qui incite à la dissimulation et au mensonge (*takiya*). Un des défis relève dès lors sans doute d'une bataille des valeurs et des idées, à même de susciter des sympathisants parmi les populations et de convaincre les indécis.

<sup>29</sup> Extrait du propos liminaire du Général d'armée Jean-Pierre Bosser lors de son audition devant la mission d'information «*Sur la présence et l'emploi des forces armées sur le TN*», 23 mars 2016, commission de la défense nationale et des forces armées. Le CEMAT a également écrit: «Prendre l'ascendant dans ce champ immatériel repose sur deux thèmes fondamentaux, contribuant tous deux au renforcement des défenses immunitaires du pays: l'esprit de résistance et la cohésion nationale. Ces deux thèmes nous définissent à la fois «contre» (la résistance) et «avec» (la cohésion). Ils forment le socle d'un véritable projet de société qui permettrait à la nation de se consolider et à la jeunesse de s'identifier et de canaliser ses énergies de façon vertueuse». Tribune du général CEMAT, publiée dans *Le Figaro* du 21 mars 1916.

<sup>30</sup> Une des plus grandes réussites françaises est la récupération d'informations sur les gaz de combat que les Allemands se préparaient à utiliser.



## Bibliographie

- Jean-Louis Andreani, «**La Grande Guerre à cheval**», Éditions du Trotteur ailé, 2014;
- Eric Brunet, «**Un monstre à la française**», JC Lattès, 2015;
- Sous la direction d'Agnès Chablat-Beylot et Amable Sablon du Corail, *Archives de la Grande Guerre*, Collection Archives de la Défense, 2014;
- Frédéric Chauvie, «**Histoire de la cavalerie**», Perrin, 2013;
- *Concept du renseignement des forces terrestres*, CDEF, 6 août 2009;
- DFT 2.1, *Doctrine du renseignement de l'Armée de Terre – Tome 1*, CDEF, 11 février 2014;
- DFT 2.1, *Doctrine du renseignement de l'Armée de Terre – Tome 2*, CDEF, 12 octobre 2015;
- DIA 2.3, *Doctrine interarmées de la recherche humaine – Edition provisoire*, DRM, 20 juin 2013;
- DIA 2(A), *Le renseignement d'intérêt militaire et la contre-ingérence*, CICDE, 19 février 2016;
- Sous la direction de Pierre Lacoste, «**Le renseignement à la française**», Economica, 1998 ;
- Olivier Lahaie, «**Pratiques du renseignement humain en France pendant la Grande Guerre; permanences et évolutions**», Paris;
- Olivier Lahaie, «La coopération en matière de renseignement pendant la Grande Guerre; l'exemple du bureau interallié de renseignements» dans *L'Européen et la guerre*, PUF, Paris, 2013;
- Olivier Lahaie, «*Renseignement services de renseignements en France pendant la guerre de 1914-1918 – évolutions et adaptations*», thèse d'histoire moderne et contemporaine, sous la direction du Pr. G-H Soutou, Paris IV, 2006;
- RENS 2010, *Doctrine du ROHUM*, CDEF, 17 avril 2007;
- Bénédicte Vergez-Chaignon, «**Pétain**», Perrin, Paris, 28 août 2014 ;
- *Le renseignement : guerre, technique et politique*, Centre d'études d'histoire de la défense - Commission Histoire du renseignement, Lavauzelle, Paris, 2007;
- Compte-rendu du colloque «Espionnage et Renseignement dans la Première Guerre mondiale», Académie du Renseignement et IRSEM, 26 novembre 2010;
- Compte-rendu du séminaire RETEX renseignement, CEERAT, 23 avril 2015.



[Retour Sommaire](#)

## Les forces de sécurité omanaises: un pilier de la renaissance nationale



Par le Chef de bataillon Thomas GRASSER

**Les forces de sécurité sont devenues une composante essentielle de la société omanaise. À partir de son accession au pouvoir en 1970, le sultan Qabous s'est attelé à la modernisation des forces armées et de la police, qui sont devenues une vitrine de la renaissance omanaise, terme qui désigne l'effort général de modernisation consenti par le pays depuis 45 ans. L'auteur de cet article, actuellement en stage dans le sultanat, nous décrit cette renaissance.**

L'histoire politique récente du sultanat d'Oman est marquée par l'accession au pouvoir de Qabous Ben Said, le 23 juillet 1970. Cet événement marque le début d'une renaissance nationale incarnée par la figure du nouveau sultan. Ayant conscience du retard de développement de la société omanaise au moment où il en prend la tête, le sultan décide de consacrer son règne à la modernisation du pays. Il tire alors parti des ressources pétrolières pour mettre en place, à marche forcée, des infrastructures et des institutions dignes d'un État moderne. Les forces de sécurité deviennent ainsi un pilier important de ce processus général de modernisation.

Ces forces de sécurité sont immédiatement mises à contribution pour mater la rébellion qui s'est développée dans le sud du pays à partir du milieu des années 1960. Au début des années 1970, les Omanais ne sont pas seuls pour restaurer la stabilité dans la province sécessionniste du Dhofar qui est frontalière du Yémen. Ils sont appuyés par l'Iran, qui envoie des troupes nombreuses combattre aux côtés des forces loyalistes. Ils bénéficient également du soutien des Britanniques, qui fournissent encadrement et conseil.

La dynastie dont est issue le sultan est liée étroitement au Royaume-Uni qui jouit depuis plusieurs siècles d'une influence importante dans cette région. Né en 1940, le futur souverain y est à l'âge de 16 ans pour y parfaire son éducation. À 20 ans, il rejoint l'académie militaire de Sandhurst, puis sert pendant un an en Allemagne dans le régiment des *Scottish rifles*. Au moment où le sultan Qabous accède au pouvoir, il s'appuie sur les Britanniques pour mettre en place des forces de sécurité modernes. Cet appui s'est réduit progressivement, les forces de sécurité gagnant en expérience et en autonomie.

Le sultan est parvenu à faire de ces forces un pilier de la renaissance nationale qu'il a mise en chantier.

Ces forces de sécurité bénéficient d'une image positive au sein de la société omanaise, qui les voit comme un symbole de l'essor de la nation et non pas comme l'armée privée d'un autocrate. Très diverses, elles sont liées à la nation à travers la figure du sultan et sont devenues au fil des années un outil moderne apte à remplir une grande variété de missions.

### La bonne image des forces de sécurité au sein de la société omanaise

Les Omanais sont fiers de leurs forces de sécurité, qui reflètent la politique de modernisation du pays. Elles ne sont pas perçues comme les instruments d'un pouvoir autocratique, mais comme des forces au service de la nation. Même les forces de police bénéficient d'une image positive. Plusieurs raisons expliquent cette bonne image:

- Tout d'abord, les forces de sécurité sont nombreuses proportionnellement à la démographie du pays. Leur effectif avoisine en effet les 70.000 personnes pour une population de trois millions de nationaux auxquels s'ajoutent 1.700.000 résidents étrangers venus pour travailler sur place. Le recrutement initial est effectué dans l'ensemble des provinces du pays et l'«empreinte» des forces de sécurité est assez homogène, dans la mesure où leurs bases sont réparties de manière équilibrée sur un territoire dont la superficie représente 40% de celle de la France. Les familles omanaises ont ainsi une relation de proximité avec les forces de sécurité, qui font partie de leur quotidien.

- Ensuite, l'action des forces de sécurité est régulièrement évoquée dans les médias omanais. Ces médias, sur lesquels l'État exerce une tutelle à travers le ministère de l'information, accordent une part importante de leurs programmes à relater les activités des forces de sécurité. Très régulièrement, des articles de journaux évoquent des événements comme une campagne de recrutement, ou la visite d'une autorité dans une base militaire, ou encore le début d'une session de formation. La couverture médiatique est également importante dans la presse audiovisuelle. L'État mène en effet une politique d'information généralisée

dont les objectifs principaux sont «la diffusion des valeurs d'unité nationale et la présentation de l'action gouvernementale dans l'ensemble des secteurs»<sup>1</sup>.

- Enfin, ces forces sont bien organisées et bien équipées. Cette organisation transparaît dans la bonne tenue des forces de sécurité, tant du point de vue de leur apparence que de celui de leur attitude. Les militaires comme les policiers sont attentifs à l'image qu'ils véhiculent, et servent des matériels propres et en bon état. Les enceintes à partir desquelles ils évoluent sont en outre entretenues avec soin. Lorsqu'elles paradent, notamment dans les écoles militaires, les forces omanaises font bel effet. Ces éléments liés à l'apparence contribuent à la bonne réputation des forces de sécurité omanaise au sein de la société.

Les forces armées omanaises, qui représentent la part la plus importante des forces de sécurité, ne sont pas des forces d'emploi, le sultanat ayant une politique de neutralité qui l'empêche par exemple de prendre part à une coalition comme celle qui intervient actuellement au Yémen et que mène l'Arabie saoudite. En revanche, les forces armées sont perçues comme des forces de proximité, des forces de protection issues du cœur de la nation. Elles jouent en ce sens un rôle social important.

### **Des forces de sécurité diverses, mais liées à la nation incarnée par la figure du sultan**

Le sultan Qabous est le chef des armées. Il est assisté d'un ministre, mais ce dernier ne dispose pas d'un pouvoir important. Son appellation n'est d'ailleurs pas celle de «ministre de la défense», mais de «ministre responsable des affaires militaires». La nuance sémantique est là pour indiquer que la fonction du ministre se limite à la gestion des affaires courantes. Le décideur véritable est bien le sultan, à qui les chefs d'état-major doivent leur promotion.

Le sultan est protégé personnellement par une garde royale, qui dispose d'une indépendance en termes de budget et de commandement. Le général trois étoiles qui commande ce corps n'a de comptes à rendre qu'au sultan. Les unités de la garde royale sont responsables de toutes les missions liées la protection du sultan, notamment lors de ses déplacements. Ces unités sont d'un volume conséquent et se composent de cinq bataillons d'infanterie, équipés principalement de véhicules de l'avant blindés, et d'un bataillon d'appui, équipé principalement de blindés légers et de moyens anti-aériens.

Les forces de police sont une autre composante spécifique des forces de sécurité, car elles sont au contact direct de la population et leur présence est particulièrement visible. Cette police est bien formée et ses unités sont présentes sur l'ensemble du territoire. Sa mission principale de maintien de l'ordre public est complétée par des missions spécifiques comme des missions de protection d'autorités.

Au sein des forces armées proprement dites, les forces terrestres ont une position dominante et elles sont nettement majoritaires du point de vue numérique (70% de l'ensemble des effectifs). Elles sont constituées des unités de l'armée de terre, conventionnelles, du corps des garde-frontières ainsi que du corps des forces spéciales qui est composé presque exclusivement d'Omanais venant de la province du Dhofar. Cette composition spécifique des forces spéciales est liée aux suites de la guerre civile, le sultan ayant décidé de récompenser les tribus du Dhofar ralliées à lui en leur octroyant l'accès à ce corps d'élite. De manière générale, les forces terrestres sont bien équipées et bien entraînées.

L'armée de l'air et la marine complètent le tableau des forces armées. Malgré sa position stratégique partagée avec l'Iran aux portes du détroit d'Ormuz, le sultanat d'Oman ne dispose pas d'une marine conséquente. Ses bâtiments les plus importants sont des corvettes de fabrication britannique, équipées notamment de matériel français comme le missile Exocet ou une partie de l'électronique de bord. La marine omanaise est assez sophistiquée et dispose par exemple d'un service hydrographique en mesure de produire de la cartographie marine. L'armée de l'air n'est pas non plus conséquente du point de vue numérique, mais ses cadres sont d'un bon niveau et les aéronefs performants.

Ces forces très variées sont fidèles au sultan, qui bénéficie d'un large soutien dans la société car il incarne une nation engagée sur la voie du développement. Elles sont le produit du processus de modernisation impulsé par le chef de l'État, qui s'est appuyé initialement sur l'expertise britannique pour créer un outil de défense moderne. Elles sont malgré tout originales, voire paradoxales, car les corps très différents qui les composent ne se jalouent pas et forment un ensemble à la fois complexe et cohérent.

### **Des forces de sécurité modernes et aptes à remplir une grande variété de missions**

Le premier atout des forces de sécurité omanaises est probablement celui de la formation. Le sultan rappelle régulièrement dans ses discours que la ressource humaine est la première ressource du pays, et qu'il faut la développer à travers l'effort de formation. Une attention particulière a ainsi été apportée à la création d'écoles, d'université et d'instituts de tous types, de manière à donner au pays des cadres compétents. Les jeunes Omanais sont par ailleurs invités à compléter leur formation en effectuant une partie de leur cursus à l'étranger.

Cette politique de formation impulsée par la renaissance omanaise concerne le monde civil et la sphère militaire entendue au sens large. C'est pour cette raison que les forces de sécurité ont été dotées d'écoles de formation initiale et d'écoles techniques de qualité. De plus, de multiples programmes d'échanges ont été mis en place avec d'autres pays, et de nombreux cadres des forces de sécurité, à des niveaux de responsabilité et d'emploi très variés, effectuent des stages professionnels à l'étranger.

Quand c'est nécessaire, le sultanat s'appuie sans complexe sur l'expertise étrangère, notamment britannique, pour renforcer la qualité de l'encadrement. Le but reste toutefois de recourir de plus en plus à des formateurs omanais. Cet objectif s'inscrit dans une politique plus générale appelée l'«omanisation», qui consiste à remplacer progressivement la main d'œuvre étrangère, spécialisée ou non, par la main d'œuvre nationale. Le matériel employé pour la formation est moderne et sa maintenance est très souvent supervisée par des techniciens étrangers. Les simulateurs utilisés, que ce soit par les écoles de l'armée de l'air, de la

<sup>1</sup> Objectifs indiqués par le ministère de l'information dans une conférence donnée en décembre 2015 à l'École de commandement et d'état-major des forces armées royales.

marine ou de l'armée de terre, sont performants et conformes aux caractéristiques et à l'emploi des matériels en dotation dans les unités.

L'ambition des forces de sécurité omanaises est de couvrir le spectre des missions essentielles dont sont capables les forces de sécurité d'une nation moderne. La politique de formation suit cette logique, et c'est le cas également de la politique d'équipement. Les forces de sécurité disposent donc d'équipements performants, même s'il ne s'agit pas toujours des versions les plus modernes. Par exemple, les chars de combat les plus performants dont disposent les unités blindées sont des *challenger 2* britanniques, qui sont entrés en service dans l'armée omanaise à partir des années 1990; mais se pose maintenant le problème de leur remplacement par un char plus moderne.

Certes, l'État omanais est plutôt riche et dispose de ressources pétrolières et gazières importantes. L'exploitation des hydrocarbures représentait l'année passée 47% du produit intérieur brut<sup>2</sup> (PIB). Cependant, cette dépendance importante à l'égard des hydrocarbures conduit à une instabilité relative des finances publiques, qui sont fortement liées au prix du baril, et rend les programmes d'investissement plus complexes. Et comme le prix des hydrocarbures est actuellement maintenu à un niveau faible par les grands pays producteurs qui sont capables d'influencer le marché, la marge de manœuvre de l'État omanais s'en trouve limitée.

La mission principale des forces de sécurité est d'assurer la défense du territoire omanais. Cette mission ne se limite pas à barrer la route aux ennemis potentiels, mais vise également à empêcher les trafics et franchissements illégaux des frontières. L'ensemble des corps participe à ces missions de contrôle des frontières, même si une unité particulière (l'unité des garde-frontières) est dédiée spécifiquement à ce rôle.

Bénéficiant d'une image très positive dans la société omanaise, les forces de sécurité incarnent un pan important de la renaissance nationale et sont unies derrière la figure du sultan, autocrate éclairé qui bénéficie du soutien de la population. Ces forces de sécurité ont gagné en autonomie, après s'être beaucoup appuyées sur l'expertise extérieure. Elles sont maintenant un pilier essentiel de la nation et contribuent à en garantir la stabilité.

*Le Chef de bataillon Thomas GRASSER est issu de l'arme du génie. Il a suivi un cursus en arabe et en persan à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) de 2013 à 2015 et il est actuellement stagiaire à l'École de commandement et d'état-major des forces armées royales du sultanat d'Oman.*



[Retour Sommaire](#)

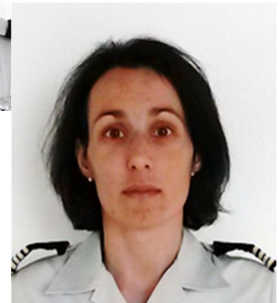
<sup>2</sup> Chiffre annoncé le 15 novembre 2015 par le ministère du pétrole et du gaz, lors d'une conférence donnée à l'École de commandement et d'état-major.

[Retour Sommaire](#)

## Le rôle de la Marine nationale dans la projection des forces terrestres depuis l'expédition des Dardanelles de 1915



CBA R. Chabaud



CBA C. Pons

Par les Chefs de bataillon Remy CHABAUD et Camille PONS

**Plus qu'une pensée stratégique, c'est l'adaptation nécessaire aux besoins stratégiques de la France dans un contexte historique changeant, alliée à des ruptures technologiques essentielles, qui a conditionné l'évolution du rôle de la Marine nationale dans la projection des forces terrestres.**

**À l'appui de leur thèse, les auteurs de cet article nous montreront tout d'abord en quoi les missions traditionnelles de la Marine étaient déjà tournées vers la projection des forces terrestres, puis comment elle a dû s'adapter pour faire face aux défis stratégiques du XX<sup>ème</sup> siècle et, enfin, comment cette adaptation a influencé sa doctrine et ses moyens.**

**E**n 1915, l'expédition franco-britannique des Dardanelles se solde par un échec en grande partie du fait de l'incapacité des alliés à coordonner les marines et les troupes au sol. Cette incapacité relève en grande partie de l'inadaptation de la Marine à la coopération interarmées et notamment à la projection de forces terrestres.

Nous définissons la projection de forces terrestres, qu'elle soit réalisée par moyens navals et/ou aériens, comme la mise en place, l'appui et le soutien d'une force terrestre expéditionnaire à partir du territoire national ou d'une base prépositionnée pour remplir une mission temporaire. Elle va au-delà du transport stratégique, entendu comme le simple déplacement d'une force terrestre d'un point à un autre pour mener ensuite une action terrestre autonome sans appui direct de la composante navale ou aérienne qui l'a transportée.

Ainsi, après l'entrée en guerre de l'empire ottoman et la perte de liaison avec l'allié russe, les Alliés vont tenter une manœuvre ambitieuse pour saisir le détroit des Dardanelles et Constantinople, points de passage obligés vers les ports en eaux chaudes de l'empire tsariste, et par la même occasion contraindre le gouvernement turc à la capitulation. Cette opération, qui doit rassembler des troupes venues à la fois de l'empire britannique mais aussi de France, soutenue en théorie à partir de l'île de Lemnos puis finalement depuis Le Caire, présente tous les aspects d'une projection de forces terrestres. Cependant, pensée uniquement comme une opération maritime de forçage de blocus, l'expédition lancée en février 1915 va s'avérer tout d'abord être un échec, les flottes n'étant pas préparées à un engagement face à une défense terrestre ottomane bien retranchée et surtout à la menace représentée par les 324 mines marines mouillées dans le détroit. Les pertes sont lourdes; plusieurs bâtiments de premier rang, comme les HMS *Irresistible* et *Ocean* ou le cuirassé *Bouvet*, sont coulés par les mines et les batteries côtières turques. Cherchant par la suite à obtenir la décision à terre, mais sans doctrine ni moyens de réaliser et de soutenir efficacement une opération amphibie, l'échec allié devient un fiasco qui coûte à l'entente plus de 250.000 soldats tués, blessés ou disparus entre le 27 avril 1915 et le 8 janvier 1916, date de l'évacuation du détroit par les Alliés. Cette évacuation, forte des leçons tirées de l'échec du débarquement initial, sera toutefois très bien exécutée.

Dès lors, le rôle de la Marine nationale évolue pour aller du transport stratégique vers la projection de forces terrestres. Se pose alors la question de savoir quels ont été les moteurs de cette évolution, à la fois technologique et doctrinale, qui s'est produite sans que la Marine renonce à son rôle traditionnel de domination des mers.

En réalité, plus qu'une pensée stratégique, c'est finalement l'adaptation nécessaire aux besoins stratégiques de la France dans un contexte historique changeant, alliée à des ruptures technologiques essentielles, qui a conditionné l'évolution du rôle de la Marine nationale dans la projection des forces terrestres.

Dans ce cadre, nous verrons tout d'abord en quoi les missions traditionnelles de la Marine étaient déjà tournées vers la projection des forces terrestres, puis comment elle a dû s'adapter pour faire face aux défis stratégiques du XX<sup>ème</sup> siècle et, enfin, comment cette adaptation a influencé sa doctrine et ses moyens.

## Deux missions traditionnelles ont défini le rôle des marines :

- **La domination des mers** (lutte contre la marine adverse) et le transport stratégique de troupes terrestres, qui concourent déjà à la projection des forces terrestres. Vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, sous l'impulsion de la «jeune école»<sup>1</sup> française et de l'Amiral Théophile Aube<sup>2</sup>, la Marine s'oriente vers une guerre de course s'appuyant sur les torpilleurs et les premiers sous-marins. Mais le retour vers la guerre d'escadre et les deux missions traditionnelles va se faire dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle, et ces missions restent aujourd'hui un des fondements de la marine moderne.

Théorisée par Mahan à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans son ouvrage «*The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783*», la doctrine du *Sea Power* définit la mission première de la marine comme la domination des mers visant notamment à protéger les routes commerciales, permettant la libre circulation. En France, la prise en compte de cette doctrine va se faire à partir du début du XX<sup>ème</sup> siècle, une fois que l'Entente cordiale aura fait de la *Royal Navy* britannique une alliée contre la *Kriegsmarine* allemande. Durant la Grande Guerre, la Marine s'opposera à la marine austro-hongroise et la bloquera dans l'Adriatique afin de permettre le transfert des troupes d'Afrique du Nord vers la métropole. La conservation des voies maritimes permettra aux Britanniques de recevoir renforts et ressources depuis les Indes<sup>3</sup>. On voit donc comment la supériorité navale permet déjà l'engagement de forces terrestres d'un théâtre d'opération à un autre. Les blocus maritimes mis en place durant la Grande Guerre et durant la Seconde Guerre mondiale suivent cette logique de domination des mers, en visant à priver l'ennemi de ses approvisionnements et à projeter les troupes sur des territoires éloignés, bases arrières des Alliés, tout d'abord en éliminant sa flotte de surface, puis en bloquant ses accès maritimes. Aujourd'hui, cette capacité à maîtriser les espaces maritimes dans le cadre d'une intervention localisée reste une mission impérative de la Marine dans le cadre de la maritimisation des échanges, mais également face à une possible résurgence d'une menace majeure. De plus, l'exploitation des ressources marines, notamment celles des territoires d'outremer, exige de la Marine la capacité à défendre ces espaces immenses<sup>4</sup>.

- **Permis par la maîtrise des espaces maritimes, le transport stratégique est la deuxième mission traditionnelle de la Marine.** La liberté de mouvement liée à l'immensité des espaces et aux différents traités maritimes – convention de Montego Bay de 1982 – permet en effet de s'affranchir des contraintes du mouvement à terre. Capables de transporter de grandes quantités d'hommes et de matériel à de grandes distances, les flottes, en faisant appel aux ressources de la marine marchande, sont l'outil du mouvement stratégique. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, cette mission est importante pour la Marine. La France, qui étend son emprise en Afrique et en Orient, rend nécessaire la mise en place et le soutien des troupes coloniales. Pendant la Grande Guerre, la France peut compter sur la Marine, qui domine les mers et permet le transport stratégique du 19<sup>ème</sup> corps d'armée nord-africain puis des troupes d'Afrique noire pour contrebalancer la puissance démographique de l'Allemagne. Pendant l'entre-deux guerres, puis après 1945, la Marine doit à nouveau transporter et soutenir logistiquement les corps expéditionnaires engagés en Afrique du Nord puis en Indochine. Ainsi, la mission de transport stratégique, permise grâce à la liberté et la facilité offertes par le transport maritime, constitue un préalable à la projection des forces terrestres.

Structurée depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle par ces deux missions traditionnelles, la Marine nationale porte son effort jusqu'en 1945 sur les unités de haute mer, qui doivent contester la domination des mers aux marines allemande et autrichienne, puis italienne et allemande. La conception de ces unités, longue et coûteuse, doit de fait être anticipée et conditionne donc en retour les différentes missions que pourra accomplir la Marine. Ainsi, les unités cuirassées commandées dans les années 30 – le *Richelieu* et le *Jean Bart* – seront déjà obsolètes après-guerre, alors que le porte-avion est déjà devenu le nouveau maître du combat de haute-mer. À partir de 1971, une autre mission va venir accaparer une partie des ressources de la Marine: la dissuasion nucléaire. Les efforts d'innovation et de construction seront alors orientés vers la force océanique stratégique, aux dépens parfois de la flotte de haute-mer, ce qui limitera l'émergence d'une flotte spécialisée dans la projection de forces.

Après avoir vu comment les missions traditionnelles de la Marine, déjà tournées vers la projection des forces terrestres, structuraient son organisation et ses moyens, nous étudierons comment la Marine a su s'adapter aux événements du XX<sup>ème</sup> siècle.

## La Marine a su s'adapter aux événements du XX<sup>ème</sup> siècle

Conçue et équipée pour mener un combat de haute-mer et pour assurer la sécurisation des lignes de communications maritimes, la Marine va s'adapter aux événements et s'impliquer davantage dans la projection des forces terrestres et les opérations à terre. Cette adaptation se fera au cours du XX<sup>ème</sup> siècle pendant les deux guerres mondiales, mais aussi durant les périodes de paix pour assurer la défense de l'empire colonial.

Une fois la domination des mers acquise, les marines alliées, dont la Marine française, ont dû s'adapter pour appuyer les opérations stratégiques de contournement. Après son évacuation des Dardanelles, la force expéditionnaire – renforcée par l'armée serbe qui a été évacuée de Durazzo vers Corfou par la marine française – est redéployée à Salonique où elle ouvre un front secondaire contre l'empire d'Autriche-Hongrie, ce qui entraînera l'effondrement de ce dernier en 1918. La Marine joue un rôle majeur dans le redéploiement, puis le soutien de cette force expéditionnaire, notamment quand les 300.000 soldats alliés seront retranchés dans Salonique. L'ensemble du ravitaillement des troupes vient de la mer et de la base arrière du Caire. En

<sup>1</sup> La jeune école est un courant de la pensée navale française de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Elle propose une rupture avec le courant de pensée traditionnelle de l'époque qui était de construire des bâtiments de plus en plus importants, en privilégiant au contraire l'utilisation de navires plus petits et plus nombreux

<sup>2</sup> La Marine en guerre 1914-1918. Colloque du CSEM, 25 juin 2014

<sup>3</sup> Études marines n°4: Histoire d'une révolution, la Marine depuis 1870

<sup>4</sup> Maritimisation: la France face à la nouvelle géopolitique des océans. Rapport d'information n° 674 (2011-2012) de MM. Jeanny Lorgeoux et André Trillard, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 17 juillet 2012

1940, pour mettre en place le blocus continental et priver l'Allemagne de ses approvisionnements en fer suédois, les Alliés lancent l'expédition de Norvège.

Malgré un manque de préparation préalable, notamment dans le commandement et le conditionnement du soutien, cette force expéditionnaire combine les actions de la marine, de l'aviation embarquée et des forces terrestres. Des officiers de la force terrestre dirigent les tirs des bâtiments afin de réduire au silence les batteries côtières, et les zones de débarquement ont été reconnues par la mise à terre de détachements avancés.

Dès 1943, la Marine va participer à la libération de la France en appuyant le débarquement en Corse d'éléments français, avec l'infiltration d'agents et de matériel clandestins puis de commandos par le sous-marin *Casabianca*.

En août 1944, la Marine appuie le débarquement en Provence avec de l'appui-feu naval et la mise à terre des commandos qui précèdent le gros des troupes.

Cette adaptation de moyens conçus pour le combat de haute mer en vue de mener des opérations vers la terre profite largement de l'expérience américaine dans le Pacifique. Ainsi, des bâtiments spécialisés, comme les chalands de débarquement et certains véhicules amphibies comme le *Landing Vehicule Track* (LVT) américain, seront utilisés par la Marine en Europe, mais surtout plus tard en Indochine ou à Suez.

La Marine va également devoir adapter son dispositif durant l'entre-deux guerres et l'après-guerre pour appuyer les expéditions coloniales.

En 1925, à Al Hoceima au Maroc, une flotte française appuie le débarquement d'une force espagnole par le feu et la manœuvre. Après la guerre, cet appui à la projection des corps expéditionnaires va prendre de l'ampleur dans le cadre de la décolonisation. En Indochine, en plus d'assurer le transport et le soutien stratégique du corps expéditionnaire depuis la métropole et l'Afrique du Nord, la Marine va être impliquée directement dans l'appui au combat avec la création des unités fluviales, les divisions navales d'assaut (Dinassaut) équipées de *landing crafts* de toutes sortes, mais également par l'utilisation de l'aéronautique navale en complément de l'armée de l'Air: les porte-avions *Dixmude* puis *Arromanches* appuieront les opérations dans le Tonkin de 1946 à 1954, épaulés par le *Lafayette* et le *Bois-Belleau* prêtés par la marine américaine<sup>5</sup>.

À Suez en 1956, la Marine transporte, débarque, appuie et soutient l'opération aéroterrestre franco-britannique au moyen des porte-avions *Arromanches* et *La Fayette*, du cuirassé *Jean-Bart*, de quatre croiseurs et de plusieurs dizaines d'autres bâtiments de guerre. Le commandement de cette opération préparée durant trois mois est organisé entre la Marine et l'armée de Terre<sup>6</sup>. À Bizerte également, en 1961, une opération combinée permet de garder le contrôle de la base navale, la Marine fournissant à cette occasion l'appui-feu aéronaval indispensable aux forces terrestres, tout en participant aux combats à terre<sup>7</sup>. Lors de ces projections, les enseignements des expériences passées ont été mis à profit et plusieurs points ont été améliorés. Un commandement conjoint a été mis en place et les opérations ont été planifiées et organisées en amont par tous les intervenants. La Marine a ainsi su adapter des moyens initialement prévus pour le combat de haute mer et mis en œuvre des matériels issus des expériences de la Deuxième Guerre mondiale pour appuyer au mieux les forces terrestres. Cette adaptation s'est faite pendant le temps de guerre grâce, en partie, à l'expérience et au matériel d'autres marines, mais également pendant les périodes de paix par les nécessités de conduire des expéditions vers les territoires des colonies.

Nous allons voir que cette évolution ne sera finalement complète qu'avec l'apport de nouveaux matériels et surtout par la définition d'un corpus doctrinal interarmées consacré à la projection des forces terrestres dans lequel le rôle de la Marine est défini. S'adaptant à sa mission de projection de forces terrestres, la Marine a su mettre en œuvre de nouveaux moyens, puis formaliser ce concept d'emploi avec une doctrine spécifique afin de répondre à un besoin stratégique.

### **La Marine a su mettre en œuvre de nouveaux moyens et formaliser un concept d'emploi avec une doctrine spécifique afin de répondre à un besoin stratégique**

Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, de nombreux moyens sont mis en œuvre par la Marine. Dès les années 30, le porte-avions va permettre de diriger les tirs de son artillerie vers la terre et d'acquies du renseignement pour guider les troupes au sol. Avec le développement de l'aéronautique embarquée, le porte-avions devient capable d'appuyer dans la profondeur les opérations terrestres, agissant en tant que base aérienne mobile. L'après Deuxième Guerre mondiale confirmera cette versatilité du porte-avions. Instrument de la domination maritime, il est aussi celui des opérations de projection de forces terrestres, permettant d'obtenir la suprématie aérienne locale indispensable aux débarquements ou aux opérations littorales, comme à Suez en 1956 ou au Kosovo en 1999<sup>8</sup>.

Le sous-marin, par ses capacités d'infiltration de commandos, mais aussi désormais de frappe opérative grâce au missile SCALP-Naval, est également un exemple d'instrument conventionnel qui s'est adapté pour jouer un rôle d'appui à la projection.

Dans le domaine des liaisons et du commandement, l'équipement des bâtiments est sans cesse amélioré pour permettre la liaison avec la terre et l'espace aérien, ce qui permet aux navires de prendre un rôle de plus en plus grand dans la coordination des opérations aéroterrestres. Ainsi, les frégates antiaériennes, puis de défense aérienne jouent un rôle primordial de *Air Defense Commander* et de *Fleet Air Defense Identification Zone (FADIZ) Coordinator*, centralisant et diffusant l'ensemble des informations sur l'espace aérien des opérations<sup>9</sup>.

Les frégates conservent également une capacité d'appui feu direct grâce à leur armement de bord, mais aussi indirect grâce aux missiles de croisière.

Enfin, spécifiquement conçus pour les opérations de projection de forces terrestres, les bâtiments amphibies sont développés en France à partir des années 1960. Trois générations de navires ont accru les capacités de la Marine, jusqu'aux bâtiments de projection et de commandement type Mistral qui mettent en œuvre l'ensemble des appuis indispensables aux opérations

<sup>5</sup> [http://www.postedeschoufs.com/aeronavale/1946\\_1962/5%20L'Indochine/l\\_indochine.htm](http://www.postedeschoufs.com/aeronavale/1946_1962/5%20L'Indochine/l_indochine.htm)

<sup>6</sup> «La Marine et la crise de Suez», Bénédicte Gimenez, bulletin n°8 Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.

<sup>7</sup> <http://lautrecoedelacolline.blogspot.fr/2013/12/bizerte-1961-la-derniere-bataille.html>

<sup>8</sup> «*Durer face à un littoral hostile: la Marine nationale dans la guerre du Kosovo, octobre 1998-juin 1999*». Dominique Guillemin.

<sup>9</sup> <http://www.colsbleus.fr/>



conjointes: poste de commandement interarmées avec liaisons vers la terre et aériennes, hôpital embarqué, flottille amphibie, pont d'envol pour hélicoptères et large capacité de transport de troupes.

En parallèle de ces nouveaux matériels de plus en plus adaptés aux opérations de projection, les armées ont conçu et fait évoluer une doctrine des opérations conjointes qui traite de la projection de forces terrestres. C'est le cas par exemple des opérations amphibies et du concept de *sea-basing*. La doctrine amphibie française actuelle, qui trouve sa source dans le concept national amphibie<sup>10</sup>, s'inscrit dans la doctrine de l'OTAN et prévoit une structure de commandement unique le temps de l'opération. S'appuyant sur les capacités des BPC, diverses possibilités d'opérations sont prises en compte et décrites comme le *ship-to-shore-maneuver* (STSM) ou le *ship-to-objective-maneuver* (STOM)<sup>11</sup>. L'intégration de ce type de missions dans l'organisation de la Marine est également visible à travers la flottille amphibie, composante à part entière de la force d'action navale.

Les opérations menées ces dix dernières années confirment la pertinence de cette doctrine, ainsi que la pleine adaptation de la Marine à ces enjeux de projection des forces terrestres. Que ce soit lors de l'opération Baliste au Liban en 2006, ou lors de l'opération Harmattan en Libye en 2011<sup>12</sup>, la Marine et l'armée de Terre ont montré le haut niveau d'intégration atteint et permis notamment par les BPC. Ainsi, la campagne en Libye a permis de valider le concept de groupement naval aéromobile<sup>13</sup> et la complémentarité des forces aériennes, aéronavales et aéroterrestres dans le cadre d'une opération de projection de forces. Le développement des capacités technologiques, d'abord adaptées de moyens conventionnels puis spécifiques à la projection de forces, couplé à une doctrine qui s'est enrichie de la large expérience française et alliée, doit permettre à la Marine de répondre aux enjeux stratégiques actuels qui se posent à la France.

## Conclusion

La persistance des missions traditionnelles de la Marine – domination des mers et transport stratégique –, liée à la maritimisation des échanges et aux enjeux géostratégiques, rend toujours impérieuse la maîtrise du combat de haute mer, qui permet la libre utilisation de l'espace maritime et l'exploitation de ses opportunités. Ces missions conditionnent le format de la flotte et de ses unités. Néanmoins, la Marine a su adapter ses moyens face aux événements du XX<sup>ème</sup> siècle. Cependant, c'est dans le cadre de la décolonisation que les évolutions ont été les plus fortes, et ces évolutions se sont accélérées avec la disparition de la menace majeure constituée par le bloc de l'Est. Désormais, la projection de forces terrestres est au cœur des missions de la Marine, dans le cadre de la force d'action navale. Cette capacité de projection de forces est indispensable à la France dans le cadre de sa politique de puissance, puisqu'elle lui permet d'agir partout où la défense de ses intérêts l'exige: sur ses territoires ultramarins, dont la zone économique exclusive représente une richesse à exploiter, mais également au profit de ses alliés, notamment africains. Le développement continu de moyens dédiés et l'entretien des savoir-faire spécifiques, particulièrement amphibies, est donc une priorité pour les armées.

*Saint-cyrien de la promotion «Général Vanbremeersch», le Chef de bataillon CHABAUD choisit de servir dans la légion étrangère. Il effectue sa première partie de carrière au 1<sup>er</sup> REG, période pendant laquelle il est projeté à quatre reprises en opérations. Affecté à l'état-major de la 6<sup>ème</sup> BLB de 2012 à 2016, il sert en qualité d'officier traitant puis chef de section projection. Il effectue à cette occasion deux nouvelles missions au Mali et en Centrafrique. Il est depuis le 7 mars 2016 stagiaire au CSIA puis à l'École de guerre.*

*Saint-cyrienne de la promotion «Général Vanbremeersch», le Chef de bataillon PONS choisit de servir dans le génie. Elle effectue sa première partie de carrière au 31<sup>ème</sup> RG, période pendant laquelle elle est projetée à deux reprises en opérations. Affectée à l'état-major de zone de défense de Paris de 2012 à 2016, elle sert en qualité d'officier traitant à la cellule conduite des opérations. Elle a été stagiaire au CSIA pendant la première partie de l'année, mais a, depuis, choisi de quitter l'institution militaire.*

Voir la bibliographie page suivante

<sup>10</sup> Concept national des opérations amphibies (C.N.O.A.) n° 644/DEF/EMA/EMP.1 (DR)

<sup>11</sup> Doctrine interarmées des opérations amphibies Instruction n° 003500/DEF/EMA/EMP.1

<sup>12</sup> La Marine dans la guerre en Libye, mars-octobre 2011. Capitaine de frégate Jean-Michel Roche.

<sup>13</sup> PIA 3.1.1.2: Groupement naval aéromobile



## BIBLIOGRAPHIE

1. «Champs de bataille» (magazine bimestriel), n° 42 de septembre 2015, thématique sur l'année 1915, avec 22 pages sur les Dardanelles
2. «Le débarquement de Provence et la Marine française», la Revue Historique des Armées (RHA), n°117-1974
3. «Vedettes fluviales et amphibies en Indochine», la Revue Historique des Armées (RHA), n°189-1992
4. «Le débarquement de Corse et la Marine française», la Revue Historique des Armées (RHA) n°195-1996
5. «Narvik, base d'essai des grands débarquements», la Revue Historique des Armées (RHA), n°219 -2000
6. «Bizerte 1961, la dernière bataille coloniale de la France», blog: L'autre côté de la colline, 20 décembre 2013
7. « Le rôle des marines dans les combats terrestres », intervention du COL Michel Goya, colloque CSEM du 26 juin 2014, la marine en guerre : 1914-1918
8. «L'Histoire d'une révolution : la Marine depuis 1870», Études Marines n°4 mars 2013, centre des études supérieures de la marine
9. «**La Marine dans la guerre de Libye**», Jean-Michel Roche, septembre 2013
10. «**Durer face à un littoral hostile: la Marine nationale, dans la guerre du Kosovo octobre 1998-juin 1999**», Dominique Guillemin
11. «La Marine dans la crise de Suez», Bénédicte Gimenez, bulletin n°8, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
12. «La France face à la nouvelle géopolitique des océans», rapport d'information n° 674 (2011-2012) de MM. Jeanny LORGEUX et André TRILLARD, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 17 juillet 2012
13. <http://www.colsbleus.fr/articles/798/la-fr%C3%A9gate-de-d%C3%A9fense-a%C3%A9rienne-chevalier-paul%C2%A0escorte-le-groupe-a%C3%A9ronaval-de-l%E2%80%99uss>
14. [http://www.postedeschoufs.com/aeronavale/1946\\_1962/5%20L'Indochine/l\\_indochine.htm](http://www.postedeschoufs.com/aeronavale/1946_1962/5%20L'Indochine/l_indochine.htm)
15. PIA 3.1.1.2: Groupement naval aéromobile
16. PIA 3.1.1.3: Guide d'emploi du BPC
17. Concept national des opérations amphibies (C.N.O.A.) n° 644/DEF/EMA/EMP.1 (DR)
18. Doctrine interarmées des opérations amphibies Instruction n° 003500/DEF/EMA/EMP.1



## Pertinence pour le combat d'infanterie contemporain des acquis de la Grande Guerre



CBA P. Lamy



CBA M. Catalan

Par les Chefs de bataillon Philippe LAMY et Mathieu CATALAN

*Étudier l'héritage transmis par la Grande Guerre pour l'infanterie contemporaine, c'est décrire une modernisation sans précédent entre 1914 et 1918. C'est aussi réaliser un trait d'union de près d'un siècle pour montrer qu'au-delà de l'évolution technique, les fondements ont perduré et demeurent pertinents. C'est surtout se projeter dans l'avenir pour vérifier que l'infanterie contemporaine est armée pour répondre aux défis qui l'attendent.*

*Finalement, pour les auteurs, c'est démontrer que le dénominateur commun entre les infanteries d'hier et d'aujourd'hui demeure sa capacité d'adaptation permanente face à toute rupture stratégique.*

«Il est bon de prévoir et de se souvenir, un œil dans le passé, et l'autre vers l'avenir».  
Publilius Syrus, *Sentences* – 1<sup>er</sup> s. av JC

Lorsqu'on évoque la Première Guerre mondiale dans l'imagerie populaire, on pense tout à tour au soldat mal équipé en pantalon garance, aux divisions-brigades-régiments-bataillons aux effectifs importants, à une manœuvre basée sur l'offensive à outrance... Au massacre du Chemin des Dames... À l'infanterie, «chair à canon»... Dès lors, toute comparaison avec l'infanterie d'aujourd'hui paraîtrait incongrue.

Pour autant, au-delà de cette image d'Épinal à la fois réelle et fantasmée, l'infanterie de 1918 n'est déjà plus celle de 1914. Elle connaît des évolutions notables tant dans ses équipements que dans son organisation ou son emploi. Au sortir de la Grande Guerre, la définition du Général Debeney dans la *Revue de l'infanterie 1920-1925* pourrait d'ailleurs parfaitement s'adapter au contexte actuel: «L'infanterie moderne marche précédée et flanquée de projectiles de tous calibres; elle transporte à l'air libre, ou sous blindage, un feu puissant qui lui est propre, elle manœuvre. Elle est redevenue l'arme du mouvement. De tous ses moyens d'action, un seul n'a pas changé: le cœur – et c'est le plus puissant».

De cette analyse en première approche, plusieurs questions s'imposent. Alors que l'arrivée du système Scorpion risque de révolutionner les normes d'engagement à l'horizon 2025, en quoi l'héritage du combat de l'infanterie française de la Grande Guerre est-il adapté au combat de l'infanterie d'aujourd'hui? Les évolutions tant techniques que géopolitiques actuelles induisent-elles inévitablement une évolution dans l'organisation et les normes d'emploi d'une arme? S'inscrit-on dans une logique de rupture ou de continuité?

Sans méconnaître le caractère multinational et la diversité que recouvre le terme générique d'infanterie, l'étude se focalisera sur le combat que mène ou peut mener l'infanterie française, motorisée et «félinisée». Elle n'a pas pour ambition de traiter de façon détaillée le volet stratégique abordé par Bernard Schnetzer dans «**Les erreurs stratégiques pendant la Première Guerre mondiale**». Elle n'a pas non plus pour but d'évoquer de manière aussi exhaustive la métamorphose de l'armée de Terre brillamment exposée par le Colonel Goya dans «**La chair et l'acier**». Mais, s'appuyant notamment sur les documents de doctrine de l'époque, cet article veut mettre en perspective l'héritage de la Grande Guerre pour l'infanterie contemporaine face aux défis à venir.

## **«Reine des batailles» des conflits d'hier et d'aujourd'hui, l'infanterie doit conserver, du riche héritage issu de la Grande Guerre, sa capacité d'adaptation pour pouvoir faire face à une éventuelle rupture stratégique.**

Pour le démontrer, il conviendra tout d'abord de souligner les acquis de la Première Guerre mondiale constituant encore les fondements de l'infanterie contemporaine, puis de mettre en évidence leur évolution à travers une adaptation progressive. Enfin, il s'agira de vérifier si, fort de cet héritage, l'infanterie est capable de répondre aux défis qui l'attendent.

### **L'infanterie de la Grande Guerre et la prise en compte du «facteur feu»**

La Première Guerre mondiale, mère de toutes les guerres modernes, marque le début d'une nouvelle ère. Les premiers mois voient en effet le télescopage de deux modèles: les manœuvres «napoléoniennes» héritées du XIX<sup>ème</sup> siècle et l'apparition d'un armement moderne de plus en plus destructeur. Face à cette situation nouvelle, l'armée française et l'infanterie en particulier doivent s'adapter et se moderniser. Cette évolution, imposée par le «facteur feu», passe notamment par une adaptation d'éléments qui réagissent l'un sur l'autre: la doctrine, l'organisation fonctionnelle et les procédés de combat.

- ***L'adaptation de l'infanterie face à la réalité des affrontements***

Assurément, dès la bataille des frontières, le développement du «facteur feu» remet en cause la doctrine prônée par le haut commandement français et la manière de la diffuser.

22 août 1914, journée la plus sanglante de l'histoire militaire française. Cette date symbolise à elle seule la faillite de la doctrine de l'offensive à outrance<sup>1</sup>, échec accentué par l'impréparation et l'instruction insuffisante de la troupe. Théorisée lors des conférences de 1911 du Colonel de Grandmaison, cette doctrine est mise en application dans les premiers mois du conflit. Elle privilégie le mouvement, le choc d'une attaque frontale sans manœuvre préalable. L'accent est mis sur la force morale, l'esprit de sacrifice, la volonté de prendre coûte que coûte l'ascendant sur l'adversaire. C'est le mythe de la bataille décisive.

Cet aveuglement doctrinal est pourtant dépassé face au «feu qui tue». Entre 1914 et 1918, la «densité matérielle» et la puissance de feu dans lesquelles évolue le fantassin sont en effet démultipliées. En 1914, le fusil Lebel muni de sa baïonnette est l'arme l'infanterie de façon uniforme et l'on compte six mitrailleuses par régiment. En 1918, l'armement s'est multiplié et diversifié<sup>2</sup>. On compte 36 mitrailleuses par régiment. Réalisée à l'arrière du front, l'instruction technique devient primordiale pour optimiser l'emploi de ces nouvelles capacités et les faire accepter par la troupe. Dès juin 1917, le Général Pétain, nouveau général en chef, en fait l'une de ses priorités<sup>3</sup>.

Dans le même temps, le feu et le mouvement deviennent des éléments complémentaires et indissociables dans la manœuvre. Permettant la destruction matérielle, le feu apparaît comme un élément primordial sans lequel le mouvement n'est plus possible. Le mouvement, entraînant la destruction morale de l'adversaire, reste l'élément décisif qui permet d'exploiter l'action destructrice obtenue par le feu. Comme le résume cette maxime, feu et mouvement sont en somme étroitement liés: «La défense est le feu qui arrête, l'attaque est le feu qui marche, la manœuvre est le feu qui se déplace»<sup>4</sup>. Cette évolution de la doctrine s'appuie sur un cercle vertueux de recueil des enseignements du front, de rédaction de notices d'emploi au sein de la section instruction du 3<sup>ème</sup> bureau, puis de diffusion des «bonnes pratiques» aux unités combattantes. L'infanterie s'inscrit déjà dans un mécanisme d'adaptation réactive.

- ***Un nouveau modèle construit autour du FM et du groupe de combat***

De la même manière, le «facteur feu» a une double incidence dans l'organisation fonctionnelle. Si les unités d'infanterie sont initialement constituées en fonction du facteur nombre pour procurer un effet de masse lors de l'offensive, cette logique ne résiste pourtant pas aux pertes terribles des premiers engagements<sup>5</sup>. Dès lors, le facteur nombre ne jouera plus jamais le même rôle.

En effet, une première remarque s'impose. L'augmentation de la puissance de feu s'accompagne en parallèle d'une diminution des effectifs à la fois globale et au sein des unités combattantes<sup>6</sup>. Cette rationalisation des effectifs s'explique en partie par la capacité de destruction accrue de l'armement moderne. Une arme automatique délivre en effet une puissance de feu équivalente à celle de 40 fantassins équipés de fusil Lebel, permettant un effet maximum avec un effectif minimum. Le facteur nombre est ainsi supplanté par les facteurs feu et matériel qui, à quantité déterminée, fixeront le nombre d'unité formée. À l'armistice, on comptera ainsi moins de bataillons d'infanterie qu'à la mobilisation. Les unités élémentaires auront vu quant à elles leur effectif réduit de 30%.

L'augmentation de la puissance de feu s'accompagne surtout d'une plus grande autonomie des petits échelons et d'une décentralisation du commandement jusqu'au niveau chef de section voire chef de groupe. Les unités d'infanterie adoptent des formations moins denses et plus souples d'emploi, construites autour du fusil-mitrailleur (FM). En 1918, la section est articulée en deux demi-sections de combat identiques, chacune comportant une arme automatique et trois fusils lance-grenades Vivien-Bessières, permettant la manœuvre au plus petit échelon. Cette articulation, véritable révolution au regard des formations adoptées au début de la guerre, présente cependant le désavantage de placer sous les ordres d'un seul homme un volume de

<sup>1</sup> Cette doctrine est enseignée à l'École de guerre, notamment par le Général Foch, qui en est directeur de 1907 à 1911. Il écrit dans «**Des principes de la guerre**»: «Pas de victoire sans bataille: la victoire est le prix du sang [...] La guerre n'est que sauvagerie et cruauté et [...] ne reconnaît qu'un moyen d'arriver à ses fins, l'effusion sanglante».

<sup>2</sup> Les unités d'infanterie sont notamment équipées de grenades à main, de grenades à fusil, de fusils mitrailleurs Chauchat, de canons d'accompagnement de 37 mm et de mortiers Stockes de 81 mm.

<sup>3</sup> Guy Pedroncini, «**Pétain général en chef**», Paris, PUF, 1974, p.78.

<sup>4</sup> Commandant Laure, «**Au 3<sup>e</sup> bureau du G.Q.G.**», Paris, Plon-Nourrit, 1921.

<sup>5</sup> En août et septembre 1914, les armées françaises perdent 329.000 hommes, tués, disparus ou prisonniers.

<sup>6</sup> Entre 1914 et 1918, le nombre de fantassins passe de 1.526.000 (71,6%) à 851.000 (50,4%). Dans le même temps, une compagnie d'infanterie passe de 250 à 175 hommes. La diminution des effectifs de l'infanterie ou de la cavalerie s'explique également par la montée en puissance, à partir de 1915, de l'artillerie lourde, du soutien, de l'aviation d'observation et de chasse pour la protéger.

force trop lourde et trop dispersé pour un commandement optimal. Le modèle retenu après guerre sera composé de trois groupes de 13 fantassins commandés par un sergent. Chaque groupe sera composé d'une équipe de fusil-mitrailleur et d'une équipe de grenadiers voltigeurs. Ce modèle garantit le meilleur équilibre entre la composante feu et la composante mouvement. Le groupe de combat ainsi né constitue l'innovation majeure du combat d'infanterie au XX<sup>ème</sup> siècle. Il demeure aujourd'hui encore l'élément de base de la manœuvre de la section d'infanterie.

- **Impact tactique de la généralisation de l'arme automatique**

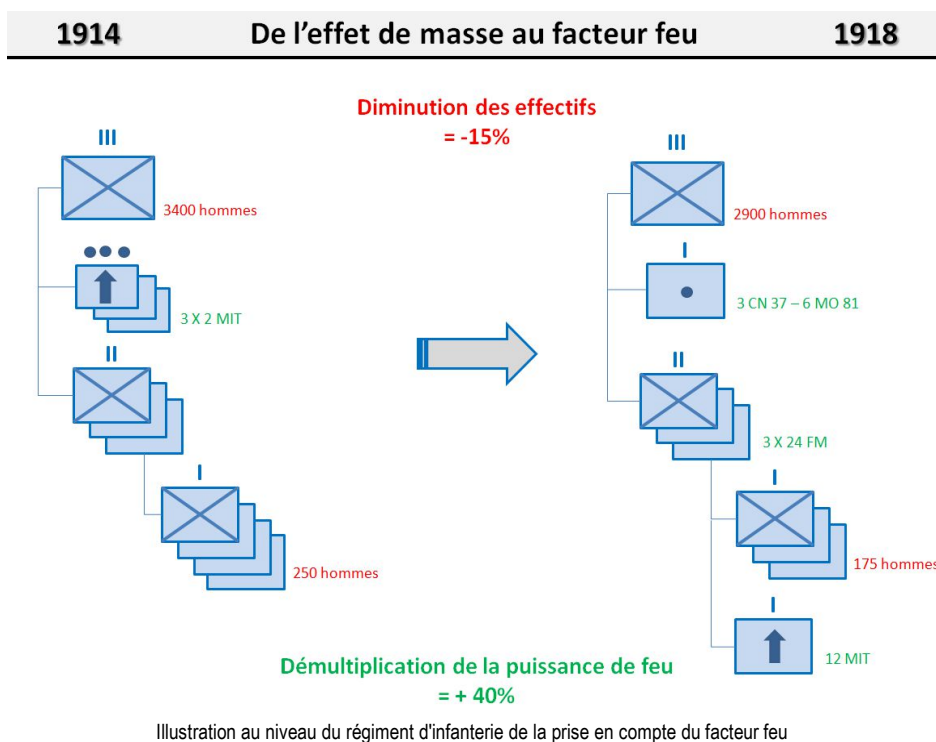
Plus encore, le «facteur feu» bouleverse le combat d'infanterie en lui-même et son interdépendance avec les autres armes. La vision selon laquelle «l'artillerie détruit et neutralise les armées ennemies, l'infanterie occupe le terrain»<sup>7</sup> est devenue trop réductrice.

Après la victoire de la Marne et la stabilisation des fronts, les armes à tir tendu ne sont plus suffisantes. La diversification de l'armement confère une plus grande autonomie et élargit le spectre d'emploi. La manœuvre est ainsi vue comme un moyen de produire des feux au point, au moment et à l'intensité voulue. Lors de la phase de progression, il s'agit de rendre intenable la position défensive adverse et de protéger son propre mouvement. Lors de la phase d'abordage, il s'agit de chasser l'ennemi puis de nettoyer la tranchée. Lors de la phase d'occupation, il s'agit d'établir une ligne de feu suffisamment forte pour empêcher toute contre-attaque. La généralisation de la mitrailleuse garantit à la fois l'économie des moyens sur le front et la concentration des forces lors des ruptures de contact. Elle entraîne également la dilution des unités afin de se soustraire au feu. Le fusil-mitrailleur, arme d'accompagnement, permet, lui, la conservation du terrain conquis. Moins rapide et moins précis, il agit en complément lorsque l'utilisation de la mitrailleuse n'est pas possible.

Pour sortir de l'enlèvement et de la guerre de positions, l'infanterie ne peut plus manœuvrer seule. Le combat de l'infanterie de

1918 est ainsi l'antithèse de celui de 1914. Il s'inscrit dans un cadre interarmes voire interarmées avec l'évolution de la cavalerie et de l'artillerie et l'apparition des chars légers et de l'aviation. L'évolution de la logistique et la généralisation de l'utilisation du train, des camions voire des taxis permettent le redéploiement rapide des unités sur le front, garantissant l'effet de surprise et la liberté d'action.

Les combats ne sont plus livrés de manière indépendante, mais sont intégrés dans un ensemble complexe et moderne avec une puissance de feu démultipliée. La complexification de la tâche du fantassin au sortir de la Grande Guerre entraîne ainsi le développement de la spécialisation et de l'interdépendance entre les hommes et les armes. L'infanterie, au cœur de cette révolution, devient l'arme intégratrice par excellence.



La Grande Guerre aura vu deux écoles s'affronter : l'une encourageant l'audace et le choc, l'autre privilégiant la méthode et le feu. L'infanterie, synthèse de ces deux écoles, s'est trouvée au centre d'un processus de modernisation initié dès les premiers mois du conflit. De la naissance du groupe de combat aux prémices du combat interarmes, les acquis de la Première Guerre mondiale ont perduré. Ils demeurent pertinents par leur adaptation continue dans l'organisation et la doctrine de l'infanterie moderne.

## L'infanterie contemporaine et l'approfondissement des acquis de la Grande Guerre

Ainsi, ces principes initiés en 1918 se sont développés et renforcés lors de l'évolution de l'infanterie jusqu'à aujourd'hui. Cette évolution s'est particulièrement manifestée à travers une meilleure prise en compte de l'instruction, le développement de la mobilité et de la protection ainsi que le perfectionnement du combat interarmes.

- **L'accroissement constant du besoin d'instruction technique et d'entraînement collectif**

La capacité fondamentale de l'infanterie est de pouvoir s'adapter à son environnement. Cette adaptation n'est possible que par l'application du continuum instruction technique – entraînement tactique – enseignements opérationnels, directement hérité des

<sup>7</sup> Colonel Dessozy de Csernek, «Quelques réflexions sur l'infanterie», dans *La revue d'infanterie – 60<sup>ème</sup> volume*, Lavauzelle, 1922.

principes d'instruction de la fin de la Première Guerre mondiale. Le but de cette instruction est d'arriver à «une liaison plus intime entre les armes et une adaptation continue aux conditions nouvelles de combat que créent les armements modernes»<sup>8</sup>. Aujourd'hui, ce besoin en instruction technique s'est confirmé et amplifié avec la complexification des matériels et des systèmes d'arme de l'infanterie. Cette technicité accrue fait peser le risque d'une perte de polyvalence et d'une spécialisation du fantassin. L'idée d'une spécialisation trop importante de l'infanterie avait déjà été rejetée en 1917 par le Général Pétain qui, refusant la création de «*Stoßtruppen*»<sup>9</sup> à la française, préféra conserver des unités équipées et instruites de manière uniforme. Parallèlement, le temps restreint consacré à l'entraînement ainsi que la disponibilité des matériels des unités rendent nécessaire une instruction collective centralisée. Si les moyens de simulation permettent en partie de s'affranchir de ces contraintes, les délais importants de maîtrise collective des systèmes d'arme et d'intégration dans la manœuvre restent incompressibles. Ce principe d'instruction collective centralisée avait déjà été initié pendant la Grande Guerre dans les camps divisionnaires où étaient diffusées les bonnes pratiques tirées de retours d'expériences du front. Il a d'ailleurs été conforté par la création du pilier «formation et entraînement» dans le nouveau modèle de l'armée de Terre<sup>10</sup>.

- **La problématique du volume du groupe et de son véhicule**

L'infanterie contemporaine a également hérité du principe fondamental de la structure du groupe de combat. Construit autour du fusil-mitrailleur et de ses capacités de feu lors la Grande Guerre, le groupe d'infanterie est aujourd'hui défini par rapport aux capacités de mobilité et de protection de son véhicule de combat.

Les dernières années de la Grande Guerre avaient déjà vu l'avènement sur le champ de bataille de l'artillerie d'assaut en accompagnement de l'infanterie. Certains y avaient alors discerné les prémices de l'infanterie blindée actuelle: «transformation progressive en infanterie cuirassée mobile», «transport par char des éléments du groupe de combat – char mitrailleuse»<sup>11</sup>. Progressivement, pour répondre à la double contrainte de mobilité et de protection, ce véhicule est passé de véhicule d'accompagnement à la pièce centrale autour de laquelle se structure le groupe d'infanterie. Aujourd'hui, il est devenu un véritable véhicule de combat, remplaçant le char d'accompagnement de la Grande Guerre, mais aussi le fusil-mitrailleur comme arme majeure du groupe.

Cependant, cette évolution a eu plusieurs effets pernicieux. D'une part, pour répondre à l'équilibre nécessaire entre mobilité, puissance de feu et protection, les capacités d'emport des véhicules de combat d'infanterie ont été diminuées. En élevant au rang de quasi-dogme le principe de «un véhicule pour un groupe»<sup>12</sup>, le volume du groupe a été drastiquement diminué jusqu'à sept combattants débarqués. On est bien loin du volume critique de dix combattants défini par les enseignements de la Grande Guerre. D'autre part, si la motorisation de l'infanterie est aujourd'hui nécessaire au vu des normes d'engagement actuelles, le véhicule ne doit pas devenir le nouveau paradigme du combat d'infanterie. Le principe fondamental de l'infanterie selon lequel «elle se déplace en véhicule et combat à pied»<sup>13</sup> reste toujours valable. Le véhicule n'est qu'un élément participant à la manœuvre du groupe et de la section, offrant mobilité, protection et appui. Il est donc nécessaire de trouver le juste compromis entre puissance, mobilité, autonomie, protection et adaptabilité à la mission pour donner au fantassin sa pleine efficacité. Les futurs véhicules d'infanterie du programme Scorpion<sup>14</sup>, Griffon et VBMR légers s'inscriront dans cette dynamique.

- **De la liaison entre les armes à l'intégration interarmes**

Mais la plus grande des évolutions au cours de la Grande Guerre correspond certainement aux prémices du combat interarmes. L'exemple du 23 octobre 1917 en est une parfaite illustration: «Précédant notre infanterie, restant en liaison intime avec elle, [les chars] ont réduit au canon de nombreuses mitrailleuses»<sup>15</sup>. Cette «liaison entre les armes» telle qu'elle était décrite au sortir de la Grande Guerre n'a cessé d'être approfondie depuis. Elle est devenue coopération interarmes puis finalement véritable intégration interarmes.

Aujourd'hui, la collaboration entre les armes est réalisée jusqu'au plus bas échelons. Elle prend la forme de structures permanentes ou quasi permanentes au niveau du bataillon et de la compagnie (GTIA, SGTIA<sup>16</sup>) ou de circonstance au niveau de la section (DIA<sup>17</sup>). Ces structures ont la particularité de regrouper sous un commandement tactique unique l'ensemble des capacités opérationnelles des différentes armes, facilitant ainsi la synergie dans la manœuvre, mais également et surtout la complémentarité des effets. Cette intégration interarmes systématique permet ainsi de créer des structures *ad hoc* adaptées à la mission et aux circonstances.

Pour autant, afin d'éviter la dénaturation du combat et en particulier la prépondérance des appuis au détriment des unités de mêlée, cette intégration interarmes a besoin d'une arme support. Alors que dès 1920, «[l'infanterie], seule arme complète, est l'arme principale au profit de laquelle les autres s'emploient»<sup>18</sup>, elle reste aujourd'hui encore l'arme intégratrice par excellence.

<sup>8</sup> Guy Pedroncini, *op. cit.*, p 76.

<sup>9</sup> «Troupes de choc», unités d'élite de l'armée impériale allemande durant la Première Guerre mondiale. Elles furent créées dans l'esprit de la guerre de positions. Fer de lance d'un assaut, elles bénéficiaient, de par leur statut, d'armes différentes de celles des autres soldats.

<sup>10</sup> Le modèle «Au contact», adopté à partir de 2015, décrit l'organisation de l'armée de Terre en huit piliers dont un pilier «Formation et entraînement» contenant une École du combat interarmes.

<sup>11</sup> François-André Paoli, «*L'armée française de 1919 à 1939*», Tome 1 «*La reconversion de l'armée française en 1919*», ministère des Armées – service historique, 2<sup>ème</sup> partie «La remise en route de l'instruction».

<sup>12</sup> La doctrine d'emploi de la section d'infanterie sur VAB Ultima (INF 36.001 Additif Ultima) prévoit d'embarquer les quatre groupes de la section dans cinq véhicules, rompant avec ce quasi-dogme pour la première fois.

<sup>13</sup> «Sa finalité première: le combat débarqué au contact après approche sous blindage», INF 20.001 *Doctrine d'emploi de l'infanterie*, 2002, p.21.

<sup>14</sup> Intégré dans le projet armée de Terre 2020, Scorpion vise à renouveler les moyens majeurs du combat au contact et à renforcer l'aptitude opérationnelle des forces de contact. Le premier GTIA Griffon sera projetable en 2020. La première BIA Scorpion (deux GTIA Griffon – un GTIA Jaguar) sera projetable en 2023.

<sup>15</sup> Guy Pedroncini, *op. cit.*, p 74.

<sup>16</sup> Groupement tactique interarmes (bataillon), sous-groupement tactique interarmes (compagnie).

<sup>17</sup> Détachement interarmes (section).

<sup>18</sup> François-André Paoli, «*L'armée française de 1919 à 1939*», Tome 2 «*L'armée française de 1920 à 1924*», ministère des Armées – service historique, 4<sup>ème</sup> partie «L'évolution des moyens».

Cette fonction intégratrice impose en parallèle une révolution culturelle. Le chef ne doit plus penser uniquement en fantassin, mais bien faire évoluer son raisonnement tactique vers une synergie des effets. Il doit maîtriser les contraintes et effets liés à chaque arme afin d'optimiser la «co-opération» et la complémentarité entre les armes.

L'intégration interarmes nécessite donc un effort de formation des chefs en particulier, qui doivent être imprégnés dès le début de leur formation de cet environnement interarmes. Aussi, il ne s'agit pas de céder à la tentation de l'identité interarmes, mais au contraire de s'appuyer sur l'identité forte d'armes telle que l'infanterie pour bâtir des référentiels communs.

L'infanterie française a su faire évoluer les grands principes fondateurs hérités de la Grande Guerre, qui restent au cœur des préoccupations actuelles. Ces fondements seront-ils toujours pertinents pour les combats que les fantassins auront à mener demain? Et surtout, l'infanterie saura-t-elle s'adapter aux changements majeurs comme elle a su le faire lors de la Grande Guerre?

## **L'infanterie contemporaine au défi**

L'infanterie de 1914, fruit d'une lente évolution du modèle «napoléonien», s'est trouvée cruellement inadaptée face à l'émergence d'un facteur inattendu et l'avènement de la guerre moderne. Alors que l'héritage de la Grande Guerre pour l'infanterie contemporaine est avéré, l'infanterie d'aujourd'hui n'est-elle pas dans la même situation que sa devancière avec une possible inadaptation face à une nouvelle rupture stratégique?

Pour éviter cet écueil, elle doit être prête à répondre aux défis qui l'attendent: faire face à l'émergence d'une nouvelle menace, assimiler les évolutions technologiques en cours, anticiper un possible saut technologique.

- ***L'infanterie face à une nouvelle menace***

Assurément, l'infanterie, s'intégrant dans un ensemble plus large à vocation interarmes et interarmées, occupera une place prépondérante face à une menace à la fois diffuse et complexe.

En effet, même si la résurgence d'un affrontement du fort au fort n'est pas à exclure, la menace la plus probable à court terme pourrait être celle d'un ennemi hybride. Cet ennemi disposerait de capacités conventionnelles, emploierait des modes d'actions dissymétriques voire asymétriques<sup>19</sup>, et appuierait sa propagande par des moyens de communication de masse. L'identification précise des contours de cette menace reste pourtant difficile. L'exemple actuel de l'EI, l'une des forces hybrides les plus redoutables, cristallise d'ailleurs les réflexions. Rompu aux modes d'action propres au combat asymétrique, l'EI a également été capable de conquérir un vaste territoire en adoptant une manœuvre offensive classique.

Face à cette hybridation, la stratégie actuelle d'endiguement par des frappes aériennes a montré ses limites car elle ne parvient pas à neutraliser la menace. La réponse à apporter passe sans doute par une intervention au sol avec un modèle de forces dont la définition demeure complexe. Ainsi, «le combattant contre-hybride devra savoir maîtriser les méthodes de la manœuvre interarmes face à un adversaire à la puissance de feu létale, tout en appréhendant les subtilités sociales d'un conflit complexe»<sup>20</sup>. Face à une menace qui cumule les spécificités de chacun des modes de guerre, le modèle des GTIA, structure modulaire et polyvalente par excellence, semble parfaitement adapté. Face à un ennemi polymorphe et en perpétuelle adaptation, l'infanterie, de par sa réversibilité et sa capacité de contrôle continu du milieu, en serait la pierre angulaire. Le fantassin deviendrait donc l'archétype du combattant contre-hybride.

- ***L'infanterie face aux évolutions technologiques en cours***

Plus encore, l'infanterie contemporaine doit être capable d'assimiler, sans perdre son âme, les évolutions technologiques actuelles ou à venir telles que Félin ou le système Scorpion.

Il ne s'agit d'ailleurs pas ici de remettre en cause les indéniables avantages que procurent ces systèmes en termes d'agression, de protection, de partage de l'information ou d'info-valorisation. La technologie agit directement comme un multiplicateur d'efficacité et renforce la conviction d'emporter la décision rapidement. Elle répond en effet au double enjeu qui consiste à frapper l'adversaire en limitant sa propre exposition. Elle contribue à accroître la capacité d'initiative et la rapidité d'action, facteurs clés des succès militaires.

Pour autant, certains écueils doivent être évités. En effet, la tentation pourrait être grande de comparer de manière purement arithmétique les capacités du fantassin «félinisé» au fantassin «ancienne génération» et d'en tirer des conclusions hâtives sur l'organisation ou les normes d'engagement de l'infanterie. Cette vision réductrice, par effet de seuil, remettrait inévitablement en cause la cohérence des unités déployées et leur capacité à agir sur le milieu. De même, alors que les systèmes d'information (SI) sont désormais les véritables «centres nerveux» de nos sociétés, ils constituent autant de sources de vulnérabilité pour le domaine militaire. Les systèmes d'armes, de plus en plus dépendants des SI, pourraient être rendus inopérants par une attaque cyber. L'utilisation des nouvelles technologies doit donc reposer sur la culture de la résilience avec l'éventualité d'avoir à opérer en mode dégradé. Ainsi, «le défi est de rédiger des ordres capables de résister à la perte de supériorité électromagnétique et au silence radio».<sup>21</sup>

L'éventualité d'avoir à opérer sans outil technologique ne doit donc pas être écartée. Facteur nécessaire au succès, le domaine technologique doit conserver le soldat au cœur de tout SI. Renouant avec le combat au corps à corps de leurs aînés de 1914, les fantassins de l'opération Serval 1 ont su déloger un ennemi retranché dans les cavités de l'Adrar des Ifoghas. Ainsi, sans renoncer aux avantages que lui procurent les évolutions technologiques actuelles ou initiées, l'infanterie doit conserver sa culture de rusticité et d'arme des 300 derniers mètres. En effet, comme le rappelle la citation introductive du Général Debeney, «de tous ses moyens d'action, un seul n'a pas changé: le cœur – et c'est le plus puissant».

<sup>19</sup> «Les conflits dissymétriques mettent en opposition des forces armées de nature similaire, mais de structures, de volumes, d'équipements et technologies et de doctrines différents. Les conflits asymétriques sont d'un type dans lequel il y a disparité de nature des buts de guerre, des moyens et des manières d'agir» - FT02 *Tactique générale*.

<sup>20</sup> Élie Tenenbaum, «*Le piège de la guerre hybride*», IFRI, octobre 2015, p.38.

<sup>21</sup> Général de corps d'armée Yakovlevf, conférence d'ouverture sur le module de tactique générale, CESAT, 11/09/15.

- **L'infanterie face à un saut technologique**

Dans un domaine connexe, l'émergence du phénomène de robotisation du champ de bataille doit être appréhendée comme un moyen de démultiplier les capacités de l'infanterie contemporaine et non comme un moyen de substitution.

En effet, la robotisation pourrait contribuer à améliorer les capacités physiques et sensorielles du fantassin. Alors que le poids des équipements du combattant ne cesse d'augmenter, elle permettrait notamment de décupler la protection, l'endurance, la force, d'accélérer les mouvements et de réaliser des gestes plus précis. Les projets d'exosquelettes américains «*Hulc*» ou français «*Hercule*» vont dans ce sens. La miniaturisation devrait permettre, quant à elle, d'implanter des outils cyber à l'intérieur du corps, comme ce patch électronique mis au point aux États-Unis qui permet de pratiquer à distance des examens médicaux de base. Encore au stade embryonnaire, la concrétisation de ces projets permettrait l'avènement de fantassins quasi-cyborg<sup>22</sup> sur le champ de bataille.

Au-delà de cet avenir fantasmé ou de la volonté de réinventer le concept de «zéro mort», la substitution du fantassin par des humanoïdes<sup>23</sup> semi-autonomes soulèverait en revanche un problème à la fois juridique et éthique. L'automatisation pose en effet des questions relatives au contrôle stratégique. Comment garantir le contrôle d'une machine jusqu'au dernier moment? Quel crédit apporter au jugement d'un automate dépourvu d'intelligence artificielle? Qui de l'actionneur ou du décideur assumerait la responsabilité en cas d'accident ou d'attaques involontaires? De même, la robotisation présente le risque éthique d'une double distanciation du combattant vis-à-vis du champ de bataille. Une distanciation morale qui se manifesterait par le glissement possible de la notion de sacrifice-courage vers une notion d'auto préservation<sup>24</sup>, voire la confrontation de robots et d'humains dans un affrontement dissymétrique. Une distanciation physique qui se matérialiserait par une perte de contact avec la population et le milieu, caractéristiques fondamentales de l'infanterie.

Agissant en complément, le robot pourrait dans l'avenir décharger avantageusement le fantassin des tâches fastidieuses afin de lui permettre de préserver sa capacité opérationnelle jusqu'à l'engagement. Les robots capteurs ou «mules»<sup>25</sup> pourraient s'intégrer harmonieusement au groupe de combat d'infanterie. Ils pourraient tout autant entraîner une évolution de la structure existante comme cela avait été le cas avec l'avènement du fusil-mitrailleur en 1915.

## Conclusion

Inadaptée et dépassée dans les premiers mois de la Grande Guerre, l'infanterie s'est inscrite dans un processus de modernisation sans précédent. Ainsi, en 1918, elle fait référence. C'est alors l'infanterie la plus performante au monde. Diffusés dès cette époque aux contingents américains et canadiens, les acquis de l'infanterie de la Première Guerre mondiale en termes de doctrine, d'organisation ou d'emploi ont perduré jusqu'à aujourd'hui. Ils se sont développés à travers une adaptation progressive et constituent toujours des enjeux majeurs.

En définitive, s'il est un acquis que l'infanterie française a su faire perdurer de 1918 à nos jours, c'est bien sa faculté à se réinventer, à assimiler les évolutions et à répondre efficacement à la menace.

Comme l'infanterie de 1914 face au «facteur feu», la cavalerie française de 1940, victime de la fossilisation de la pensée militaire de nos armées de l'entre-deux guerres, s'est trouvée inadaptée face au «facteur mouvement» exploité par les unités allemandes. Mais s'appuyant sur l'expérience acquise par les Alliés, la cavalerie s'est adaptée aux conditions de la guerre mécanisée moderne. Même si depuis la Deuxième Guerre mondiale son seul affrontement face à un ennemi blindé remonte à la première guerre du Golfe, l'arme blindée-française a également su faire évoluer ses modes d'action en fonction des changements des conflits d'aujourd'hui.

*Saint-cyrien, officier parachutiste des troupes de marine, le Chef de bataillon LAMY a exercé les fonctions de chef de section et de commandant d'unité au 8<sup>ème</sup> RPIMa avant d'occuper le poste d'officier traitant au bureau études et prospective de l'École des troupes aéroportées. Au cours de son temps de commandement, il a notamment participé en 2012, en collaboration avec la Section technique de l'armée de Terre, à l'expérimentation et à la démonstration de combat collaboratif SCORPION.*

*Saint-cyrien, officier des troupes de marine, le Chef de bataillon CATALAN a exercé la fonction de chef de section au 2<sup>ème</sup> RIMa avant d'occuper le poste de conseiller «formation-infanterie» auprès des forces armées djiboutiennes. Après avoir commandé une compagnie de combat au 21<sup>ème</sup> RIMa, il occupait dernièrement la fonction de formateur des officiers chefs de section à la division d'application de l'École de l'infanterie.*

Voir la bibliographie page suivante

<sup>22</sup> Terme issu de la science-fiction, il désigne un être humain ayant reçu des greffes de parties mécaniques.

<sup>23</sup> Un robot humanoïde ou androïde est un robot dont l'apparence générale rappelle celle d'un corps humain.

<sup>24</sup> Thèse développée par Grégoire Chamayou, «*Théorie des drones*».

<sup>25</sup> Le robot «mule» quadrupède BigDog, créé en 2005 par une société américaine, a été testé en condition réelle par l'armée américaine en 2009 en Afghanistan.

## Bibliographie

- GQG / 3<sup>ème</sup> bureau, «**Manuel du chef de section d'infanterie**», Imprimerie nationale, 1918;
- Ministère de la Guerre, *La revue d'infanterie – 57<sup>ème</sup> volume*, Lavauzelle, 1920;
- Commandant LAURE, «**Au 3<sup>ème</sup> bureau du G.Q.G**», Paris, Plon-Nourrit, 1921;
- Ministère de la Guerre, *La revue d'infanterie – 60<sup>ème</sup> volume*, Lavauzelle, 1922;
- Colonel Miquel, «**Enseignements stratégiques et tactiques de la guerre 1914-1918**», 2<sup>ème</sup> éd, Lavauzelle, 1926;
- Guy Pedroncini, «**Pétain général en chef**», Paris, PUF, 1974;
- François-André Paoli, *L'armée française de 1919 à 1939*, Ministère des Armées – service historique;
- Colonel Michel Goya, «**La chair et l'acier – L'invention de la guerre moderne (1914-1918)**», Taillandier, 2004;
- Bernard Schnetzler, «**Les erreurs stratégiques pendant la Première Guerre mondiale**» – 3<sup>ème</sup> éd, Economica, Paris, 2006 ;
- Colonel Michel Goya, «**L'invention de la guerre moderne, du pantalon rouge au char d'assaut 1871-1918**», Paris, TEXTO, 2014;
- Élie Tenenbaum, «**Le piège de la guerre hybride**», IFRI, octobre 2015;
- École de l'Infanterie, *INF 20.001 Doctrine d'emploi de l'infanterie*;
- École de l'Infanterie, Magazine *Fantassins* n° 34 et 35, 2015.



[Retour Sommaire](#)



## Entre Europe et Russie: quel avenir pour le Partenariat oriental?



Par le Commandant Laurent GRARD

**Le Partenariat oriental constitue un élément pertinent de la vision stratégique de l'Union européenne, participant à la cohérence de sa politique de voisinage en mer Noire. Malgré les critiques qui lui sont parfois faites, il poursuit une logique de stabilisation par le partage de normes et de valeurs avec ses partenaires, et développe un cadre évolutif et adapté permettant une prise en compte des enjeux structurants aux marches de l'Europe.**

**L**e Partenariat oriental (PO) constitue une politique de l'Union européenne (UE), découlant de la politique européenne de voisinage (PEV) tournée vers six États situés à ses marches orientales: l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Initié en 2009, lors du sommet de Prague, ce partenariat a été institué pour soutenir les transitions politiques, sociales et économiques de ces pays, dans une perspective de stabilisation du voisinage par la démocratisation, la sécurité énergétique et le développement économique et social.

Alors que cinq des six pays signataires du PO sont confrontés à des conflits territoriaux impliquant la Fédération de Russie et que cette dernière entre dans une phase active de la mise en place de l'Union économique eurasiatique (UEE) dans son «étranger proche», les difficultés de mise en œuvre du PO pourraient laisser penser que ce dernier, n'ayant pas permis la stabilisation escomptée, manquerait de consistance face au renforcement de la Russie dans son espace géopolitique traditionnel.

Dans ce contexte, le sommet de Riga de 2015 constituait un véritable test de solidité du PO. En effet, faute d'outil efficace et suffisamment clair, les Européens seraient-ils condamnés à voir les forces centrifuges à l'œuvre dans l'espace post-soviétique provoquer une fracturation des pays concernés et fragiliser les équilibres européens?

*Le sommet de Riga qui s'est tenu en mai 2015 démontre que le Partenariat oriental constitue encore un élément pertinent de la vision stratégique de l'UE parce que ce dernier participe à la cohérence du concept de politique de voisinage de l'UE en mer Noire. En effet, recherchant la stabilisation de son voisinage par l'intensification des relations avec ses partenaires grâce à une approche libérale des relations internationales basée sur le partage de normes et de valeurs, il développe un cadre évolutif et adapté permettant une prise en compte des enjeux structurants aux marches de l'Europe.*

Pour s'en convaincre, il conviendra dans un premier temps de préciser la nature des objectifs qui ont été poursuivis par ce partenariat depuis sa création, puis d'évaluer dans quelle mesure les résultats obtenus à la veille du sommet de Vilnius ont pu être interprétés comme un essoufflement de cette politique européenne, et enfin comment le sommet de Riga de 2015 a permis de clarifier la manière dont l'UE entendait poursuivre ses objectifs dans ce domaine, renforçant en cela la pertinence du Partenariat oriental.

\*  
\* \*

### Des objectifs ambitieux

Le PO, initiative suédo-polonaise initiée en 2009 lors du sommet de Prague, a été développé à destination de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, pour accroître l'association politique et économique, engager une convergence des modèles sociaux et politiques et aboutir à la création d'une zone de libre-échange approfondie et complète<sup>1</sup> (*Deep and Comprehensive Free Trade Area*, DCFTA) mais sans perspective d'adhésion<sup>2</sup>.

À ce titre, il s'agissait de favoriser la stabilisation politique en soutenant les réformes politiques et socio-économiques des pays partenaires destinées à:

<sup>1</sup> Il s'agit d'un accord de libre-échange entre ces États et l'Union Européenne qui comporte une réduction des droits de douanes et des barrières non-tarifaires.

<sup>2</sup> Dominik Tolksdorf, «*Le Partenariat Oriental de l'Union Européenne*», dans Thierry de Montbrial et Philippe Moreau, *Ramses 2015*, Paris, Dunod, Ifri, 2014, p.214.

- libéraliser les échanges commerciaux et les investissements grâce à une convergence avec la législation, les textes réglementaires et les normes de l'UE;
- créer un climat de confiance multilatéral par un règlement pacifique de ces conflits;
- favoriser la mobilité des citoyens en assouplissant progressivement le régime des visas;
- renforcer la sécurité énergétique grâce à une coopération en matière de stabilité et de sécurité des approvisionnements et du transit énergétique<sup>3</sup>.

▪ **Renforcement des structures étatiques et de la prévisibilité de ses voisins:**

Le PO poursuit, en premier lieu, l'approche libérale des relations internationales portée par l'UE, contribuant à stabiliser son voisinage grâce à un partage de normes et de valeurs.

En effet, le dispositif de sécurisation de l'UE entretient, par l'exportation de normes et de réglementations, une forme de socialisation dans laquelle ses valeurs constituent des critères de convergence et donc de prévisibilité de ses voisins.

À ce titre, le PO constitue un canal d'échanges et de définition des orientations politiques. En outre, ce dispositif est mis en œuvre par des mécanismes de coopération multilatérale ou bilatérale dédiés au renforcement des institutions, de la bonne gouvernance et de l'association politique.

▪ **Renforcement de la coopération économique**

Considérant que la stabilisation politique de ses partenaires sera renforcée par le développement durable de leur économie, le PO recherche l'ouverture des marchés et l'intégration économique<sup>4</sup>.

Dans ce cadre, le partenariat, par l'élaboration d'accords d'association, envisage un renforcement des coopérations en termes de politiques économiques afin d'aboutir à des convergences normatives autorisant l'instauration de zones de libre-échange renforcées et globales permettant de tirer profit des effets positifs de la libéralisation des échanges commerciaux et des investissements.

À long terme, la coopération économique mise en place dans le cadre du PO pourrait aboutir à la constitution d'un réseau de zones de libre-échange renforcées et globales.

▪ **Renforcement de la coopération en matière de sécurité et de défense**

Dans cet espace post-soviétique instable, marqué tout autant par les problématiques de contrôle des flux migratoires, la prolifération des réseaux de criminalité que par la permanence de conflits gelés, le PO recherche le renforcement des mécanismes de sécurité dans l'objectif de stabiliser ses marches.

En matière de sécurité, le PO peut être caractérisé par un renforcement du dialogue bilatéral dans les domaines de la coordination des politiques migratoires et des services de justice et de sécurité grâce à une intensification des échanges au sein des dispositifs Europol, Eurojust et Frontex. En matière de défense, il recherche un développement des coopérations opérationnelles dans le cadre des missions de l'UE, notamment au travers de la mission d'observation en Géorgie ou des missions de l'Union européenne d'assistance aux frontières<sup>5</sup> (*European Union Border Assistance Mission* ou EUBAM) en Moldavie et en Ukraine.

De surcroît, cette initiative européenne poursuit une logique permanente d'accroissement de la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'UE par le développement de coopérations multilatérales ou bilatérales grâce, notamment, à des projets d'infrastructures de transport ou à la mise à disposition des flux gaziers inversés<sup>6</sup>.

## Un partenariat aux résultats mitigés

Même s'il est difficile d'analyser un processus initié il y a moins de dix ans, il semble néanmoins que ce partenariat, en dépit d'objectifs clairement définis, n'a pas été pleinement satisfaisant. En effet, ce dernier a été source de tensions, compte-tenu d'une confiance excessive dans la force normative de la démocratie européenne des pays initiateurs, notamment scandinaves. Ces derniers ont entretenu ou nourri des imprécisions sur la finalité réelle de ce partenariat en laissant présager des perspectives d'intégration.

▪ **2013: situation de blocage?**

Après les progrès attestés par l'intégration de la Moldavie et l'Ukraine, en 2010 et 2011, dans la Communauté européenne de l'énergie, le désintérêt de Bakou et le refus d'Erevan de signer l'accord de coopération en 2013, puis la crise ukrainienne, pourraient être interprétés, à la veille du sommet de Riga, comme un essoufflement de la politique européenne face aux pressions exercées par la Russie dans le cadre de la mise en place de l'Union économique eurasiatique (UEE)<sup>7</sup>.

À ce titre, l'Arménie, qui était le pays le plus avancé dans le processus d'association, a fait marche arrière en septembre 2013, le Kremlin ayant convaincu Erevan d'intégrer l'Union douanière. Le pays, en guerre avec l'Azerbaïdjan, avait alors déclaré souhaiter, en premier lieu, préserver ses liens avec Moscou<sup>8</sup>.

En outre, l'Azerbaïdjan, concentrant sa coopération sur la question énergétique, traîne à s'engager dans une augmentation des réformes politiques et des droits de l'homme.

De plus, confrontée à la perte de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, la Géorgie, bien qu'engagée dans des réformes structurelles et ayant paraphé l'accord d'association à Vilnius, infléchit depuis les dernières élections sa politique à l'encontre de Moscou.

<sup>3</sup> Texte de la déclaration commune adoptée lors du sommet du Partenariat oriental - Prague, 7 mai 2009. Site de la commission européenne. [http://europa.eu/rapid/press-release\\_PRES-09-78\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_PRES-09-78_fr.htm)

<sup>4</sup> Ibid. ref 2

<sup>5</sup> Il s'agit de missions civiles de conseil destinées à aider les autorités locales à développer leurs capacités pour améliorer la sécurité de leurs frontières terrestres, maritimes et aériennes et à élaborer une stratégie de gestion intégrée des frontières.

<sup>6</sup> En 2014, le flux inversé avec la Slovaquie constitue une réponse de l'UE à la décision russe de réduire l'approvisionnement de gaz à l'Ukraine.

<sup>7</sup> Il s'agit d'un projet d'intégration économique de la Russie et des pays de la CEI visant à garantir une libre circulation des produits, des capitaux et de la main d'œuvre. L'UEE regroupe aujourd'hui la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et la Kirghizie.

<sup>8</sup> Pierre Stroobants, «Partenariat oriental de l'UE, ce qui se joue au sommet de Vilnius», 2013/11/28, *Le Monde*, [en ligne] <http://lemonde.fr/azerbaïdjan/article/2013/11/28/Partenariat-oriental-de-l-UE,-ce-qui-se-joue-au-sommet-de-Vilnius>.

La Biélorussie, confrontée au protectionnisme russe assorti de mesures de rétorsion sur ses importations énergétiques, reste confrontée à une insuffisance des réformes judiciaires, politiques et économiques et demeure en marge du processus.

L'Ukraine n'est parvenue à la signature des accords DCFTA, dont l'entrée en vigueur a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2016, qu'à l'issue d'un long processus ayant engendré une crise politique majeure concrétisée par les événements de Maidan et le conflit dans le Donbass.

Dans ce contexte, les partenaires de l'UE ont rencontré des difficultés à se positionner dans leurs relations entre l'UE et la Russie compte-tenu d'une distorsion entre les objectifs réels et les objectifs espérés de ce Partenariat oriental.

▪ **Divergences internes à l'Union européenne:**

En dépit d'objectifs clairement affichés, il est important de préciser que le contexte et les fortes divergences qui ont prévalu lors de la définition du partenariat ont pu constituer une source d'incompréhension chez les pays partenaires.

En effet, cette initiative polonaise, soutenue par des pays nouvellement intégrés entretenant des relations difficiles avec la Russie et désireux de ne pas demeurer seuls aux avant postes de l'UE, a été introduite pour insérer la politique de voisinage dans l'agenda de l'UE afin d'accélérer le processus d'adhésion de leurs voisins<sup>9</sup>.

Ce processus a donc été abordé comme une forme de pré-adhésion parce qu'il avait recours aux mécanismes traditionnels de transition normative de l'UE<sup>10</sup> mis en place lors des processus d'élargissement précédents.

Pour autant, alors que la Pologne, les États baltes, la Roumanie et la République tchèque considéraient ce partenariat comme une continuation de la mission historique d'unification pacifique<sup>11</sup>, d'autres pays de l'UE, notamment la France, l'Espagne et l'Autriche, insistaient sur son caractère de projet alternatif à l'élargissement selon la poursuite du principe énoncé par Dominique de Villepin, dès 2006: «Il n'existe aucun droit naturel, aucun droit historique à entrer dans l'Union. La promesse de l'élargissement ne doit pas être le seul instrument de stabilisation des régions voisines de l'Europe»<sup>12</sup>.

▪ **Diversité des pays partenaires:**

En conséquence, ces éléments ont eu une influence significative dans la façon dont le processus a été accueilli au sein des pays de ce «voisinage partagé» avec la Russie, générant une hétérogénéité du processus d'association des pays partenaires.

À ce titre, l'influence du projet russe d'UEE réunissant la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan ne doit pas être sous-estimée<sup>13</sup>. En effet, alors que ce projet est officiellement décrit par le Kremlin comme destiné à construire avec l'UE une «grande Europe» bipolaire, le PO est jugé avec méfiance par Moscou dans la mesure où ce «voisinage proche» coïncide en grande partie avec son «étranger proche».

Ainsi, l'opposition entre l'engouement ukrainien, géorgien ou moldave et les positions réservées de la Biélorussie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan met plus en lumière la volonté de poursuivre une distanciation avec la Russie dans une perspective d'intégration, qu'une démarche visant à conduire une transformation démocratique interne. Ainsi, en 2013, le Premier ministre moldave affirmait sans ambiguïté dans le journal *Le Monde*: «La Moldavie a fait son choix, c'est l'intégration européenne».

Compte-tenu des difficultés rencontrées à Vilnius en 2013, caractérisées par les reculades de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et dans un contexte où l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie demandaient à ce que leur vocation à adhérer à l'UE soit reconnue, le sommet de Riga pouvait être considéré comme crucial pour l'avenir du PO.

## Sommet de Riga: différenciation, relations avec la Russie et rôle des sociétés civiles

En réaffirmant que l'association ne préjuge aucunement de l'adhésion, le sommet de Riga démontre la prise en compte par l'UE des difficultés qui ont prévalu depuis sa création. En effet, en introduisant des principes de différenciation et de flexibilité vis à vis de ses partenaires, en démontrant une prise en compte du caractère multipolaire du voisinage et en enracinant son action dans les sociétés civiles concernées, il insuffle une nouvelle dynamique et bénéficie ainsi d'une légitimité renforcée qui assurera la poursuite des efforts destinés à apporter plus de sécurité dans cette région.

▪ **Concepts de flexibilité et de différenciation:**

Ainsi, tout en conservant un objectif de coopération multilatérale dans le domaine des institutions, le sommet de Riga instaure un principe de coopération bilatérale, non plus flexible et conditionnel, mais flexible et différencié. Il permet alors le maintien d'une coopération politique avec les pays ayant fait le choix de rejoindre l'UEE et d'une coopération plus approfondie pour les pays signataires qui y sont prêts.

En effet, cette différenciation autorise la poursuite de négociations d'accords de libre-échange approfondis et complets ou de régimes d'assouplissement des politiques de visas sur une base bilatérale. À ce titre, si les visas ont été supprimés pour les Moldaves, Bruxelles estime que les conditions ne sont pas encore réunies pour l'Ukraine et la Géorgie. Sur le plan économique, ce principe de différenciation a permis la création d'une zone de libre-échange avec l'Ukraine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Ces évolutions constituent donc un cadre favorable à l'approfondissement des relations avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, qui font apparaître une forte volonté d'intégration qui ne peut être satisfaite en l'état. À ce titre, le président Hollande a affirmé à Riga: «Nous devons faire que ce Partenariat oriental permette à l'Ukraine d'être pleinement associée, même si l'association ne préjuge en aucune façon l'adhésion; j'ai été parfaitement clair là-dessus».

<sup>9</sup> Laure Delcour, «*Shaping the post-soviet space*», Burlington, Ashgate, p.85.

<sup>10</sup> Henri-Francois Caudrelier, «Le Sommet de Vilnius: vers un rapprochement des pays du Partenariat oriental avec le PE?», *Nouvelle Europe*, 2013, [en ligne] <http://www.nouvelle-europe.eu/le-sommet-de-vilnius-vers-un-rapprochement-des-pays-du-partenariat-oriental-avec-l-ue>.

<sup>11</sup> Michel Foucher, «*L'Obsession des frontières*», Paris, Perrin, 2007.

<sup>12</sup> Dominique de Villepin, discours à l'Université de Humboldt, 18/01/2006,

[http://archives.gouvernement.fr/villepin/acteurs/interventions\\_premier\\_ministre\\_9/discours\\_498/discours\\_universite\\_humboldt\\_berlin\\_55148.html](http://archives.gouvernement.fr/villepin/acteurs/interventions_premier_ministre_9/discours_498/discours_universite_humboldt_berlin_55148.html)

<sup>13</sup> Philippe Migault, «Géopolitique de la Russie: Facteurs de puissance et de vulnérabilité», IRIS / Observatoire stratégique et économique de l'espace post-soviétique, septembre 2015, [en ligne] <http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2015/09/Obs-Russie-CEI-PMigault-septembre-2015.pdf>

- **Dualité Europe – Russie:**

En outre, le sommet de Riga introduit la capacité pour les pays associés de développer, simultanément, des liens avec l'Europe et la Russie. Dans une situation où le voisinage oriental de l'Europe apparaît plus déchiré que partagé<sup>14</sup>, il s'agit tout autant de poser les conditions d'un *modus vivendi* avec l'UEE, projet politique ambitieux du président Poutine et élément central de sa politique étrangère<sup>15</sup>, que de confirmer les objectifs réels de stabilisation.

Ainsi, la réaffirmation de l'absence de logique d'élargissement ménage à la fois Moscou, qui ne prétend pas à l'exclusivité dans ce voisinage partagé mais estime y avoir une place prépondérante, et les États partenaires tiraillés entre deux pôles d'attraction en Europe. Il s'agit là d'une stratégie de long terme visant à contrer la vision réaliste russe des relations internationales caractérisée par un jeu à somme nulle. Dans ce cadre, alors que l'annexion de la Crimée atteste que la Russie ne s'interdit pas l'usage de la force et n'est plus perçue comme un fournisseur de sécurité dans la région<sup>16</sup>, le sommet de Riga sanctuarise une stabilisation de long terme de cette méta-frontière perméable grâce à des accords d'association négociés de façon bilatérale, tout en conservant une possibilité ultérieure d'ancrage de la Russie à la sécurité européenne.

Cette stratégie peut être illustrée par la déclaration du président Hollande à l'occasion du sommet: «Nous ne devons pas non plus faire de ce Partenariat oriental un conflit de plus avec la Russie. C'est la raison pour laquelle je suis pour que l'Union européenne et la Russie (...) puissent avoir une discussion qui s'engage sur l'avenir». À ce titre, cette évolution pourrait permettre la signature, par l'Arménie, d'un accord d'association avec l'UE qui ne serait pas incompatible avec son adhésion à l'UEE, sous réserve qu'il ne comprenne pas de volet de libre échange économique<sup>17</sup>.

- **Enracinement dans la société civile:**

De plus, constatant les difficultés rencontrées par certains pays à poursuivre leurs efforts de démocratisation de la vie publique et prenant en compte que l'absence de perspectives d'adhésion pourrait ralentir le rythme et le volontarisme des réformes en dépit de la vitalité du dialogue politique, le PO insiste sur la nécessité d'actions destinées à renforcer le dialogue politique dans le but de faire progresser les droits de l'homme, la modernisation de la justice et l'amélioration des conditions de vie.

Il s'agit de mettre en place des mécanismes agissant en profondeur dans les sociétés civiles des pays concernés afin de promouvoir une participation de la société dans son ensemble. En s'appuyant non seulement sur les gouvernements, mais aussi sur les autorités locales et les acteurs économiques au travers de programmes européens, cet enracinement vise à gagner en efficacité en agissant par le bas par l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens, selon une stratégie de long terme<sup>18</sup>.

À ce titre, Vaira Vike-Freiberga, ancienne présidente de la Lettonie, a précisé en amont du sommet: «Indépendamment de l'Union européenne, la lumière au bout du tunnel devrait être ce à quoi ressemble un pays et comment il se porte, dans notre propre intérêt. L'Europe peut être la cerise sur le gâteau, mais le gâteau, c'est ce que vous faites vous-mêmes».

\*  
\* \*

*Dans un contexte d'accroissement des tensions consécutives à la mise en œuvre d'une politique russe destinée à conserver son «Étranger proche» sous influence, le sommet de Riga a su démontrer que le Partenariat oriental constitue encore un élément pertinent de la vision stratégique de l'Union européenne. Grâce à la mise en place d'une approche différenciée envers les pays partenaires, il conserve sa capacité à stabiliser, sur la longue durée, le voisinage de l'UE en mer Noire, et participe à la cohérence de politique étrangère européenne en s'appuyant sur un cadre évolutif permettant une prise en compte des enjeux structurants aux marches de l'Europe.*

Ainsi, le PO, principal outil européen de règlement des conflits, sera selon toute vraisemblance amené à être renforcé afin, comme l'a précisé la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, de prendre en compte les menaces globales selon une approche impliquant la communauté internationale dans son ensemble.

*Issu de la promotion de l'École militaire interarmes 2002-2004, le Capitaine GRARD rejoint les troupes de montagne en 2005 et y effectue sa première partie de carrière d'officier. Il suit actuellement une formation spécialisée en langue russe à l'Institut national des langues et civilisations orientales au titre de l'École de guerre.*



[Retour Sommaire](#)

<sup>14</sup> Yann Richard, «L'Europe orientale: voisinage partagé ou voisinage déchiré?», conférence Paris-Sorbonne, 2015, [en ligne] [https://www.ac-paris.fr/portail/jcms/p1\\_1215190/l-europe-orientale-voisinage-partage-ou-dechire-2015](https://www.ac-paris.fr/portail/jcms/p1_1215190/l-europe-orientale-voisinage-partage-ou-dechire-2015)

<sup>15</sup> V. Poutine, «Новый интеграционный проект для Евразии — будущее, которое рождается сегодня», [Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie – un futur qui commence aujourd'hui], Izvestia, 03/10/2011, [en ligne] <http://izvestia.ru/news/502761>

<sup>16</sup> Laure Delcour et Hrant Kostanyan, «Towards a Fragmented Neighbourhood: Policies of the EU and Russia and their consequences for the area that lies in between», CEPS Essay, N°17/ 17/10/2014, [en ligne] [https://www.ceps.eu/system/files/CEPS\\_Essay\\_No\\_17\\_Fragmented\\_Neighbourhood\\_-\\_H\\_Kostanyan\\_L\\_Delcour.pdf](https://www.ceps.eu/system/files/CEPS_Essay_No_17_Fragmented_Neighbourhood_-_H_Kostanyan_L_Delcour.pdf)

<sup>17</sup> Jean-Pierre Stroobants, «Face à la Russie, le Partenariat oriental avec les ex-pays du bloc de l'Est marque le pas», 20/05/2015, *Le Monde*, [en ligne], <http://www.lemonde.fr/international/article/2015/05/20>

<sup>18</sup> Site officiel du Conseil de l'Europe, 2015, <http://consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership>

[Retour Sommaire](#)

## Pertinence du système divisionnaire depuis Bourcet



CDT C. Galland



CEN F. Piussan

Par le Chef d'escadron François PIUSSAN  
et le Commandant Cyril GALLAND

**Le système divisionnaire est progressivement né au XVIII<sup>ème</sup> siècle, résultat de la nécessité d'adapter la conduite de la guerre aux nouvelles ambitions stratégiques et aux problèmes logistiques des armées, nombreuses, de l'époque. Le fractionnement de l'armée en briques élémentaires autonomes divisionnaires a réellement transformé la manœuvre.**

**Alors que le modèle «Au contact!» réintroduit l'échelon division, mais que les effectifs sont sans commune mesure avec ceux des grands conflits passés, force est de constater, pour les auteurs de cet article, que la base du fractionnement reste désormais le GTIA. Cet échelon pourrait ne suivre que partiellement les principes à l'origine du système divisionnaire.**

**A**lors que la division avait été abandonnée par l'armée de Terre française en 1999, le modèle «Au contact!» restaure cet échelon pour rendre une cohérence d'ensemble à la structure de commandement. Ce choix peut sembler surprenant. En effet, les ressources financières étant très comptées et le format des armées semblant stabilisé à moyen terme, la création d'un échelon destiné dans le passé à assurer le commandement de masses de manœuvre très supérieures à ce que nous connaissons pose la question de son utilité réelle.

Pour apporter des éléments de compréhension, il est intéressant de revenir à l'origine des divisions: la création d'un système divisionnaire. Ce système divisionnaire consiste à fractionner l'armée en plusieurs modules interarmes autonomes, capables de mener des opérations seuls, mais soutenus en permanence par les autres éléments situés à une distance suffisante pour appuyer dans un temps inférieur aux capacités de résistance de l'un de ces modules. Depuis le corps d'armée napoléonien jusqu'au groupement tactique interarmes (GTIA) actuel, la seule adaptation du principe a consisté à définir cette brique de base, sa constitution et son temps de «résistance».

Plus que l'analyse de la pertinence de la création d'un niveau de commandement tactique supérieur aux brigades, c'est bien l'analyse de la pertinence du système divisionnaire qui sera l'objet de cette étude. En d'autres termes, la question qui se pose est celle de la pertinence du fractionnement des troupes, au vu notamment des engagements contemporains de la France sur les théâtres d'opérations extérieures.

Le système divisionnaire au sens de fractionnement des troupes en opérations conserve toute sa pertinence théorique malgré une application imparfaite. Il doit être décliné à d'autres échelles que celle du corps d'armée à l'origine du système divisionnaire. Dès sa création, le système divisionnaire a été adopté pour répondre à des difficultés dans la conduite de la guerre. Solution aux problèmes logistiques comme à ceux de commandement du XVIII<sup>ème</sup> siècle, le fractionnement de l'armée est un principe non remis en cause. Nous verrons par la suite que de nos jours, l'apparition de conflits où sont engagées des brigades seules entraîne une évolution du concept de système divisionnaire. Le fractionnement de l'armée ne se faisant plus à l'échelle de la division d'environ 40.000 hommes, mais de la brigade à 4.000 hommes, voire à celle du GTIA, les fondements du système divisionnaire sont partiellement fragilisés.

\*  
\* \*

### Le système divisionnaire: conséquence et origine d'un changement de l'art de la guerre

Le système divisionnaire qui voit le jour au XVIII<sup>ème</sup> siècle est le fruit de plusieurs facteurs différents ayant demandé une adaptation majeure de la manière de conduire une armée. La modification des objectifs de guerre, l'augmentation considérable des effectifs des armées et les problèmes logistiques qui en ont découlé ont en effet nécessité d'instaurer un fractionnement des troupes.

- **L'art de la guerre au XVIII<sup>ème</sup> siècle: le développement d'une nouvelle pensée militaire**

L'apparition du système divisionnaire ne s'est pas faite d'un seul mouvement. Elle a été la conséquence tant de nécessités logistiques que de l'évolution de la pensée militaire au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Ce siècle a été marqué par deux types de réflexions: comment surmonter le blocage tactique de l'ordre mince et comment rendre une armée manœuvrable à grande échelle.

Si le débat sur les limites de l'ordre mince n'a pas débouché sur l'adoption du système divisionnaire, il a néanmoins été à l'origine d'une intense réflexion qui aura amorcé une ébauche de fractionnement des armées.

Le blocage tactique est principalement dû à l'ordre mince, et vient notamment de la puissance de feu des nouvelles armes de l'époque. En 1745, la bataille de Fontenoy marqua l'avènement de la puissance de feu sur les champs de bataille. Alors que la cavalerie, notamment française, régnait en maître depuis la victoire sur les *tercios* espagnols à Rocroi en 1643, le rôle des armes à poudre a figé pour un temps certain l'art de la guerre des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles.

L'art de la guerre au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle et le blocage tactique ont été définitivement scellés avec l'adoption de formations permettant le feu continu. Lors de la préparation d'une éventuelle guerre (camp de Douzy, 1727, Meuse, Bombelles) contre Charles VI, l'organisation de camps<sup>1</sup> en 1727 a permis à l'armée mise sur pied de guerre au printemps de s'entraîner pendant l'été et l'automne, et au comte de Belle-Isle d'expérimenter quelques manœuvres originales. Lors d'un exercice de défense du village de Mairy, une formation sur quatre lignes qui tirent successivement en continu est expérimentée par Henri-François, comte de Bombelles, et permet de remporter une large victoire<sup>2</sup>.

En somme, l'arrivée du mousquet sur le champ de bataille et ses améliorations successives (allègement et cadence de tir) rendent la disposition traditionnelle des troupes en carré moins efficace. Afin d'opposer à l'ennemi un feu continu, les rangs diminuent, passant de 16 à 3 au profit de lignes permettant aux derniers rangs de faire feu et de profiter de la puissance de ces armes. Cet ordre mince transforme néanmoins les conflits en guerre d'usure. En effet, comme le souligne le Maréchal de Saxe dans ses «*Réveries*», les armées ne disposent plus de la force de choc permettant de rompre les lignes. Par ailleurs, les lignes perdant facilement leur cohésion, le seul mouvement ordonné envisageable est la marche en avant. Les combats de Frédéric II en Silésie illustrent parfaitement ce blocage tactique. Les deux armées s'étant formées en lignes parallèles classiques (infanterie au centre, cavalerie sur les ailes), la doctrine de la puissance de feu incite les Prussiens à avancer lentement et à attendre que l'ennemi finisse par perdre sa cohésion ou son moral. L'attrition due à une telle tactique est faible, mais l'exploitation est impossible, le vainqueur sortant trop désorganisé.

Pour répondre aux limites de l'ordre mince, une intense réflexion théorique cherche à trouver une solution pour retrouver une force de choc, pour résister au choc ennemi et pour maintenir un commandement à vue impossible en présence de lignes de soldats. Ainsi, le Chevalier de Folard préconisera de constituer des colonnes profondes pour retrouver une force d'impact. Le Maréchal de Saxe critiquera fortement l'idée que les colonnes suffiraient à donner une force suffisante par un simple principe physique, celle-ci ne valant que pour trois rangs capables de se soutenir, le reste de la colonne perdant son effet en raison de l'espace entre les soldats. En revanche, il développe l'idée de constituer des colonnes opérant en vagues de trois rangs, permettant ainsi de concentrer les efforts en un point, de faciliter la manœuvre et d'obtenir un fort effet psychologique sur l'ennemi. Le duc de Broglie s'inspirera de ces colonnes, mais les rendra indépendantes afin de simplifier les ordres et accélérer le mouvement pour prendre un ordre de bataille. Comme le confirmera le Maréchal de Saxe, «*Les divisions ont pour objet principal de simplifier les ordres de marche et de faciliter [...] les mouvements par lesquels l'armée peut prendre un ordre de bataille*»<sup>3</sup>.

Les prémisses du système divisionnaire étaient posées. Si l'idée du fractionnement ne vient pas des tentatives pour surmonter les limites de l'ordre mince, l'articulation en colonnes indépendantes en jettera les bases. Il est cependant à noter que dans ces réflexions, l'armée est toujours considérée comme un tout, les modules ne devant servir qu'à faciliter la mise en ordre de bataille, à l'image des armées de Frédéric II.

Le système divisionnaire «moderne» viendra du Lieutenant-général Pierre Joseph de Bourcet qui préconisera de fractionner l'armée en éléments constituant un tout. En s'appuyant sur son expérience du combat en montage et sur les limites de déploiement imposées par ce milieu, il imagine des modules qui pourraient opérer séparément les uns des autres tout en restant en permanence en liaison, mais également coopérer à la conquête d'un objectif commun. Ainsi, il ne s'agit plus d'agir sur un champ de bataille unique, mais bien en plusieurs endroits à la fois, la condition à respecter étant que chaque élément puisse pouvoir être appuyé par les autres en un temps limité.

• **Le système divisionnaire, réponse tactique à l'évolution politique de la guerre, ou le glissement du mouvement vers la manœuvre**

Le consensus sur la conduite de la guerre au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, dicté tant par la situation politique que par l'évolution de la puissance de feu sur le champ de bataille, marque fortement la conduite de la guerre. Celle-ci a des ambitions modérées et se limite donc à des objectifs territoriaux. Le droit à l'existence de l'ennemi est reconnu, son anéantissement n'étant pas un objectif des différentes campagnes. Par ailleurs, les conflits se font par consentement mutuel, sans les civils. Il en résulte ainsi des batailles de frontières, marquées par des combats d'usure autour de places fortes difficiles à faire tomber.

La fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle verra émerger une conception totalement différente de la guerre. Cette dernière, pour satisfaire aux pulsions hégémoniques qui se font jour en Europe, est clairement inscrite dans une finalité politique dont les fins sont quasi-absolues. Ainsi, les buts militaires deviennent non limités et visent, non plus de faibles gains territoriaux, mais un véritable anéantissement des forces armées adverses, notamment grâce à la recherche de la victoire décisive. L'idée forte des années 1743-1758 est que la bataille décisive est l'instrument principal de la stratégie. Frédéric II l'énonçait ainsi: «*Les batailles décident du sort des États. Lorsqu'on fait la guerre, il faut bien en venir à des moments décisifs, ou pour se tirer d'embarras, ou pour y mettre votre ennemi, ou pour terminer des querelles qui n'en finiraient jamais*»<sup>4</sup>.

Le format des armées au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle ne correspondait pas à cette ambition stratégique. Le progrès des réflexions théoriques et la naissance du système divisionnaire ont permis d'envisager une autre manière de conduire les campagnes. Il s'agit en quelque sorte d'un glissement du mouvement vers la manœuvre. En effet, les batailles consistaient auparavant en un déplacement vers des positions favorables, le déploiement en ordre de bataille, puis le combat. Si une plus grande fluidité et une capacité d'adaptation étaient recherchées en permanence pour pouvoir surprendre l'ennemi, il n'était pas envisagé d'action de grande ampleur à l'échelle d'un pays. La création de la division a permis de penser l'amont du champ de bataille. Le déplacement

<sup>1</sup> Jean Chagniot, *Les camps de 1727 en Lorraine sous le comte de Belle-Isle*, compte-rendu de colloques sur les camps de manœuvre de Compiègne et Verberie, pp. 65-68

<sup>2</sup> Henri-François comte de Bombelles, «*Traité des Evolutions militaires*», J.-T. Herissant, 1754.

<sup>3</sup> Maurice de Saxe, «*Mes rêveries*», Paris, Economica, 2002, p153.

<sup>4</sup> <http://new-wab.forumactif.org/t253-l-art-de-la-guerre-de-frederic-ii-le-grand>

de l'armée en colonnes autonomes a introduit une véritable capacité de manœuvre permettant de définir des objectifs bien au-delà d'une séquence mouvement-déploiement-affrontement.

Il faudra néanmoins attendre Napoléon et la création du corps d'armée pour que l'idée de poursuite soit à nouveau envisagée. Grâce à ce nouvel échelon, il peut répondre à deux impératifs majeurs: la capacité de se concentrer sur un point pour mener la bataille décisive et la conservation d'une force autonome suffisante, capable de contenir une seconde armée coalisée pendant une journée<sup>5</sup>. Utilisé en 1800, il devient la base du système napoléonien en 1803. Chaque corps d'armée comprend un état-major, deux ou trois divisions d'infanterie avec leur artillerie, une division ou une brigade de cavalerie légère et du train. Il s'agit donc d'une véritable armée en réduction qui réunit les trois armes et permet une autonomie et une indépendance plus grandes que pour les armées «monolithiques».

Répétant à l'évolution des objectifs des guerres en Europe au XVIII<sup>ème</sup> siècle, le système divisionnaire s'est développé jusqu'à la création du corps d'armée. Il a permis de gagner une réelle capacité de manœuvre sur des zones étendues par la possibilité de couvrir un terrain important et de disposer en tout point de troupes capables de mener une action interarmes isolée en attendant le soutien du reste de l'armée, tout en gardant une capacité de concentration aux points identifiés comme décisifs.

• **Le système divisionnaire, réponse logistique à la transformation des armées, ou l'évolution de la conduite de la guerre**

La pertinence du système divisionnaire peut s'évaluer par l'évolution stratégique de la guerre, mais aussi par ses effets sur la logistique.

Comme nous l'avons vu précédemment, la guerre au XVII<sup>ème</sup> et au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle était une guerre de frontières aux objectifs territoriaux limités, et s'articulait principalement sur la prise de forteresses. Le Maréchal de Saxe y a vu l'origine de la transformation du format des armées. En effet, la guerre de siège demandait une augmentation du nombre de fantassins, et a débouché sur le développement d'une infanterie nationale, à l'image de celle existant en Espagne ou en Suède. Ainsi, Gustave II Adolphe avait constitué une troupe nationale d'une remarquable homogénéité qu'animaient le patriotisme et la ferveur luthérienne.

La France suivra le même mouvement: l'arrivée de Louis XIV au pouvoir renforce la création d'une armée française moderne. Des hommes comme Louvois, Le Tellier, Vauban, Turenne, Condé et Colbert vont créer et commander une formidable machine de guerre. Le règne de Louis XIV verra une croissance exponentielle des effectifs de l'armée: alors que l'armée régulière compte entre 40.000 et 70.000 hommes après les licenciements suivant le traité des Pyrénées, ce chiffre passera à 120.000 hommes en 1672 et jusqu'à 200.000 hommes en 1680, soit une multiplication par cinq des effectifs entre 1660 et 1680<sup>6</sup>. Lors de la guerre de la ligue d'Augsbourg, l'armée royale comptera 350.000 hommes.

La lutte pour la survie impliquée par la nouvelle manière de conduire la guerre au XVIII<sup>ème</sup> siècle va contribuer à augmenter toujours plus le nombre de soldats.

Ce changement de format des armées et le déploiement en lignes de trois rangs va créer de gros problèmes de logistique et de déploiement. En effet, le volume de soldats se déplaçant crée une congestion des routes défavorable à un déploiement rapide et efficace. Le passage d'une formation de déplacement à une formation de combat devient excessivement difficile, ce qui n'est pas sans rapport d'ailleurs avec le blocage tactique de l'époque. Le passage des formations de marche en colonne aux formations de combat en ligne était si lent et complexe qu'il interdisait tout effet de surprise et subordonnait la bataille à l'accord des belligérants<sup>7</sup>. Un des facteurs expliquant la réussite de Frédéric est bien sa capacité à passer d'un dispositif de déplacement à l'ordre de bataille, puis dans cet ordre de bataille d'un dispositif en ordre mince à profond sans désorganisation. La guerre de succession d'Autriche illustrera parfaitement ces progrès.

L'instauration du système divisionnaire et son perfectionnement ultérieur par Napoléon ont permis de résoudre le problème logistique de la marche à l'ennemi en permettant de progresser sur plusieurs axes bien différenciés. La seconde campagne d'Italie, et notamment le franchissement des Alpes, a illustré les avantages du système divisionnaire.

\*

\* \*

Le système divisionnaire, dont l'émergence s'est faite progressivement tant par l'évolution de la théorie que par l'expérience des champs de bataille, s'est révélé la seule solution pertinente aux défis posés par l'évolution de la guerre au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Il a permis notamment d'apporter une réponse à l'inefficacité (relative) de l'ordre mince, aux problèmes logistiques dans le déploiement de masses énormes de soldats, à l'absence de capacité d'exploitation «opérative» des victoires tactiques et aux difficultés de coordination des différentes armes.

Ainsi, le système divisionnaire possède les avantages suivants:

- Capacité de manœuvrer à l'échelle du théâtre d'opération pour exploiter toute victoire tactique (manœuvre sur les arrières, combat en position centrale);
- Capacité de concentrer facilement et rapidement en un point un volume de force important grâce à plusieurs axes de progression bien différenciés;
- Capacité de résistance minimale d'un détachement par la possession de tout l'éventail des capacités interarmes dans chaque module;
- Capacité de chaque détachement à venir en soutien de ses voisins;
- Capacité de commandement à vue facilitée et subsidiarité renforcée.

\*

\* \*

<sup>5</sup> Pour une description plus détaillée de l'adoption du corps d'armée, le lecteur pourra se référer à l'article du Chef de bataillon Taleu: [http://penseemiliterre.fr/l-innovation-comme-levier-amplificateur-de-victoire-le-cas-du-corps-d-armee-sous-le-premier-empire\\_2014140.html](http://penseemiliterre.fr/l-innovation-comme-levier-amplificateur-de-victoire-le-cas-du-corps-d-armee-sous-le-premier-empire_2014140.html)

<sup>6</sup> Lebrun François, «*Le XVII<sup>ème</sup> siècle*», Paris, Armand Colin, 2007, p.252.

<sup>7</sup> «*Impact de l'art de la guerre napoléonien dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle*», Eugène Chalvardjian, p49;

<https://books.google.fr/books?id=1b7TBQAAQBAJ&pg=PA43&lpg=PA43&dq=bourcet+systeme+divisionnaire&source=bl&ots=oDTZuOM9rN&sig=aUX2jdk4WLIJdHJrxYcILtjY0Y&hl=fr&sa=X&ved=0CCEQ6AEwAGoVChMIql6usar5xwIvXLUaCh2k1wrS#v=onepage&q=bourcet%20systeme%20divisionnaire&f=false>



## Le système divisionnaire: concept évolutif ou concept obsolète?

Depuis Bourcet et Guibert, la situation géopolitique a évolué tout comme les effectifs et l'armement des armées. Face à la réduction du nombre de soldats et l'augmentation de la portée des armes, le principe divisionnaire nécessite d'être adapté. C'est pourquoi nous expliquerons ce qu'est la division d'aujourd'hui. Cela mettra en lumière les différences avec le système divisionnaire d'autrefois qui, bien que gardant les mêmes principes, s'envisage à une échelle différente dans le cadre des engagements actuels. Nous analyserons notamment dans quelle mesure le GTIA serait devenu la brique élémentaire du système divisionnaire.

- **La division française au XXI<sup>ème</sup> siècle: pion de manœuvre ou armée à elle seule?**

Au cours des 40 dernières années, l'armée de Terre a connu un mouvement de balancier quant à l'adoption de l'échelon divisionnaire. Parmi les enseignements majeurs des opérations françaises de 1978 à 1991<sup>8</sup>, il est souligné que l'organisation de l'époque est encore «verticale (armée, corps d'armée, division et régiment) et repose largement sur le système divisionnaire». En revanche, la physionomie des opérations entre 1991 et 2015 et la professionnalisation de 1995 (amorçant la contraction des effectifs) entraînent notamment le renoncement au système divisionnaire au bénéfice d'un retour aux brigades. En 2016, la disparition des états-majors de force (EMF) et le retour à une organisation de nouveau plus verticale signe le retour de la division. Dans la doctrine, la division «générique» est une grande unité interarmes capable de mener simultanément des actions de types différents, au contact, dans la profondeur, sur les arrières ou dans toute sa zone de responsabilité dans le cas de la phase de stabilisation<sup>9</sup>. Si la division n'a pas fondamentalement changé, sa constitution est aujourd'hui spécifique à chaque engagement (processus de génération de force), quel que soit le type de force déployée: division «classique» ou division formant *Land Component Command* (LCC). Moins que son volume, ce qui la caractérise aujourd'hui est sa capacité à être le 1<sup>er</sup> échelon pouvant mettre en œuvre la quasi-totalité des fonctions opérationnelles (la brigade ne bénéficie par exemple pas de l'ensemble des appuis feux). En ce sens, le retour de la division «Au contact» renoue avec le principe d'autonomie de la division de Bourcet.

Le principe divisionnaire reste donc étroitement lié à l'énoncé qu'en a fait Guibert. Il est un concept directeur de l'organisation des forces basé initialement sur quelques notions majeures qui sont des constantes depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle et la création du système divisionnaire, puisqu'on y retrouve la combinaison interarmes de Maurice de Saxe (qui s'est toutefois nettement complexifiée en passant du triptyque infanterie-cavalerie-artillerie à un combat auquel se sont notamment ajoutés la 3<sup>ème</sup> dimension et le concept de manœuvre aéroterrestre) et l'autonomie logistique de Bourcet (la division est le premier échelon de conception logistique tandis que la brigade effectue le suivi et de l'exécution).

Un cas particulier à l'application de ces principes est le fait que la division organique n'est pas autonome en métropole puisque les renforts de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) et son autonomie logistique ne lui appartiennent qu'en opérations.

En revanche, ces constantes sont à mettre en perspective avec des changements majeurs dans la doctrine d'aujourd'hui. En effet, la division peut dorénavant être engagée dans un cadre multinational. Il ne s'agit plus de fragmenter une grande unité pour la rendre plus manœuvrable comme au XVIII<sup>ème</sup> siècle, mais il s'agit bien d'agréger de «petites» unités pour en former une grande. Le poste de commandement (PC) division sera alors amené à conduire les opérations d'une division de classe OTAN classique au sein d'un corps d'armée (CRR-FR, corps européen ou coalition *ad hoc*) ou d'une division représentant le niveau LCC aux ordres d'un niveau supérieur.

Alors qu'elle était la fraction de base d'une armée nationale dans les conflits passés, la division française est désormais prévue pour manœuvrer au sein d'une armée multinationale, mais surtout est potentiellement une armée à elle seule avec des composantes *ad hoc*.

Mais du fait des différences entre batailles de l'époque napoléonienne et opérations extérieures d'aujourd'hui, n'est-ce pas utopique d'envisager qu'une armée si réduite mène une offensive en appliquant le principe divisionnaire?

- **Le système divisionnaire dans les engagements contemporains**

Capacité à manœuvrer, à exploiter, à se concentrer en un point, capacité de résistance minimale d'un détachement...: quelle place et quelle pertinence pour tous ces avantages du système divisionnaire dans nos engagements actuels? Après avoir analysé la nature des engagements contemporains, le système divisionnaire sera étudié dans le cadre des trois hypothèses d'engagement du contrat opérationnel de l'armée de Terre.

Depuis une quinzaine d'années, la France est engagée dans des combats asymétriques face à des «insurgés» en nombre limité, et les textes indiquent que «les conflits symétriques sont improbables pour les décennies à venir»<sup>10</sup>, même s'ils n'ont jamais été écartés par les livres blancs successifs. La notion de bataille décisive voire simplement de bataille paraît reléguée au second plan. L'engagement militaire «napoléonien» de vive force ne permet plus à lui-seul de gagner les guerres; on parle aujourd'hui de manœuvre globale où s'entremêlent politique, tactique, humanitaire... Les dispositifs linéaires ont disparu, les concentrations sont limitées, le front tend à laisser la place aux espaces lacunaires, la précision des systèmes d'armes et les performances des systèmes d'information et de communication permettant un élargissement des intervalles et un étalement plus important des unités. Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons progressivement assisté à un changement d'échelle dans tous les domaines. À Austerlitz, ce furent 160.000 soldats engagés dans une bataille d'une demi-douzaine d'heures. À Verdun, ce furent plus de 700.000 morts dans une bataille qui dura dix mois. En comparaison, les opérations actuelles se font à l'échelle de deux GTIA, soit environ 2.000 hommes. Alors que le système divisionnaire et sa brique de base – la division – ont été conçus pour faciliter les déplacements d'une armée de masse qui devait ensuite se réunir pour mener bataille face à un ennemi conventionnel, l'échelle des engagements actuels remet en question cette organisation, si ce n'est ses principes.

Pour autant, les menaces conventionnelles existent toujours et le livre blanc de 2014 fixe le contrat opérationnel de nos armées en fonction de menaces identifiées. Quelle place le système divisionnaire a-t-il dans le cadre des trois hypothèses d'engagement (HE) retenues et d'un format d'armée de terre réduit à 100.000 hommes?

<sup>8</sup> Cahier du RETEX : «L'armée de Terre française 1978-2015, bilan de 37 années d'opérations ininterrompues» – 2015

<sup>9</sup> TTA 903 – EMP 32.201 – *Manuel d'emploi de la division* – Édition 2010

<sup>10</sup> FT01 – *Gagner la bataille, conduire à la paix* – 2007



▪ **HE1:** cette hypothèse d'engagement est la situation opérationnelle de référence (SOR), soit: armer l'échelon national d'urgence (ENU) et le reconstituer, assurer les missions de dissuasion, protection et prévention ainsi que la gestion de crise (deux à trois théâtres, 6.000 à 7.000 hommes).

Cette situation opérationnelle de référence ne prévoit pas l'engagement d'une division. Il se traduit par exemple par un engagement maximum à Barkhane de 3.500 hommes sur le terrain (en 2010, 4.000 hommes en Afghanistan) soit trois GTIA. Face à de tels effectifs, le système divisionnaire n'a que peu de sens. Si le fractionnement reste un principe d'organisation avec une brique de base de niveau GTIA qui possède une capacité de résistance minimale, ces engagements ne semblent pas profiter de certains avantages qu'offre le système divisionnaire de Bourcet. En effet, les systèmes de communications modernes ne favorisent pas la subsidiarité – voire tendent à l'effet inverse –, et les élongations n'offrent pas une capacité de regroupement permettant le soutien d'une unité voisine dans des délais limités.

▪ **HE 2:** hypothèse d'engagement en urgence dans le domaine de la protection (HE-PROT). Outre la SOR, elle comprend le renforcement du territoire national sur lequel l'armée de Terre doit pouvoir déployer jusqu'à 10.000 soldats (TN 10.000), et le renforcement de la posture permanente de sécurité et de la dissuasion (TN + DOM COM).

C'est cette hypothèse d'engagement qui a été appliquée par les armées suite aux attentats de janvier 2015. Cette hypothèse est sans doute celle qui est la plus éloignée d'un système divisionnaire: l'absence d'engagement interarmes et un dispositif statique en soutien des forces de sécurité intérieures limitant son autonomie remettent complètement en cause les principes fondamentaux du système divisionnaire.

▪ **HE 3:** cette hypothèse d'engagement majeur en intervention (HE-INTER), outre les missions réalisées dans le cadre de la HE-PROT et moyennant quelques mutualisations d'équipements «échantillonnaires», prévoit un engagement en coalition dans un délai de six mois et pour un engagement intensif de six mois, avec un volume de forces de deux brigades ainsi que des moyens de commandement et de soutien associés (jusqu'à 21.000 hommes) afin d'honorer l'exigence d'être nation-cadre.

Cette dernière hypothèse, la plus dimensionnante, prévoit certes l'engagement d'un PC divisionnaire, mais de seulement deux brigades françaises. Rappelons que le premier livre blanc de 1972, écrit au cœur d'une politique basée sur la dissuasion nucléaire, prévoyait encore de mener un combat «résolu et efficace» grâce à la 1<sup>ère</sup> Armée, désignée parfois sous l'appellation de «corps de bataille», comprenant cinq divisions à trois brigades dont deux mécanisées. C'est lors de l'opération DAGUET que la France a engagé l'équivalent d'une division pour la dernière fois, en flanc-garde de l'offensive. Toutefois, le RETEX démontre que même si ce fut un engagement réussi et le plus important en volume depuis l'Algérie, il montra les limites du modèle tant les difficultés à constituer la division furent nombreuses. Si la manœuvre divisionnaire existe toujours, elle n'est plus à l'échelle nationale, mais multinationale. Par ailleurs, que ce soit lors de ce type d'opération ou lors de coalition de l'OTAN, chaque nation dispose d'une zone et d'une mission propre plus qu'elle ne s'inscrit dans une manœuvre globale. Outre les problématiques d'interopérabilité, la coopération se heurte généralement à des impératifs politiques différents<sup>11</sup> qui empêchent toute réelle manœuvre d'ensemble et donc de «principe divisionnaire multinational». C'était d'ailleurs déjà le cas lors de la Seconde Guerre mondiale, où les alliés eurent des difficultés de coordination. Dans l'hypothèse d'un engagement majeur, le système divisionnaire à grande échelle semble donc avoir vécu, sa brique de base étant particulièrement difficile à générer, et la manœuvre des divisions étant soumise aux contingences nationales.

La division française est devenue synonyme d'armée, et l'usage le plus courant que l'on en a est sans doute plus lié à un niveau de PC (niveau 2) qui planifie, conduit et soutient la manœuvre interarmes, qu'à une unité de 15.000 hommes. Les enseignements majeurs de la période 2007-2015 soulignent que l'armée de Terre repose sur des structures de commandement et des brigades. À ce titre, le niveau 2 est le premier niveau de manœuvre complet, et ce quel que soit le volume de forces engagé<sup>12</sup>.

En définitive, la France n'a plus les moyens et/ou l'ambition d'une armée pouvant manœuvrer à plusieurs divisions (1994: neuf divisions; 2015: deux divisions). Mais en a-t-elle besoin? Le changement d'échelle dans les engagements contemporains tendrait à montrer que ce n'est pas nécessaire, le GTIA jouant le rôle de brique élémentaire tenu dans le passé par la division.

#### • **Le GTIA: adaptation du système divisionnaire aux conflits d'aujourd'hui?**

Le système divisionnaire repose à l'origine sur le fractionnement d'une armée. Si la brique de base «division» a perdu sa pertinence pour des raisons d'évolution de la conduite de la guerre comme de budgets restreints, le RETEX a confirmé la nécessité de structures plus modulaires. L'art des opérations n'est *in fine* possible que par le fractionnement. Hier, la division était la plus petite partie de l'armée capable de livrer bataille. Dorénavant, le GTIA est sans doute le seul réel pion de manœuvre que peut s'offrir la France. Il est donc pertinent de s'intéresser à sa doctrine et de la comparer aux principes divisionnaires avant de s'intéresser au GTIA de demain, le GTIA Scorpion.

Aujourd'hui, le GTIA est le module de base d'emploi tactique<sup>13</sup>. S'inscrit-il dans la logique du principe divisionnaire énoncé par Guibert? S'il existe quelques critères pérennes, il y a des différences fondamentales entre l'emploi d'un GTIA en 2015 et d'une division au XVIII<sup>ème</sup> siècle.

Les principes de base respectent la doctrine du système divisionnaire. Tout d'abord, le GTIA a bien une vocation interarmes, seule combinaison permettant de conduire des opérations tactiques dans leur globalité en combinant les feux au mouvement. De plus, il dispose d'une grande autonomie en termes de soutien. Il est le niveau le plus bas des forces terrestres disposant d'une autonomie logistique assurant à ses unités la capacité de conduire une action sans reconstitutions majeures. Enfin, le principe de soutien mutuel est maintenu, même si l'ancien adage de «réunion à pied» s'efface au profit d'impératifs de liaisons radio et de soutien sanitaire. Si un chef militaire n'eût autrefois pas accepté de placer une division à plus de trois heures de marche pour des raisons tactiques, un COMMANFOR n'accepterait pas aujourd'hui d'envoyer une unité sans liaison radio permanente et surtout sans évacuation sanitaire possible dans des délais raisonnables.

Toutefois, l'application de ces principes diverge des fondements du système divisionnaire.

▪ Si, au XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'autonomie existait au niveau division et visait à permettre à une unité plus petite de se nourrir plus aisément dans une zone donnée, le soutien correspond aujourd'hui à une chaîne logistique complexe de la métropole jusqu'à la

<sup>11</sup> FT03 – *L'emploi des forces terrestres dans les opérations interarmées* – 2015

<sup>12</sup> FT04 – *Les fondamentaux de la manœuvre interarmes* – 2011

<sup>13</sup> EMP 24.201- *Doctrine d'emploi du groupement tactique interarmes générique* - 2012

«ligne de contact». L'autonomie logistique assurée n'est donc que minimale et n'a que peu à voir avec une réelle capacité à manœuvrer seul sans recomblements.

- Par ailleurs, le GTIA est devenu une simple unité de circonstance «taillée» pour les besoins d'une opération donnée. Si la combinaison interarmes est effective, il ne possède cependant pas l'ensemble des capacités d'une armée au combat, à la différence du système divisionnaire des origines. Il dépend en effet d'appuis feux artillerie encore centralisés au niveau brigade ainsi que des appuis aériens dépendant du niveau supérieur.

- Enfin, le GTIA n'est analysé qu'au vu des engagements récents face à un ennemi asymétrique, voire fortement dissymétrique. Face à un ennemi conventionnel, il pourrait s'avérer que le pion GTIA soit trop restreint.

Si l'efficacité du GTIA de circonstance face à un ennemi asymétrique n'est plus à démontrer, le GTIA Scorpion pourrait-il apporter la force nécessaire pour assurer la pérennité des principes divisionnaires face à un ennemi plus nombreux?

D'après les premiers documents de doctrine, le GTIA-S s'articulera en quatre échelons tactiques: C2, échelon de découverte, échelon d'assaut et échelon logistique. Fort de sa technologie, son objectif premier est la renonciation rapide de l'ennemi à ses objectifs initiaux et à sa planification, résultant de son effondrement systémique. Mieux renseigné sur les contours de l'ennemi et maîtrisant en temps réel son propre dispositif, il cherche l'obtention d'un effet de fulgurance et d'ubiquité dans le déploiement successif de ses échelons de combat, concentrant dans la profondeur, de manière brutale et quasi simultanée, ses effets sur les points d'articulation de l'adversaire. La capacité à contraindre rapidement la volonté et l'aptitude à poursuivre le combat chez l'adversaire représente un enjeu politique majeur.

Si les travaux préparatoires de doctrine envisagent un ennemi asymétrique, mais également un ennemi symétrique, ils semblent pour l'instant s'être axés sur un GTIA unique, pion de manœuvre isolé qui ne s'inscrirait pas dans une manœuvre d'ensemble avec trois ou quatre GTIA. Avant de pouvoir formuler un avis sur la pertinence du système divisionnaire appliqué au GTIA-S, il est indispensable d'attendre une doctrine officielle complète.

Si cette capacité à combattre seul, sa composition interarmes et son échelon logistique lui donnent toutes les caractéristiques lui permettant de s'inscrire dans le système divisionnaire, il est à craindre que la brique élémentaire du système soit trop petite pour assurer une manœuvre réellement coordonnée.

\*  
\* \*

En 1945, Winston Churchill, demandant à Staline de respecter les libertés religieuses en Europe centrale occupée par l'Armée rouge, recevait en retour la réponse suivante: «Le Pape, combien de divisions?». Aujourd'hui, face à un changement d'échelle évident, une réponse appropriée aurait sans doute été: «Combien de GTIA» opérationnels pour la France? La France est l'une des seules armées disposant encore de moyens sur l'ensemble du spectre capacitaire. Cet avantage lui permet de planifier des engagements en autonome et une manœuvre d'ensemble du type envisagé par le système divisionnaire. Si la réapparition des divisions réintroduit la capacité à conduire des opérations à grande échelle, elle n'est plus le module de base tactique, mais bien le niveau de commandement de notre armée. La manœuvre s'envisage désormais à l'échelle du GTIA-S comme pion de base du fractionnement d'une armée.

La manœuvre reste au cœur des préoccupations tactiques, mais, depuis l'opération Daguet aucun engagement ne justifie une manœuvre divisionnaire. La France ne s'engage qu'à hauteur d'une brigade, et la division ne garde de sens que dans le cadre d'un niveau de PC. Les engagements asymétriques ne permettent pas d'étudier la pertinence du système divisionnaire de Bourcet à l'échelle d'une manœuvre coordonnée de niveau division ou corps d'armée. Si la nécessité de fractionnement paraît toujours évidente, il est à craindre que les elongations entre unités acceptées au Mali soient déraisonnables sur un théâtre non désertique. Par ailleurs, face à un ennemi conventionnel, les principes directeurs du GTIA Scorpion, visant une manœuvre concentrée sur un objectif très précis, permettront-ils réellement de s'adapter aux frictions de la guerre? Rien n'est moins sûr.

*Saint-cyrien de la promotion «Général Vanbremeersch», le Chef d'escadron PIUSSAN a servi aux 12<sup>ème</sup> et 1<sup>er</sup> régiments d'artillerie, où il a commandé une batterie de tir LRU. Il a été projeté deux fois en opérations ainsi qu'au Gabon, et a servi deux ans comme chef de section à l'EMIA. À l'issue de son temps de commandement, il a rejoint l'état-major de la 1<sup>ère</sup> brigade logistique. Il est actuellement stagiaire à l'École de guerre.*

*Saint-cyrien de la promotion «Général Vanbremeersch» (2001-2004), le Commandant GALLAND a servi au 12<sup>ème</sup> régiment d'artillerie en tant que chef de section maintenance LRM avant d'être officier adjoint puis commandant d'unité de la batterie de maintenance HAWK au 402<sup>ème</sup> régiment d'artillerie. Projeté en 2007 en Bosnie, il y exerce les fonctions de chef de cabinet du REPFRANCE. Officier gestionnaire approvisionnement des parcs blindés entre 2012 et 2015 à la SIMMT, il est ensuite admis à l'EMS2 et est actuellement stagiaire à l'École de guerre.*



[Retour Sommaire](#)

## Le LEAN, un état d'esprit incontournable, particulièrement dans le MCO<sup>1</sup> terrestre



Par le Capitaine (TA) Gilles HYVERNAULT

**Habitué des restructurations, l'auteur explique pourquoi le LEAN, méthode de management novatrice, doit occuper une place incontournable dans la maintenance industrielle terrestre étatique. Cette façon d'être et de penser aujourd'hui appliquée dans toutes les industries est aujourd'hui indispensable pour rester concurrentiel, efficace et adapté au besoin des forces.**

Le LEAN<sup>2</sup>, terme récent apparu dans les années 90 et issu des techniques d'entreprise du TPS<sup>3</sup>, est devenu commun et de plus en plus mis en pratique dans l'industrie moderne. D'abord orientée essentiellement sur la logique de production, cette méthode, qui se veut une façon d'être, touche aujourd'hui tous les domaines de l'entreprise, de la plus petite société de service aux plus grands groupes pluri fonctionnels, de l'*engineering* au marketing. S'appuyant sur une logique humaine orientée vers le client et basée sur l'amélioration continue de tous les éléments d'une *Supply chain*<sup>4</sup>, la mise en place du LEAN est souvent la seule alternative possible à la disposition d'une entreprise pour rester compétitive dans un contexte de plus en plus concurrentiel. Habitué aux refontes et restructurations, le MCO) terrestre doit constamment s'adapter pour répondre aux impératifs opérationnels et rester efficace à moindre coût. Déjà adopté par la majorité des industriels de l'industrie de défense, le LEAN devrait trouver sa place dans les principes et les outils d'un MCO terrestre modernisé.

\*  
\* \*

### Nécessité de toujours s'adapter avec les moyens alloués

Dans la conclusion générale de son rapport public sur le MCO des matériels militaires de 2004, la Cour des comptes dressait le constat de la chute de disponibilité depuis la fin des années 1990. Les causes identifiées alors étaient une diminution relative de l'effort budgétaire consacré au MCO terrestre (MCO-T), et des problèmes de gouvernance propres au ministère de la Défense. Aujourd'hui, en dépit de l'augmentation des dépenses allouées au MCO, les résultats obtenus en termes de disponibilité technique des matériels demeurent insuffisants au regard des impératifs opérationnels. Par ailleurs, la croissance continue des dépenses de MCO risque de ne pas être soutenable compte tenu de la ressource prévue par la LPM<sup>5</sup> 2014-2019.

Il en résulte qu'un parc de matériels hétérogènes, parfois vieillissants, soumis à de multiples contraintes réglementaires et à un engagement opérationnel intense est difficile et coûteux de maintenir. Les matériels terrestres, très sollicités, sont très dispersés sur l'ensemble du territoire, ce qui complique les flux logistiques et alourdit les coûts fixes.

La productivité des structures de l'État qui interviennent pour les entretenir garde des capacités de progression. Pour assurer la soutenabilité de la politique de MCO dans le cadre de la trajectoire budgétaire fixée par la LPM 2014-2019, l'État dispose alors de trois leviers: améliorer sa performance interne, améliorer sa performance d'acheteur et rationaliser ses parcs de matériel. Il convient donc de mettre l'accent sur les deux premiers. Pour ceci, la Cour des comptes<sup>6</sup> recommande alors d'opérer en agissant principalement dans six domaines, dont celui consistant à réorganiser l'outil de production et de stockage du ministère de la Défense.

### L'organisation du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres

L'entretien est un acte de combat, apprenait-on autrefois...

«Le rythme des engagements actuels, la mise en service d'équipements technologiquement avancés, les contraintes de toute nature gardent à cette maxime toute son actualité. Mais l'organisation de cet «entretien» a profondément évolué. En effet, parmi toutes les réformes d'envergure conduites par la défense et l'armée de Terre en particulier, celle du maintien en condition des matériels terrestres est une des plus ambitieuses et des plus réformatrices»<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Maintien en condition opérationnelle

<sup>2</sup> Originaire du Japon, le LEAN, terme anglais pouvant se traduire par «maigre» ou «dégraissé», est une méthode de management mise en œuvre après 1945 par Toyota MC qui vise à atteindre la performance par l'amélioration continue des processus ou des organisations en réduisant au maximum les gaspillages. Ces pratiques proposent une démarche systémique d'amélioration des performances par la formation à la résolution de problèmes, et ce à tous les niveaux hiérarchiques.

<sup>3</sup> *Toyota Production System*

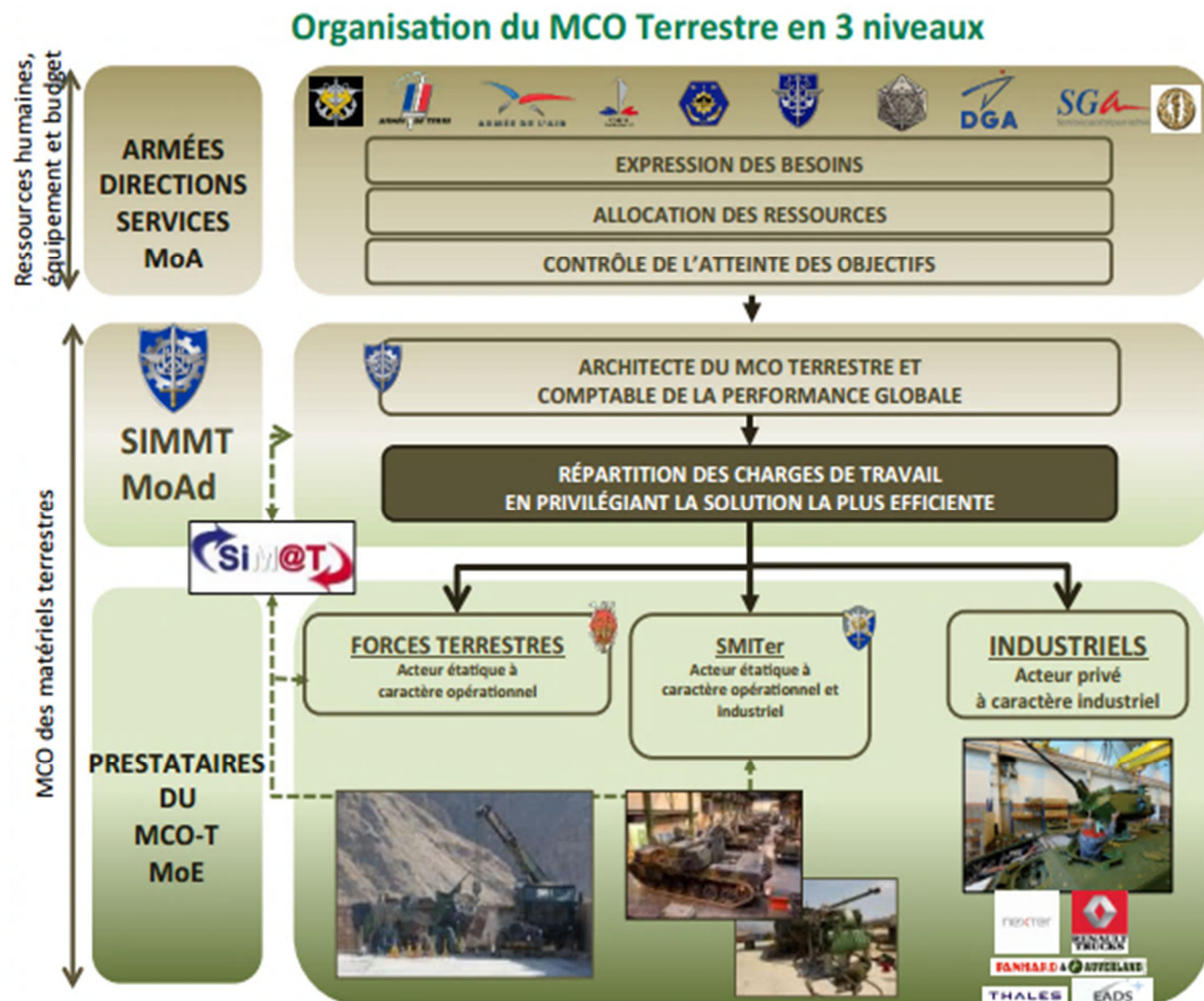
<sup>4</sup> Communément appelée logistique, la *Supply chain* représente la suite coordonnée de toutes les composantes de l'entreprise, du fabricant de matières premières jusqu'au client.

<sup>5</sup> Loi de programmation militaire

<sup>6</sup> Source: conclusion générale du rapport public de la Cour des comptes sur le MCO des matériels militaires de septembre 2014.

<sup>7</sup> Source: 2014, par le Colonel M. Deroux (Pensées militaires, 214201)

Depuis 2008, le MCO terrestre a connu sa plus importante refonte de puis la Seconde Guerre mondiale. Afin d'être toujours plus réactif et efficient, sa réorganisation vise à obtenir un dispositif mieux adapté au besoin. Ainsi, sous la responsabilité de l'EMA<sup>8</sup>, les responsabilités de maîtrise d'ouvrage (MoA), de maîtrise d'ouvrage déléguée (MoAd) et de maîtrise d'œuvre (MoE) ont été découplées.



Les maîtrises d'ouvrage (états-majors et directions de services) expriment des besoins

Les maîtrises d'ouvrage déléguées (SIMMT<sup>9</sup>) fournissent de la capacité ...

Les maîtrises d'œuvre à caractère opérationnel assurent le niveau de disponibilité demandé par le commandement en réalisant de la maintenance immédiate.

Les maîtrises d'œuvre à caractère industriel (le SMITer<sup>10</sup> et l'industrie privée) produisent du potentiel par le recours à la maintenance différée. Leur action concerne directement l'aptitude des parcs et matériels à répondre à la planification d'emploi exprimée au travers des contrats opérationnels.

#### Le soutien en service des matériels terrestres

Le soutien en service des matériels couvre toutes les phases du cycle de vie des équipements. Il représente une part significative du coût global des matériels et peut recouvrir des enjeux économiques et technologiques importants<sup>11</sup>.

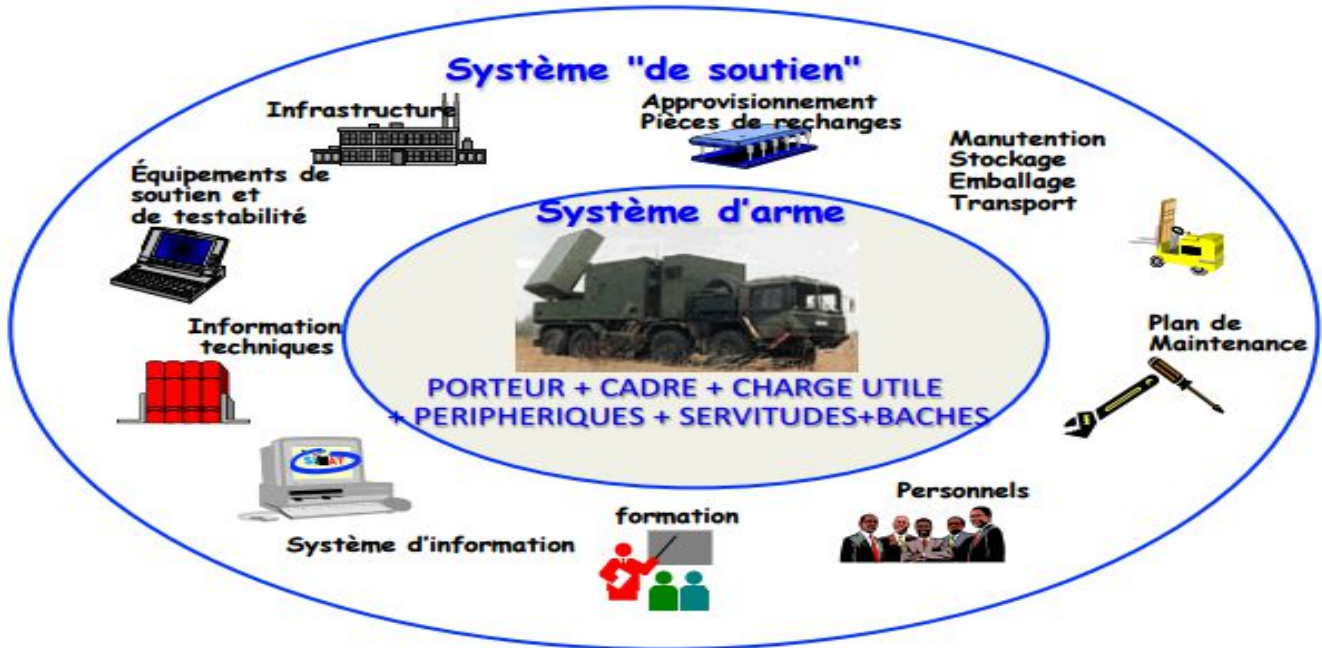
<sup>8</sup> État-major des armées

<sup>9</sup> Structure intégrée du maintien en condition des matériels terrestres

<sup>10</sup> Service de la maintenance industrielle terrestre

<sup>11</sup> 2014, par le Colonel M. Deroux (Pensées militaires, 214201)





La pertinence de cette organisation spécifique complexe repose sur la complémentarité de toutes ses composantes, à la fois indissociables et aussi indispensables les unes que les autres.

De plus, pour répondre de manière efficiente à la globalité du besoin, la maîtrise d'œuvre peut être confiée à des entités étatiques (SMITer, soutien de proximité), mais aussi à des industriels de droit privé. Dans cette optique, un équilibre permanent doit être respecté entre les différentes solutions, et une complémentarité sans faille entre les deux acteurs doit être recherchée afin d'optimiser la performance liée à leurs spécificités respectives.

### Le MCO des matériels terrestres: une Supply chain spécifique complexe<sup>12</sup>

Dans le cadre de sa refonte organisationnelle, le MCO-T est déjà dans l'esprit LEAN avec la conduite de différents «chantiers» initiés par des projets spécifiques à la *Supply chain* sous la responsabilité du SMITer, dont on commence déjà à mesurer les résultats.

Historiquement, la logistique représentait traditionnellement l'activité allant de la mise à disposition des produits finis par l'usine ou le négociant jusqu'à la livraison au client. Désormais, le concept de SCM<sup>13</sup> gère de façon optimale la totalité des flux (informatiques, physiques et financiers) ainsi que les interfaces entre les différents acteurs (producteur, fournisseur, client), et ce pour le cycle de vie complet du produit (de la conception à la fin de vie, voire la réutilisation). Elle doit donc intégrer toutes les activités associées au flux et à la transformation des biens depuis le fournisseur primaire jusqu'au client final, ainsi que les flux d'informations associés. Alliant productivité, qualité et efficacité, la *Supply chain* est présente à tous les niveaux, aussi bien opérationnel pour piloter les flux physiques, que tactique pour définir les organisations et orienter les flux à moyen terme, ou encore stratégique pour anticiper les actions à long terme. Il s'agit d'une démarche visant à assurer une gestion et une synchronisation de l'ensemble des processus qui permettent de répondre aux attentes des clients finaux.

Pour résumer, la *Supply chain*, c'est le bon produit, au bon endroit, au bon moment, au bon prix, dans la quantité nécessaire et au niveau de qualité requis...

D'un point de vue organisationnel, si les phases d'anticipation du besoin et d'acquisition des ressources sont à la main de la maîtrise d'ouvrage déléguée (SIMMT), la gestion des flux est la raison d'être du SMITer, maîtrise d'œuvre étatique du MCO terrestre.

Tête de chaîne des approvisionneurs militaires, le SMITer gère les flux physiques des pièces de rechange aussi bien sur des flux poussés (anticipation du besoin) que sur des flux tirés (réactivité) sur tout le territoire jusqu'au sein des théâtres d'opération, et au profit de toutes les armées et de tous les services interarmées. Cette dichotomie de flux implique une gestion fine du stock, réparti sur le territoire selon des critères précis (fréquence de distribution, prix unitaire, sensibilité, etc.).

Ainsi, à l'aune de l'ère industrielle, le SMITer, qui était composé de huit entrepôts centraux (EC) détenant les rechanges les plus critiques et de 22 CDR<sup>14</sup> permettant la diffusion de ces rechanges sur une maille zonale plus fine, resserrera son dispositif autour de quatre EC, six CDR et un site dédié à la «reverse logistics»<sup>15</sup>.

Cette organisation, mise en adéquation avec les PFIA<sup>16</sup> du transporteur (CTTS<sup>17</sup>), permettra ainsi de tendre les flux physiques et de gagner en délai avec des ressources de plus en plus contraintes.

Pilotage et performance: afin de répondre aux exigences de la *Supply chain*, le SMITer s'est articulé autour d'une approche processus de son organisation qu'il pilote grâce au tableau de bord opérateur logistique. Construite puis certifiée selon les

<sup>12</sup> Source: Commandant J. Schimeck, EM SMITer/DivProd/CBLog

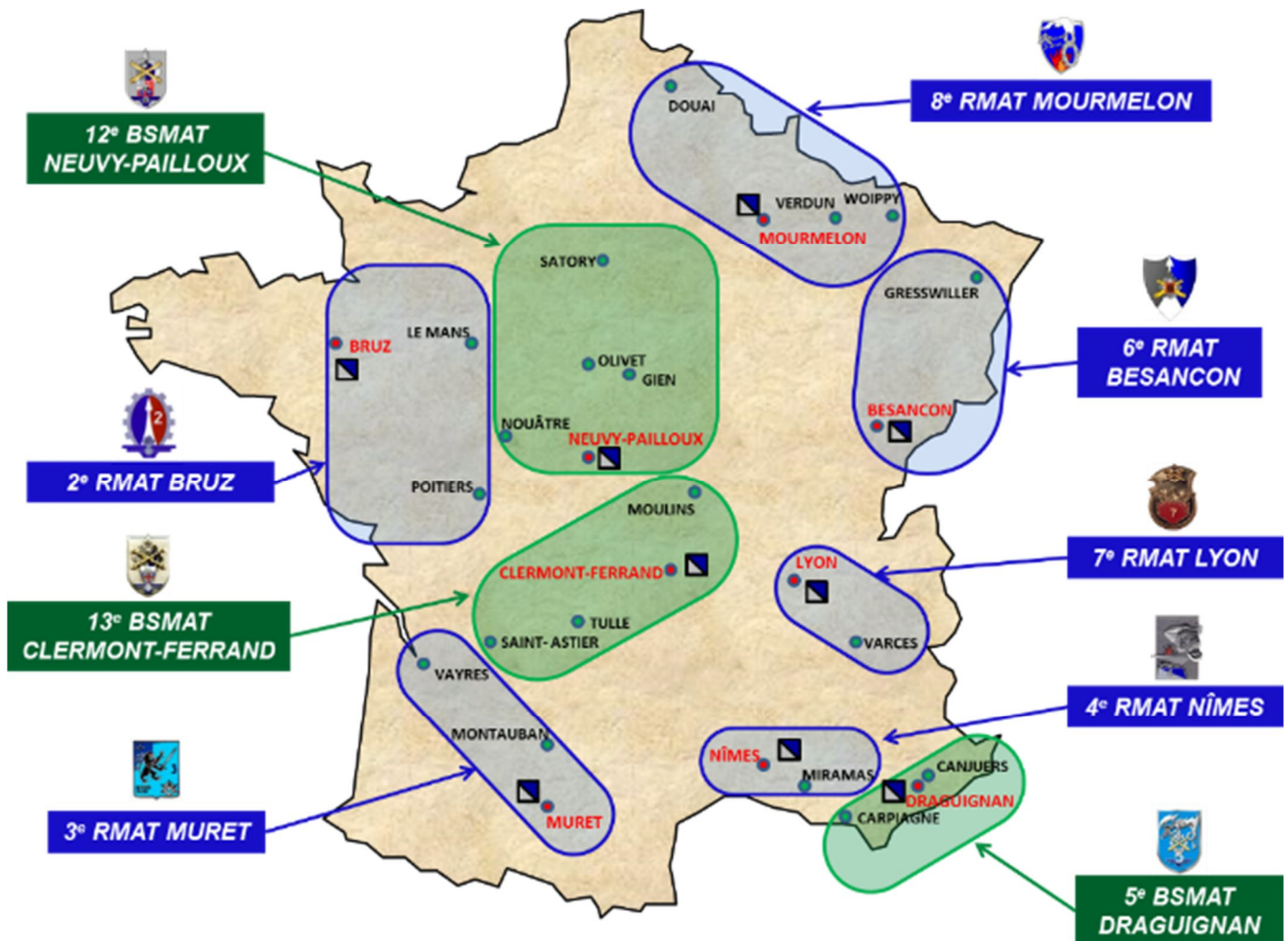
<sup>13</sup> *Supply chain management*

<sup>14</sup> Centres de distribution régionaux

<sup>15</sup> Logistique de retour

<sup>16</sup> Plateformes interarmées

<sup>17</sup> Centre des transports et transits de surface



exigences de la norme ISO 9001 en 2008, la fonction d'opérateur logistique se retrouve dans le processus R3 de la cartographie du SMITer.

L'enjeu de la *Supply chain* est fondamental puisqu'en 2014 le SMITer, en tant qu'opérateur logistique du MCO-T, a distribué 12 millions de rechanges dont 47% au profit des armées et services interarmées et 12% au profit des OPEX et des forces stationnées outremer et à l'étranger. Avec un taux de «*service on time*», comprendre une performance, de 96% pour les commandes passées en urgence immédiate, tout l'enjeu de cette (r)évolution est de coordonner les acteurs et d'assurer leur interfaçage afin d'obtenir une logique de bout-en-bout et une performance portée par tous au profit de tous.

### La défense, une industrie de pointe soumise aux évolutions des budgets nationaux, cherchant un second souffle dans l'export, le MCO et les services <sup>18</sup>

Si les budgets de défense se maintiennent au niveau mondial, on observe une baisse des dépenses des nations européennes, compensée par celles en hausse des BRICS<sup>19</sup> et du Moyen-Orient. L'export devient un impératif incontournable pour les entreprises de l'industrie de défense.

Pour maintenir leur niveau technologique et leur chiffre d'affaires, les entreprises du secteur doivent notamment:

- améliorer les offres de services et optimiser la chaîne MCO. Les interventions militaires et le souci d'économie mettent l'accent sur l'optimisation des opérations MCO pour réduire les coûts et améliorer la capacité d'utilisation du matériel;
- s'organiser en interne pour supporter et assurer le service des «programmes matures», issus de la prolongation de vie de matériels existants et non remplacés comme l'ATL2;
- faire évoluer, maîtriser et optimiser les modèles industriels, la *Supply chain* et la stratégie d'achats traditionnels face à l'ensemble des concurrents de ce marché mondial.

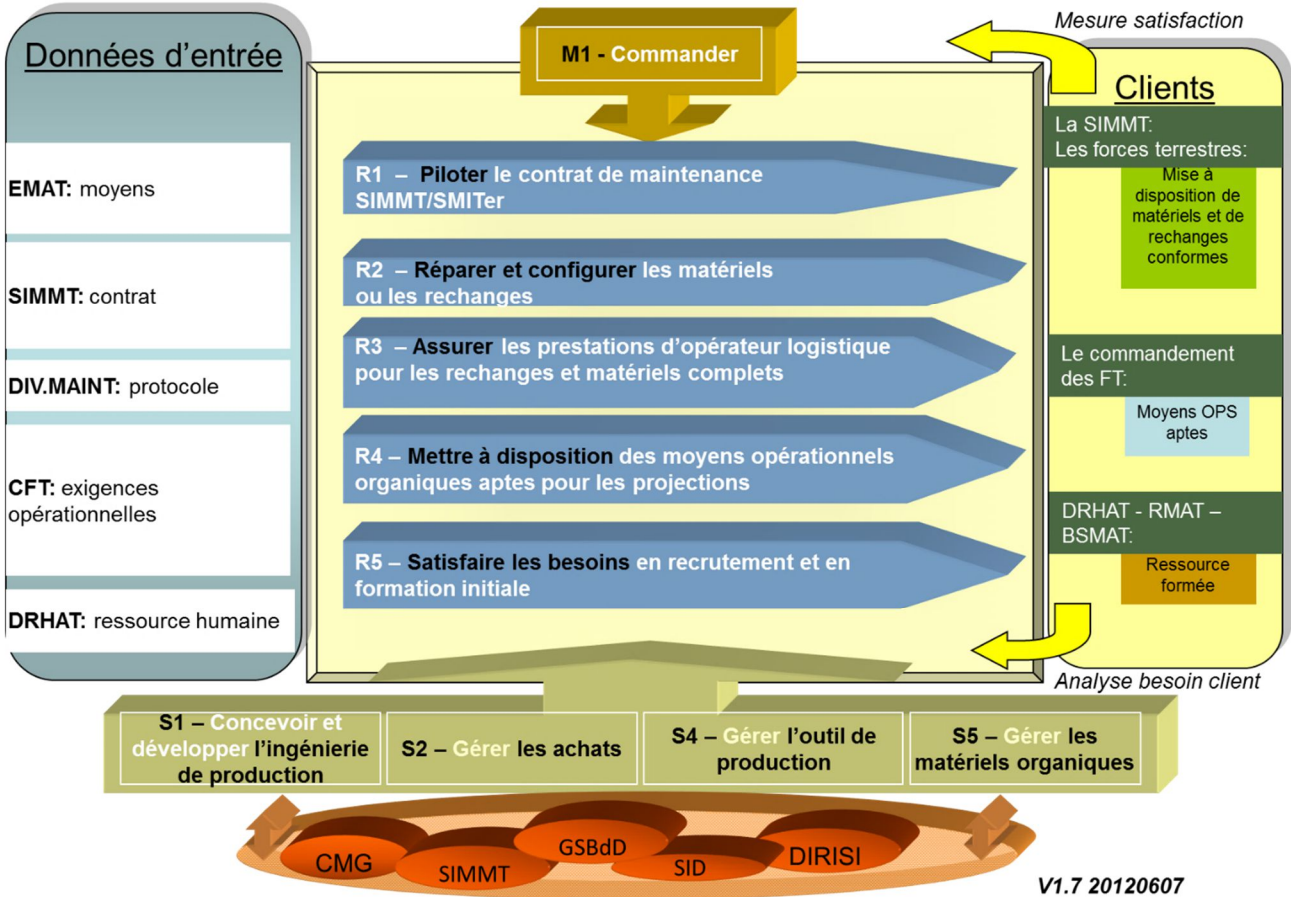
Elles ont donc en partie besoin de:

- définir des implantations et évolutions d'organisations opérationnelles pour anticiper ou faire face à des situations de croissance, d'harmonisation des modes de fonctionnement et d'ouverture à des partenariats;

<sup>18</sup> Source : Argon consulting

<sup>19</sup> Brésil, Russie, Inde et Chine et Afrique du Sud

- parfaire les achats et optimiser la *Supply chain* amont (stratégies de *sourcing*<sup>20</sup> et d'*offset*<sup>21</sup>, maîtrise de la performance des fournisseurs, réduction des stocks de composants, mise en place de VMI<sup>22</sup> et plus généralement performance des approvisionnements);
- développer le *Supply chain planning* (planification de la demande, des capacités et des stocks);
- gagner en performance industrielle et *LEAN management* (réduction et fiabilisation des cycles, réduction des coûts);
- maintenir en condition opérationnelle (prévisions/planification des flux de maintenance, priorisation du traitement des en-cours, optimisation des volants);
- optimiser la distribution des pièces de rechange (réseau de *sourcing* et de distribution, politique de stock).



## Le LEAN management, qu'est-ce que c'est?

### ▪ Le LEAN manufacturing

- le LEAN repose sur l'humain et l'élimination des gaspillages dans les processus (par exemple: trop de déplacements, trop de stock de produits finis, trop de déchets de production, sur qualité ...);
- le LEAN n'a pas pour objectif la réduction du nombre d'employés, bien au contraire;
- le LEAN vise à augmenter la capacité de production en réduisant les coûts et le temps de cycle, et en optimisant les flux;
- le LEAN s'appuie sur la compréhension des besoins des clients.

### ▪ La pensée LEAN

Si le LEAN est certes un ensemble d'outils permettant de gagner en excellence opérationnelle, la pensée LEAN n'en est pas moins une stratégie et un état d'esprit à adopter. Tout opérateur d'une organisation devient contributeur de l'objectif à atteindre (ce qui est déjà le cas dans les armées), et les postes à plus haute responsabilité doivent tous avoir comme objectif d'être des fonctions support pour ceux qui «créent la valeur ajoutée de l'entreprise». Acceptée par tous et à tous les niveaux de hiérarchie, elle permettra:

<sup>20</sup> Expression anglo-saxonne utilisée dans le domaine des achats pour désigner l'action de recherche, localisation et évaluation d'un fournisseur ad hoc, afin de répondre à un besoin identifié (en matière de biens ou de services) formulé par une entreprise ou par un service ou un département de cette entreprise.

<sup>21</sup> Les *offsets* sont des contrats non standards exigeant qu'une forme d'activité économique soit transférée du vendeur au gouvernement de l'acheteur comme condition pour la vente de biens et/ou services sur les marchés publics. L'*offset* concerne les échanges sur les marchés publics portant sur des biens de haute technologie (défense, énergie, aéronautique, transport, etc.). Il s'applique en général aux contrats supérieurs à 10 millions d'euros.

<sup>22</sup> VMI : *vendor managed inventory*



- de quantifier la valeur du produit du point de vue du client;
- d'identifier la chaîne de valeur pour mettre en évidence les gaspillages;
- de créer un flux pour réduire la taille de lots et les encours (WIP<sup>23</sup>);
- de produire seulement ce que le client a commandé;
- de rechercher perpétuellement la perfection en améliorant la qualité et en éliminant les gaspillages.

▪ **Les objectifs du LEAN, en chiffres:**

- le temps de développement d'un nouveau produit peut être divisé par deux;
- l'investissement dans des machines et des outils est souvent réduit de moitié;
- les heures d'efforts des employés directs et indirects sont généralement divisées par deux;
- la qualité est améliorée: le taux de défauts sur les produits finis est au moins divisé par deux;
- la surface de travail pour une même production est réduite de moitié;
- les encours sont divisés par dix au moins;
- la taille de lots est réduite, les stocks aussi: matières, en-cours, produits finis;
- la capacité et la cadence augmentent avec le flux, les délais d'exécution sont réduits;
- l'ergonomie des postes de travail est améliorée.

En très peu de temps, on constate une amélioration significative de la participation, de l'implication et du moral des employés; on déplore aussi moins d'arrêts maladie, de blessures et d'absentéisme.

### Dans l'industrie de défense, le LEAN occupe déjà une place prépondérante

Nombreux sont les exemples de projets qui démontrent, par l'intérêt qu'ils ont suscité et les résultats déjà obtenus, que le LEAN constitue une logique d'amélioration continue efficace dès lors qu'elle est sérieusement conduite, sûre et pérenne.

Le *LEAN management* est désormais présent dans toutes les lignes de production de l'industrie de défense, certes à plus ou moins grande échelle, mais bien présent chez RTD<sup>24</sup>, Thalès, Nexter, etc.

On constate aussi que le LEAN, communément destiné au management et à la fabrication, s'étend peu à peu pour gagner toutes les composantes de l'entreprise. Ainsi, ces grands groupes ont désormais élargi leur champ d'application du LEAN à des domaines tels que l'*engineering*, stratégie plus récente visant à réduire les itérations lors de la conception d'un matériel en se focalisant sur les bonnes pratiques connues et en se servant des erreurs passées. D'abord considérées comme abstraites, ces visions du LEAN ont, en impliquant moins d'intervenants que pour le *LEAN manufacturing*, d'ores et déjà prouvé leur efficacité. En relations de plus en plus étroites avec ces industriels privés dont le domaine défense ne constitue, pour la plupart, qu'une partie de leur panel d'activités, les maîtrises d'œuvre étatiques doivent en permanence rester compétitives afin de perdurer. En effet, même si leurs spécificités opérationnelles les placent au rang d'éléments indispensables au sein de nos armées, il n'en est pas moins certain que l'environnement économique génère une comparaison inévitable entraînant souvent des choix économiques basés sur la notion de «moins disant» dans l'attribution ou la révision des marchés de soutien.

Les nouveaux impératifs opérationnels et économiques nécessitent une nouvelle fois une refonte qui génère des choix dans l'organisation du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres. Comme pour l'industrie de défense, la mise en œuvre du *LEAN management* au sein des maîtrises d'œuvre étatiques de l'armée de Terre (SMITer) constitue une voie de progrès devenue incontournable pour gagner en efficacité et en performance. «Osons le LEAN possible»<sup>25</sup> en plaçant encore davantage l'humain au premier plan, et innovons en profitant des atouts de chacun.

*Issu de l'École militaire interarmes, promotion «Général de Lanlay» 2003-2005, le Capitaine (TA) Gilles HYVERNAULT cumule 18 ans de service dont 16 dans le maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres de l'armée de Terre. Il a notamment commandé une compagnie de maintenance projetable à Poitiers, unité élémentaire appartenant successivement au 9<sup>ème</sup> BMAT puis au 2<sup>ème</sup> RMAT. Après avoir réussi le diplôme technique filière sciences de l'ingénieur, il poursuit actuellement une scolarité en master spécialisé LEAN: production et logistique au sein de l'ENSAM ParisTech, avec une mission industrielle à Buc chez General Electrics Healthcare.*



[Retour Sommaire](#)

<sup>23</sup> WIP : *work in process*

<sup>24</sup> Renault Trucks Défense

<sup>25</sup> Chef d'escadron M. Delavernhe, *Cahiers du CESAT N°39*

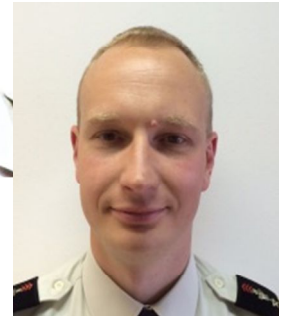


[Retour Sommaire](#)

## L'évolution technologique des transmissions au profit des liaisons de commandement dans les opérations terrestres depuis la Première Guerre mondiale



CBA C. Lacroix



CBA G. Levasseur

Par les Chefs de bataillon Cyrille LACROIX et Guillaume LEVASSEUR

***Cette étude, basée sur des exemples historiques, visera à décrire l'évolution des moyens de transmissions au profit du commandement militaire en opération. En analysant les progrès et l'apport des systèmes de transmissions dans la façon de commander ou de concevoir une manœuvre, les auteurs de cet article mettent en exergue trois invariants prépondérants : la nécessité pour les innovations de s'imposer face à des facteurs psychologiques, la combinaison de tous les moyens existants dans la conception d'architectures réseaux pour répondre au principe d'économie des moyens, et la nécessité pour la défense de prendre l'ascendant sur les projets de technologie duale liés aux systèmes de transmissions.***

«Étudions donc l'homme dans le combat car c'est lui qui fait le réel», disait Ardant du Picq au XIX<sup>ème</sup> siècle. Même si le combat repose indéniablement sur l'être humain, les évolutions technologiques sont un facteur de plus en plus prégnant dans les armées modernes.

Cette étude, basée sur des exemples historiques, visera à chercher la trame de fond de l'évolution des moyens de transmissions au profit du commandement militaire en opération. L'analyse mettra en parallèle des faits remontant à partir de la Première Guerre mondiale, avec un développement plus contemporain des technologies de communication. Chercher une trame, un fil conducteur à cette évolution dans le cadre particulier des opérations militaires, c'est avant tout initier une réflexion sur les évolutions du commandement, mais aussi sur la nature des opérations menées. Si certains changements purement techniques proviennent d'une progression linéaire de la science, d'autres naissent d'une véritable rupture. Cette relation se reporte-t-elle de manière automatique sur les outils et les manières d'aborder le commandement militaire? Certains facteurs viennent-ils au contraire influencer sur cette relation? Au travers de cette étude, il sera démontré comment les avancées technologiques dans le domaine des transmissions ont participé à l'évolution du commandement et à la nature des opérations.

Cette étude aboutit au fait que les liaisons de commandement profitent des progrès technologiques par paliers successifs qu'il s'agit parfois d'imposer au sein d'un conservatisme inhérent au modèle, mais qui suit des invariants. En effet, cette évolution doit convaincre pour apporter, combinée avec tous les moyens déjà existants, des systèmes d'information et de communication spécifiquement adaptés aux opérations militaires.

Nous expliciterons, au fil de cette étude, trois invariants que l'histoire militaire et l'histoire des technologies nous permettent de dégager. Tout d'abord, il s'agit de mettre en évidence la nécessité pour les évolutions faites dans le domaine des transmissions de s'imposer et être acceptées par la pensée militaire avant d'être adoptées: les facteurs psychologiques sont ici prépondérants. Ensuite, nous pourrions démontrer à un niveau plus technique que la conception d'une architecture de communication s'établit avec le but d'apporter un appui au plus près des unités au contact, ce qui implique le déploiement des moyens les plus diversifiés. Enfin, et pour apporter une réflexion prospective à cette étude, il sera mis en évidence que les armées ont besoin de développer des moyens propres afin d'obtenir des systèmes adaptés aux contraintes spécifiques des opérations.

\*  
\* \*

## Évolution technologique et doctrinale

L'évolution de la doctrine des armées par rapport au développement technologique nécessite une acceptation par la pensée militaire. Certes, la technologie doit démontrer son utilité pour s'imposer au sein d'une doctrine d'emploi, mais d'autres facteurs ralentissent l'intégration de nouveaux procédés. Enfin, ce sont parfois les évolutions tactiques qui initient la réflexion liée au développement et à l'utilisation de nouvelles technologies.

- **Des évolutions devant prouver leur efficacité**

La doctrine militaire s'adapte évidemment aux réalités du temps présent. Mais un conservatisme existe dans tout système militaire, à dessein: il lui permet de garantir sa survie (résilience) face à un changement subi de manière irraisonnée<sup>1</sup>. Un procédé qui a donné satisfaction jusque-là ne pourra évoluer que s'il est démontrable que l'ennemi pourra le prendre à défaut<sup>2</sup>. Ainsi, Béatrice Heuser démontre<sup>3</sup> que les facteurs culturels et psychologiques sont également importants dans la prise en compte des évolutions technologiques: il existe une barrière idéologique avant la confrontation aux preuves concrètes. Dans le monde des transmissions, cette perspective est d'autant plus vraie qu'elle touche le cœur des outils approchant la décision opérationnelle. Il est donc absolument nécessaire qu'un système de communication et d'information donne satisfaction avant d'être déployé. Une force s'appuyant sur un système déficient peut rapidement perdre le bénéfice de la technologie dont elle dispose.

Ainsi, les États-Unis ont déployés au Vietnam un système automatisé de traitement des données avant toute rédaction d'un ordre au niveau de la division. Michel Goya<sup>4</sup>, en reprenant l'exemple de Martin Van Creveld<sup>5</sup>, nous montre comment la saturation informationnelle créée par ce système, pourtant conçu pour accroître le cycle décisionnel, conduit à une paralysie de l'état-major. Au lieu de plusieurs jours ou semaines, il faudra en effet plusieurs mois à un état-major de division pour écrire un ordre à cause du nombre trop important de données remontées<sup>6</sup>.

- **De la prise en compte doctrinale des avancées technologiques**

En 1910, aviation et TSF<sup>7</sup> sont deux inventions récentes qui vont «grandir» et se «nourrir» réciproquement<sup>8</sup> pendant la Première Guerre mondiale. La combinaison de ces deux domaines, qui accroîtra leurs effets respectifs, se heurtera aux contraintes techniques et aux barrières psychologiques des décideurs.

Au début des hostilités, aucun avion militaire français n'est équipé de TSF. Il est pourtant scientifiquement démontré la possibilité de communiquer à des portées de 20 à 50 kilomètres, mais il faudra attendre la stabilisation du front pour voir développer les émetteurs dans des aéronefs autres que les dirigeables<sup>9</sup>. Pour l'état-major, l'aviation joue principalement un rôle dans les reconnaissances lointaines et le poids demeure une contrainte majeure<sup>10</sup>.

Pourtant, les progrès techniques se poursuivent, en particulier au travers des recherches du Capitaine Ferrié. L'idée d'équiper les avions en TSF, rejetée d'abord par l'infanterie, sera adoptée par l'artillerie pour effectuer le guidage des tirs<sup>11</sup>. En effet, les techniques de réglage rudimentaires ne favorisent pas l'économie des obus. Ainsi, le 25 octobre 1914, la V<sup>ème</sup> armée effectue le réglage de tir d'une batterie de 120 en quelques coups par temps couvert<sup>12</sup>. À ces succès techniques déterminants, succéderont des aménagements tactiques. Dès 1915, le réglage de tir par TSF est employé à grande échelle. À titre d'exemple, la seule IV<sup>ème</sup> armée en effectue en moyenne 16 par jour entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 15 octobre 1915.

- **Une évolution initiée par la réflexion tactique**

Enfin, ce sont parfois les évolutions tactiques qui font réfléchir au développement et à l'utilisation de nouvelles technologies.

La mise en œuvre d'une doctrine d'emploi interarmées efficace en concentrant des moyens blindés en tête de l'attaque nécessitait une coordination accrue. Ce «*blitzkrieg*», utilisé par l'armée allemande au début de la Seconde Guerre mondiale, notamment pendant la campagne de France, a vu la généralisation de l'embarquement des radios dans les blindés. Au-delà de l'évolution doctrinale de l'armée allemande en 1940, la différence de conception du char de bataille caractérise l'emploi des transmissions par les deux camps. En effet, les modèles français, conçus pour accompagner l'infanterie, disposaient d'un blindage et d'une puissance de feu importants<sup>13</sup>, mais pas de radios. Le char allemand bénéficiait, quant à lui, d'une avancée sur le plan des communications. Cette capacité lui conféra une aptitude à coordonner la manœuvre, contrairement au matériel français. *Le Mythe de la Guerre-Eclair*, de Karl-Heinz Frieser, met en évidence cette distinction majeure.

Cet exemple montre que l'utilisation des nouvelles technologies peut découler de réflexions tactiques, en particulier dans le domaine des télécommunications. En creux, une mauvaise prise en compte de ces facteurs mène potentiellement à la défaite.

<sup>1</sup> «Le techno-scepticisme (ou prudence salutaire) est de mise dans nombre de milieux, le militaire n'échappant pas au phénomène». Daniel Ventre, dans «*Cyberattaque et Cyberdéfense*», p. 205.

<sup>2</sup> «Disposer d'une technologie nouvelle, c'est avoir un avantage sur l'adversaire, tant que celui-ci n'a pas rattrapé son retard en se dotant des mêmes nouveautés», Daniel Ventre, *op. cit.*, p. 203.

<sup>3</sup> Dans «*Penser la stratégie: de l'antiquité à nos jours*», Béatrice Heuser.

<sup>4</sup> <http://lavoiiedelepee.blogspot.com/2012/12/letouffement-informationnel-le-cas-de.html>

<sup>5</sup> Dans son ouvrage «*Command in war*».

<sup>6</sup> «Les lignes de communications deviennent si encombrées que chaque service tente de contourner la difficulté en créant son propre réseau et un PC opérations d'un état-major de division finit ainsi par comprendre pas moins de 35 lignes différentes. Cet engorgement, associé à la complexité des structures, a pour première conséquence de ralentir considérablement la planification. Une opération offensive de 30.000 hommes comme Cedar Falls en 1967 demande quatre mois de préparation. L'armée la plus moderne au monde est ainsi la plus lente à s'organiser, du fait même de son modernisme», Michel Goya, *Ibid.*

<sup>7</sup> Télégraphie sans fil

<sup>8</sup> Cf. article «Quand la TSF prend l'air», de Aimé Salles dans *Radiofil Magazine* n°56 mai-juin 2013.

<sup>9</sup> En 1914, seuls les dirigeables sont équipés d'émetteurs puissants (500 à 2000 W), de grande portée (400 à 500 km).

<sup>10</sup> L'avion doit pouvoir transporter trois personnes (pilote, technicien et observateur) et avoir une portée de 150 km avec une réserve d'essence et d'huile permettant au moins deux heures de vol. En 1913, la Compagnie générale radiotélégraphiste (CGR) propose un émetteur de 300 W d'un poids raisonnable de 35 kg, mais la portée sur le monoplan Déperdussin sera jugée insuffisante.

<sup>11</sup> Cf. article «Quand la TSF prend l'air», de Aimé Salles dans *Radiofil Magazine* n°56 mai-juin 2013.

<sup>12</sup> Le rapport du Capitaine Vieillard, de l'armée de Verdun, illustre l'opinion générale: «Les artilleurs estiment qu'il y a un progrès immense (...) les signaux sont reçus très nettement et très forts».

<sup>13</sup> Comparaison des chars les plus massifs. Chars français: épaisseur du blindage 60 mm, canon de 47 et 75 mm / chars allemands: épaisseur maximale du blindage 25 mm, canon de 37 mm.

## Des architectures de systèmes d'information et de communication diversifiées et tendant à l'appui des niveaux les plus bas

La conception d'une architecture de systèmes d'information et de communication se réalise avec tous les moyens disponibles pour appuyer au plus près les unités tactiques responsables de l'action principale. Il s'agit de remarquer d'abord la combinaison du fil et de la radio pour améliorer l'efficacité des moyens de commandement. Ensuite, les liaisons dirigées ont permis un gain en débit. C'est enfin le lien satellitaire qui s'impose comme un moyen de résoudre les problématiques majeures.

- **Du fil à la radio**

À la fin de la Première Guerre mondiale, le réseau de commandement repose sur un système de transmissions complexe s'appuyant tant sur les dernières innovations technologiques que sur la robustesse des émetteurs anciens<sup>14</sup>.

Au regard des besoins tactiques en matière de communications, la multiplication des postes de transmissions sur le front se heurte à des contraintes techniques. Afin de permettre une utilisation généralisée des émetteurs, l'enjeu repose d'une part sur l'extension des gammes de fréquences disponibles et d'autre part sur la capacité à définir précisément la longueur d'onde utilisée. À titre d'exemple, en 1916, la zone d'action d'un corps d'armée à deux divisions (front de 4 km) dispose de huit longueurs d'ondes et de deux tonalités, soit 16 liaisons maximum. Par ailleurs, les nouvelles générations de canons, dont la portée augmente en 1917 (environ 30 km), imposent des élongations électromagnétiques plus importantes.

L'invention de la lampe à trois électrodes (triode) en 1907 de l'Américain Lee de Forest, qui n'a pas initialement bouleversé le monde scientifique, a un effet retentissant par le biais des travaux de Gustave Ferrié et de son équipe. S'appuyant sur trois utilisations (générateur, amplificateur et détecteur<sup>15</sup>), son exploitation à des fins militaires sous la forme de lampe TM (télégraphie militaire) redonne de la souplesse d'emploi aux tacticiens en matière de liaisons.

- **Développement des faisceaux dirigés**

Lors du premier conflit mondial, les rayonnements utilisés pour les communications revêtaient un caractère omnidirectionnel<sup>16</sup>. Vers 1931, l'avènement des hyperfréquences permit de maîtriser les propagations rectilignes. Cette transformation de la liaison du «point à zone» vers le «point à point» révolutionna les systèmes de communications et déboucha sur le concept de faisceau hertzien.

Diriger les ondes hertziennes devint donc un enjeu militaire important. Leur propagation remarquablement stable et le débit croissant furent mis en œuvre par des successions de «bonds radioélectriques» (relais sur les points hauts) afin de s'affranchir des masques coupant les lignes droites des faisceaux.

Historiquement, l'aboutissement de ces techniques se manifesta rapidement. À titre d'exemple, le système BACKPORCK, déployé en janvier 1962, constitua la colonne vertébrale des communications stratégiques au Vietnam<sup>17</sup>. Cinq villes principales furent ainsi connectées à la Thaïlande par le biais d'installations par diffusion troposphérique. Au niveau tactique, la garnison de Khe Sanh, soumise à d'intenses combats en avril 1968, fut reliée au monde extérieur principalement par les liaisons de ce type. Opéré par le 544<sup>ème</sup> détachement de transmissions, ce système demeura le seul lien et permit à la garnison de tenir.

- **L'essor des moyens satellitaires**

Enfin, le moyen satellitaire s'impose comme une solution d'ubiquité au profit des échelons tactiques.

Après la première guerre du Golfe, les Américains s'engagent vers l'emploi généralisé de moyens satellitaires jusqu'aux plus bas échelons afin de pouvoir commander avec des élongations dépassant les capacités des moyens FH<sup>18</sup>. Cette plus-value indéniable, obtenue dès la seconde guerre du Golfe de 2003, est née de l'analyse du déploiement de l'opération *Desert Storm* de 1991 par le commandement militaire et le monde politique américain. Il aura fallu imposer un rapport de force très favorable, avec une préparation de cinq mois et une projection de 500.000 hommes, pour vaincre. Par rapport au coût financier, la question se pose d'une révolution des affaires militaires (RMA<sup>19</sup>) permettant un usage systématique de la technologie pour obtenir plus rapidement et à moindre frais la décision<sup>20</sup>. En 1998, dans leur publication *Network Centric Warfare*, le Vice-amiral Arthur Cebrowski de l'*US Navy* et John J. Garstka donnent le nom du mythe mobilisateur technocentré à l'âge des nouvelles technologies de l'information et de communication: les opérations réseaux-centrées.

Ainsi, la guerre d'Irak de 2003 devient la première guerre où les moyens satellitaires sont déployés à grande échelle, tant pour le renseignement que pour la transmission de l'information au sein des chaînes hiérarchiques jusqu'aux plus bas échelons<sup>21</sup>.

### De la nécessité de développer des moyens spécifiques aux opérations militaires

<sup>14</sup> Ministère de la Guerre, *Cours de Liaisons et de Transmissions*, bibliothèque patrimoniale

<sup>15</sup> La capacité à créer des ondes entretenues augmenta la portée (en concentrant l'énergie dans un spectre étroit), et la réception devint plus sensible et sélective par l'amplification et la détection.

<sup>16</sup> En effet, les longueurs d'ondes étaient au moins kilométriques, voire myriamétriques, et la portée se limitait à quelques centaines de kilomètres malgré des puissances élevées.

<sup>17</sup> Rebecca Robbins Raines, *«Getting the Message Through, A Branch History of the U.S. Army Signal Corp»*

<sup>18</sup> Faisceau hertzien.

<sup>19</sup> Pour une histoire critique des révolutions dans les affaires militaires, voir Colin Gray dans *«La guerre au XXI<sup>ème</sup> siècle»*, p. 88 à 112, *Économica*.

<sup>20</sup> Jean-Pierre Maulny, *«La guerre au XXI<sup>ème</sup> siècle»*, p 31-36.

<sup>21</sup> «C'est lors de l'opération *Juste cause* au Panama en 1989 que les États-Unis ont utilisé pour la première fois de manière significative les satellites. Mais il a fallu attendre la guerre du Golfe de 1990-1991 pour assister à la «première guerre spatiale», c'est-à-dire à une utilisation importante des moyens spatiaux en soutien des opérations terrestres. Lors de la guerre du Kosovo, en 1998-1999, les Américains disposent de quarante-huit satellites quand les Européens n'en alignent que deux. Pour la première fois, avec la guerre d'Irak de 2003, les armées américaines disposent d'une information satellitaire 24 heures sur 24», Jacques Villain, *ESPACE (CONQUÊTE DE L') - La militarisation de l'espace*, Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 02/04/2015. URL: <http://www.universalis.fr/encyclopedie/espace-conquete-de-l-la-militarisation-de-l-espace/>

Enfin, les armées, dans le cadre de la défense, ont un besoin réel de développer des moyens propres si elles souhaitent répondre de manière adéquate aux contraintes spécifiques des opérations.

- **Les ruptures technologiques apportées par un développement orienté vers les besoins de la défense**

En premier lieu, nous pouvons remarquer que le développement de technologies pour mettre en œuvre une stratégie militaire entraîne des bonds capacitaires indéniables. Dans le domaine des systèmes de transmissions et outils de commandement, la DARPA<sup>22</sup> est un exemple remarquable des innovations de rupture apportées par une recherche orientée pour répondre aux besoins opérationnels des armées américaines. Cet organisme de recherche de la défense américaine a produit des avancées reprises ensuite par le monde civil et les acteurs économiques, pour un essor dans le monde entier.

La stratégie nucléaire américaine a induit le développement de deux avancées majeures en termes de communication:

- Internet: créé pour permettre la liaison entre centres de commandement, systèmes de détection, radars, même si l'un d'entre eux est détruit dans le cadre d'une attaque soviétique sur les centres de commandement ou les villes américaines<sup>23</sup>;
- le GPS<sup>24</sup>: afin de pouvoir connaître, pour un sous-marin nucléaire, sa position et celle de sa cible.

Ces deux innovations de rupture sont nées d'une volonté de répondre à des besoins opérationnels de la défense américaine. Elles se sont développées ensuite grâce aux multiples emplois possibles dans le monde civil.

- **La réponse aux échecs tactiques ou aux besoins opérationnels**

De plus, les systèmes de communication développés après des échecs tactiques ou pour répondre aux contraintes opérationnelles créent une plus-value tactique indéniable parce qu'ils sont pensés pour l'utilisation militaire.

Les pertes subies lors de l'attaque d'Uzbeen en 2008 par l'armée française en Afghanistan ont fait prendre conscience de la nécessité du lien permanent entre une unité et son commandement. Le VAB VENUS<sup>25</sup> est né de cet échec et a apporté, pour les opérations actuelles, une autonomie indéniable au chef tactique et une liberté d'action au chef interarmes pour concevoir des manœuvres dynamiques<sup>26</sup>.

Cette illustration, qui montre le développement des matériels de transmissions au plus bas niveau, peut être mise en perspective avec l'essor du char TSF au cours de la Première Guerre mondiale. Ainsi, la nécessité de communiquer avec les échelons tactiques s'est fait sentir dès 1917: «Un char d'assaut sera muni d'appareils émetteurs et récepteurs de TSF [...] Ce char TSF, servant en principe de poste de commandement mobile au commandant, permettra de recevoir, d'une part les renseignements sur la marche du combat envoyé par l'avion d'accompagnement, d'autre part les ordres du commandant de la division»<sup>27</sup>.

- **Pour une recherche duale où la défense prend l'ascendant**

Surtout, il est nécessaire de penser à la création de moyens propres et non issus de technologies uniquement civiles parce que les contraintes sont parfois exclusivement militaires.

Les technologies duales sont évidemment inhérentes au développement des projets militaires parce que les débouchés commerciaux permettent de leur garantir un cycle économique. Mais il est important de remarquer que, si la nécessité de bénéficier de systèmes de transmissions répondant aux besoins opérationnels des armées est réelle, alors la défense doit prendre l'initiative sur cette dualité. Cette prise d'ascendant sur la recherche et développement de projet en lien avec les armées et les industriels pourrait se faire à l'image du développement du domaine aéronautique et de dissuasion effectué par l'ONERA<sup>28</sup>.

Ainsi, à titre d'exemple, pour les systèmes de transmissions actuels, il devient absolument nécessaire de penser une solution viable permettant de répondre à deux conditions opposées:

- la nécessité d'imposer des niveaux de confidentialité différents avec une séparation de flux entre réseaux;
- la nécessité d'obtenir une transmission de bout en bout afin de permettre à la chaîne de commandement une plus grande efficacité.

Seule une réflexion initiée par la défense<sup>29</sup> permettra d'aboutir à un système combinant les deux contraintes.

**En conclusion**, il convient de réaffirmer que le facteur humain reste prépondérant dans la conduite de la guerre. Mais les technologies de transmission de l'information ont aujourd'hui investi un champ devenant tant une opportunité qu'un risque pour les armées modernes.

En étudiant l'évolution de ces systèmes et de leur apport dans la façon de commander ou de concevoir une manœuvre, il est possible de mettre en exergue, sans être exhaustif, trois invariants prépondérants: la nécessité de s'imposer face à des facteurs psychologiques, la combinaison de tous les moyens existants dans la conception d'architectures réseaux pour répondre à la

<sup>22</sup> *Defense Advanced Research Projects Agency*, Site de la DARPA, <http://www.darpa.mil/>

<sup>23</sup> [http://www.darpa.mil/attachments/\(2015\)%20Global%20Nav%20-%20About%20Us%20-%20History%20-%20Resources%20-%2050th%20-%20Internet%20\(Aproved\).pdf](http://www.darpa.mil/attachments/(2015)%20Global%20Nav%20-%20About%20Us%20-%20History%20-%20Resources%20-%2050th%20-%20Internet%20(Aproved).pdf)

<sup>24</sup> *Global Positioning System*

<sup>25</sup> Véhicule de l'avant blindé Véhicule de commandement Nomade comm\_Quant par Satellite. Voir *Notice d'emploi du VAB VENUS – SIC 40.438*, édition 2013, École des transmissions, armée de Terre.

<sup>26</sup> «L'utilisation des VAB VENUS permet donc de s'affranchir des problèmes d'élongation, autorisant le GTIA à agir sur des distances supérieures à ses normes d'engagement», Lieutenant-colonel Cyril Leprêtre, chef du bureau opérations instruction du 92<sup>ème</sup> régiment d'infanterie lors de l'opération Serval au Mali (1<sup>er</sup> mandat), dans *Réflexions Tactiques n°30*, août 2014.

<sup>27</sup> Grand quartier général des armées du Nord et du Nord-Est, état-major, 3<sup>ème</sup> Bureau et aéronautique, n° 28.157, du 26 septembre 1917, note relative à l'action de l'aviation et de l'artillerie dans le combat des chars d'assaut, secret, signée Général Debenedy, *Major Général*.

<sup>28</sup> L'office national d'études et de recherche aérospatiales, organisme créé en 1946 et placé sous l'autorité du ministre de la Défense, a pour mission de «développer et d'orienter les recherches dans le domaine aéronautique civil et militaire, de concevoir, réaliser et mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'exécution de ces recherches et d'en favoriser la valorisation par l'industrie», dans <http://rpdefense.over-blog.com/2016/05/70-ans-de-l-onera-itw-de-bruno-sainjon-president-de-l-onera.html>, et code de la défense, partie 3, livre IV, titre II, chapitre III, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000019839554&idSectionTA=LEGISCTA000019839556&cidTexte=LEGITEXT000006071307&dateTexte=20160522>

<sup>29</sup> Au sein d'un organisme de recherche ou de la DGSIC (Direction Générale des Systèmes d'Information et de Communication) avec une évolution de ses missions.

nécessaire économie des moyens, et la nécessité pour la défense de prendre l'ascendant sur les projets de technologie duale liés aux systèmes de transmissions.

La plus-value apportée par les systèmes de transmissions se fait donc par paliers successifs, en suivant les invariants cités précédemment. Il s'agit donc pour les innovateurs de défendre avec honnêteté intellectuelle, pragmatisme, mais aussi détermination, les concepts nouveaux permettant de faire progresser les outils de commandement. Le potentiel à chercher et trouver des innovations de rupture correspondant aux besoins opérationnels des manœuvres aéroterrestres est également une capacité majeure qui pourrait se retrouver dans le périmètre du ministère de la défense.

*Saint-Cyrien de la promotion «Général de Galbert», le Chef de bataillon LACROIX choisit de servir dans l'arme des transmissions. Il effectue sa première partie de carrière au 40<sup>ème</sup> régiment de transmissions, puis au 53<sup>ème</sup> régiment de transmissions où il commande la 1<sup>ère</sup> compagnie. Il a été projeté au Liban et en Afghanistan pour le déploiement de systèmes d'information et de communication, puis en Côte d'Ivoire en cellule planification. Affecté au CDEF de 2013 à 2015, il sert en qualité d'officier traitant SIC au sein de la division doctrine. Il est actuellement stagiaire de l'École de guerre.*

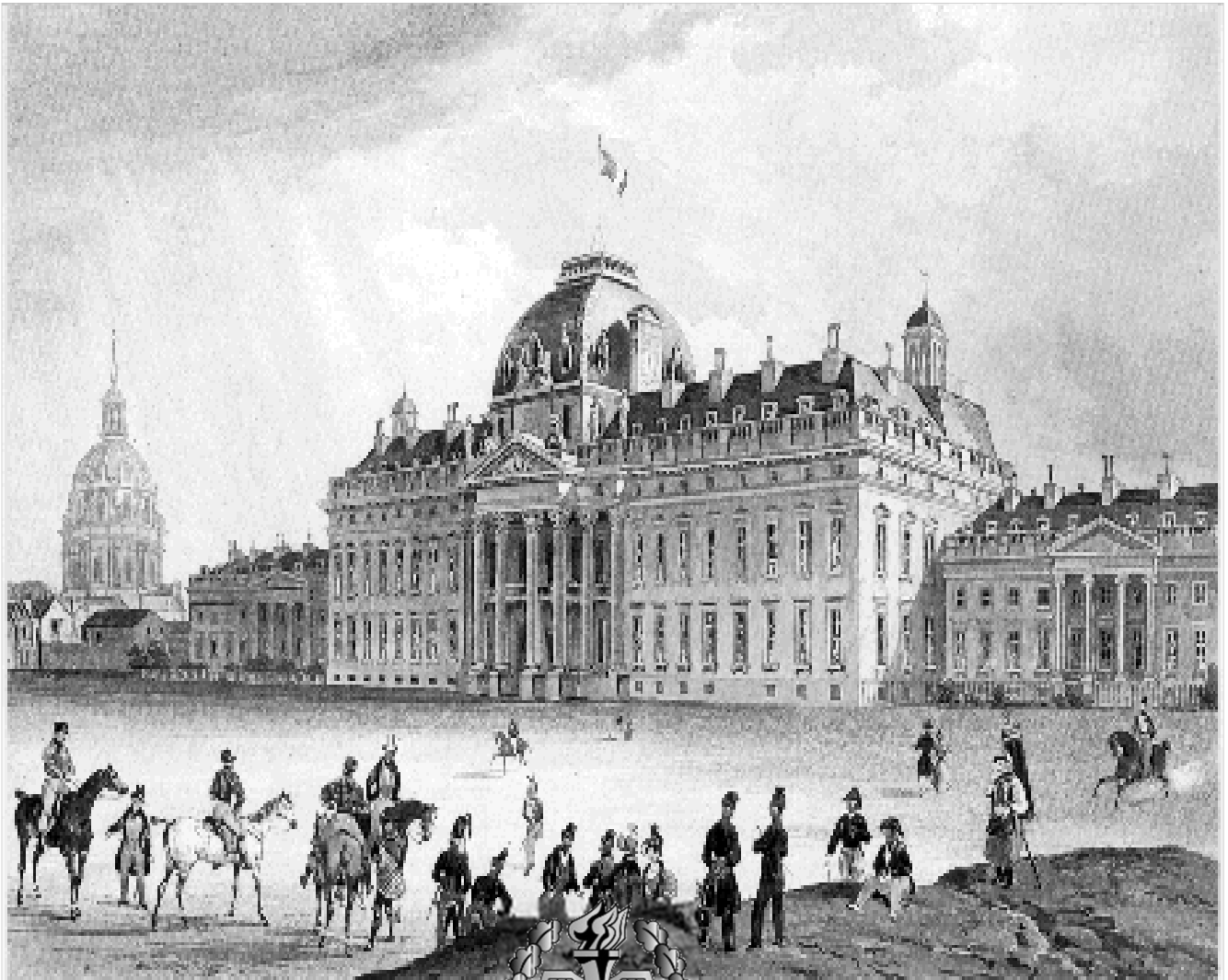
*Saint-Cyrien de promotion «Général de Galbert», le Chef de bataillon LEVASSEUR choisit de servir dans l'arme du génie. Il effectue sa première partie de carrière au 2<sup>ème</sup> régiment du génie comme chef de section et officier adjoint. Affecté au 31<sup>ème</sup> régiment du génie, il commande la 3<sup>ème</sup> compagnie de combat. Affecté au CENTIAL-51<sup>ème</sup> RI en 2013, il sert en qualité d'adjoint au chef du bureau tir entraînement. Il est actuellement stagiaire de l'École de guerre.*

## Bibliographie

1. «**La guerre au XXI<sup>ème</sup> siècle**», Colin S. Gray.
2. “**Command in War**”, Van Creveld.
3. *Penser la stratégie : de l'antiquité à nos jours*, Béatrice Heuser.
4. *Quand la TSF prend l'air*, article de Aimé Salles dans Radiofil Magazine n°56 mai-juin 2013.
5. «**Le Mythe de la Guerre-Eclair**» de Karl-Heinz Frieser.
6. «**La guerre en réseau au XXI<sup>ème</sup> siècle**», Jean-Pierre Maulny.
7. “**Getting the Message Through, A Branch History of the U.S. Army Signal Corps**” Rebecca Robbins Raines.
8. *Cours de Liaisons et de Transmissions*, bibliothèque patrimoniale.
9. *Réflexions Tactiques n°30*, CDEF, armée de Terre, Août 2014.
10. Interview de M. Bruno SAINJON, président de l'ONERA, in <http://rpdefense.over-blog.com/2016/05/70-ans-de-l-onera-itw-de-bruno-sainjon-president-de-l-onera.html>
11. Article de Michel Goya sur son blog «La voie de l'épée», <http://lavoiedelepee.blogspot.com/2012/12/letouffement-informationnel-le-cas-de.html>



# Nouvelles du Royaume-Uni



## L'armée de terre britannique en 2016



Par le Colonel Antoine de LOUSTAL

Le 28 octobre 2014, un mois après la prise de fonction de son nouveau chef, le Général Sir Nick Carter, l'armée de terre britannique quittait la province du Helmand en Afghanistan, après treize années d'opérations et plus de 450 morts. Un an plus tard, le 25 novembre 2015, était publiée la nouvelle *Strategic Defence and Security Review* (SDSR), le livre blanc sur la sécurité et la défense britannique, qui confirme la volonté britannique de toujours compter dans les relations internationales avec notamment l'engagement d'assurer un budget de défense à 2% du PIB<sup>1</sup>, comme souhaité par l'OTAN lors du sommet de 2014 au Pays de Galles<sup>2</sup>.

Ces deux dates importantes marquent de profonds changements au sein de l'*Army*. En effet, après avoir préparé et conduit «une guerre», celle de la contre-insurrection en Irak et en Afghanistan, l'*Army*, sous l'impulsion déterminée du Général Carter, met aujourd'hui tout en œuvre pour préparer «la guerre».

La première partie de cet article soulignera combien l'*Army* est sortie épuisée de ses 13 années d'engagements opérationnels en Irak et en Afghanistan, durant lesquelles, sous fortes contraintes budgétaires et opérationnelles, sa cohérence d'ensemble a été ébranlée. Le combat du *Chief of the General Staff*<sup>3</sup>, le Général Carter, consiste aujourd'hui à engager une action de refonte profonde de l'outil qui touche tous ses domaines structurants et vise à retrouver un certain équilibre; c'est l'objet de la deuxième partie.

Enfin, la dernière partie permettra de rappeler que ce contexte particulier offre des opportunités à notre coopération militaire bilatérale déjà particulièrement dynamique depuis la signature, le 2 novembre 2010, des traités de *Lancaster House*.

### L'Irak et l'Afghanistan: un engagement difficile qui a façonné les esprits, contraint les choix militaires mais aussi traumatisé l'opinion publique

Le Général Carter a pris le commandement en octobre 2014 d'une armée de terre relativement ébranlée. Cette dernière sortait en effet de 10 années de guerre en Irak (OP TELIC) et en Afghanistan (OP HERRICK), au cours desquelles elle déplorait respectivement 179 et 453 morts.

Les premières troupes britanniques avaient été déployées en Afghanistan en 2001 pour, avec les autres forces alliées, participer à la stabilisation des nouvelles institutions afghanes après la chute des talibans. Mais les efforts se portèrent plus significativement en Irak à partir de 2003 lorsque les Britanniques s'engagèrent aux côtés des Américains et qu'à cette époque la situation en Afghanistan restait relativement calme.

Ce n'est qu'à partir de 2005-2006, lorsque les talibans reprenaient l'offensive et que les forces de l'OTAN se redéployaient dans le sud de l'Afghanistan, que les Britanniques augmentèrent leurs efforts en choisissant de s'installer en Helmand. Ce déploiement semblait à la portée de l'*Army* qui imaginait alors pouvoir mener une opération de conquête des cœurs en limitant ses actions «cinétiques», comme en témoignent à l'époque les déclarations de John Reid, le secrétaire d'État à la Défense, qui pensait «pouvoir repartir sans avoir eu à tirer un seul coup de feu». La réalité fut tout autre. Les soldats de sa Majesté connurent l'enfer, allant même jusqu'à rebaptiser cette province le «*HellMand*» tant les années qui suivirent furent difficiles. Ils tirèrent plus de 500.000 cartouches, perdirent plus de 450 soldats et comptèrent le double de blessés.

Durant toutes ces années, l'*Army* fut en guerre permanente. Tout le fonctionnement de l'institution, toutes les décisions, tous les choix furent guidés par ce contexte d'une armée de terre qui fait la guerre et qui perd des hommes à un rythme auquel aucune autre armée de terre européenne n'a été confrontée dans l'histoire récente.

Ainsi, dans le domaine des équipements, fit-elle le choix des programmes d'urgence opérationnelle qui permettait sur le budget général (donc hors budget défense) d'acquérir des matériels souvent achetés sur étagère, si non spécifiquement conçus pour les besoins de l'opération en Afghanistan. Mais cette décision l'amena du coup à développer de nombreux micro-parcs de véhicules, dont la remise aux normes et la réintégration dans le parc global après l'Afghanistan ne va pas de soi aujourd'hui.

<sup>1</sup> *National Security Strategy and Strategic Defence and Security Review*, p.29.

<sup>2</sup> [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/478936/52309\\_Cm\\_9161\\_NSS\\_SD\\_Review\\_PRINT\\_only.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/478936/52309_Cm_9161_NSS_SD_Review_PRINT_only.pdf)

<sup>3</sup> Le CEMAT britannique

Dans le domaine RH, les modèles de carrières furent très liés aux critères opérationnels. Ainsi, le fait d'avoir commandé en Afghanistan était alors un déterminant majeur<sup>4</sup> pour accéder au généralat. Le modèle doit aujourd'hui être repensé alors que l'Army vit depuis la fin de l'Afghanistan une situation de temps de paix inédite pour la plupart des officiers et sous-officiers qui y servent.

La préparation opérationnelle fût elle aussi adaptée, avec un rythme parfaitement huilé sur un cycle à 48 mois donnant une grande visibilité aux unités et au personnel qui, à l'époque, enchaînèrent à un rythme de métronome, un an d'entraînement, six mois de déploiement en Afghanistan ou en Irak et six mois de remise en condition. La formation à Sandhurst s'adapta aussi au besoin du court terme et mit l'accent sur le premier emploi comme chef de section au combat en Afghanistan. Chaque jeune officier savait dès son arrivée en régiment qu'il enchaînerait de façon certaine deux à trois tours en opération en Afghanistan ou en Irak.

Dans le même temps, et alors qu'elle était tout entière tournée vers la guerre<sup>5</sup>, l'Army a dû aussi mettre en œuvre et « digérer » une revue stratégique particulièrement douloureuse pour l'ensemble du ministère de la défense.

La SDSR, le livre blanc britannique, voulue par le gouvernement en 2010, fut en effet caractérisée par son austérité et une réduction des effectifs sans précédent. L'exercice s'est en effet déroulé sous très fortes contraintes financières, avec des économies drastiques imposées par le gouvernement pour combler un « trou noir » de presque 70 milliards de livres. Ainsi, alors qu'elle était totalement engagée en Afghanistan, l'Army, forte en 2010 de 102.000 hommes, se voyait imposer une réduction de 20.000 hommes qui doit l'amener en 2018 à 82.000 hommes. L'Army est alors rentrée dans une situation presque ubuesque où elle devait continuer à recruter pour maintenir sa pyramide RH tout en se lançant dans une campagne de « licenciements »<sup>6</sup> avec des cadres et des soldats qui, pour certains, recevaient leur avis de mise en position de retraite alors qu'ils étaient en opération dans l'Helmand!

Cette description du contexte qui prévalait avant la prise de fonction du Général Carter est indispensable pour comprendre l'état d'esprit dans lequel se trouve l'Army fin 2014 lorsqu'elle quitte l'Afghanistan et que son nouveau chef prend ses fonctions. Elle permet aussi de comprendre l'importance des décisions voulues par le nouveau CGS, et qui ont été ancrées dans la nouvelle SDSR 2015.

### **Une SDSR qui renoue avec un budget en hausse et relance l'Army sur une vocation expéditionnaire...**

Le 23 novembre 2015 ont été publiées des nouvelles versions de la *National Security Strategy* (NSS) et de la *Strategic Defence and Security Review* (SDSR). La SDSR 2015 démontre la volonté du gouvernement de renforcer l'outil de défense en tirant parti d'une situation économique nationale favorable. Avec un budget en augmentation de 0,5% au-dessus de l'inflation jusqu'en 2020, l'effort est porté sur le contre-terrorisme, le domaine cyber, le maintien d'une dissuasion nucléaire, le territoire national et la modernisation d'équipements, prioritairement dans la *Royal Navy* et la *Royal Air Force*.

Le nouveau « livre blanc » britannique confirme ainsi que le Royaume-Uni souhaite rester un acteur de premier rang avec lequel il faut compter. Les signes forts en sont :

- un budget de la défense de 34 Mds £<sup>7</sup>, le plus important de l'UE, et qui se plie au critère de 2% du PIB imposé par l'OTAN;
- le renouvellement des moyens de dissuasion nucléaire comme pilier fondamental de la défense;
- une partie « équipement » en hausse de 12 Mds £ par an sur 10 ans<sup>8</sup>;
- et l'absence de réduction d'effectif militaire.

L'Army n'est pas en reste et se retrouve au cœur de deux efforts majeurs : la résilience sur le territoire national et le retour à une capacité expéditionnaire. Elle élargit ainsi son champ d'action et inscrit son modèle dans la *Joint Force 2025* décrite dans la SDSR 2015 et dans laquelle elle tient une place importante. Ce modèle se veut ambitieux, à la pointe de la technologie, capable de remplir un éventail plus large de missions et de générer rapidement une division capable d'affronter une armée moderne.

Après ces dernières années d'opérations de stabilisation, elle se recentre donc sur une capacité expéditionnaire de niveau division pour des opérations de haute intensité en s'appuyant notamment sur le nouveau concept de « *strike brigade* »<sup>9</sup>. Cette ambition sera assuré par la 3<sup>th</sup> (UK) Div, les *reactive forces*, le nouveau corps de bataille de la nouvelle Army, articulée autour de deux brigades blindées et deux *Strike brigades* équipées en *Scout* et en *Mechanized Infantry Vehicle* (MIV)<sup>10</sup>.

Parallèlement, l'Army devra pouvoir s'engager sur le territoire national (notion de résilience qui constitue un nouvel effort marqué dans cette SDSR) en soutien des autorités civiles et des forces de l'ordre. Elle devra aussi participer au contre-terrorisme et assurer des missions de coopération internationale et de soutien au profit d'armées alliées. Ce sera le cœur des activités de la 1<sup>st</sup> (UK) Div, les *adaptable forces*, qui s'appuieront sur six brigades à dominante d'infanterie légère, principalement équipées des matériels acquis pour l'Afghanistan<sup>11</sup>, et de bataillons spécialisés aux effectifs réduits, mais densifiés en cadres. Ces nouveaux bataillons, formés à partir des actuels bataillons d'infanterie légère, devraient ressembler à des détachements d'assistance

<sup>4</sup> Cette condition était presque indispensable au point que certains lieutenants-colonels pourtant prévus pour commander d'illustres régiments quittaient le service actif lorsqu'ils apprenaient que leur régiment n'était pas prévu sur un tour en Afghanistan pendant leur temps de commandement.

<sup>5</sup> Au plus fort de son engagement en Afghanistan, l'Army déploiera jusqu'à 9.000 soldats.

<sup>6</sup> Le terme *redundancy* est sur toutes les bouches à l'époque.

<sup>7</sup> En augmentation de 0,5% au-dessus de l'inflation jusqu'en 2020.

<sup>8</sup> Soit un total à terme d'environ 180 Mds £

<sup>9</sup> Concept que l'on peut rapprocher des brigades médianes françaises et pour lequel le modèle et les capacités développés par l'armée de Terre au Mali avec la brigade Serval ou par les Américains en Irak constituent des sources d'inspiration.

<sup>10</sup> L'acquisition du MIV, véhicule de combat d'infanterie à roues, aux côtés du *Scout*, véhicule à chenilles, marque une évolution sensible des esprits vers le couple roues/chenilles au sein de l'infanterie mécanisée et de la cavalerie qui étaient jusque là toujours restées adeptes de la chenille.

<sup>11</sup> Les Britanniques parlent de « *return into the Core Programme* ». Procédure complexe compte tenu de leur diversité (problème de micro parc) et de leur financement initial (ces équipements ont, pour beaucoup, été achetés directement avec les fonds du Trésor, hors budget défense).



militaire à vocation interarmes. Cette division s'appuiera aussi sur une expertise régionale par brigade afin d'améliorer la compréhension des enjeux et de construire des relations sur le long terme dans les différentes régions du monde. La frontière entre ces deux divisions de deux pieds différents n'est pas encore complètement définie. Il est vraisemblable qu'une certaine flexibilité sera adoptée pour fournir les unités d'alerte et intervenir avec les capacités adaptées tant en opérations extérieures que sur le territoire national. À ces deux divisions s'ajoute enfin la *16<sup>th</sup> Air Assault Brigade* qui demeure toujours l'échelon d'urgence.

Cette réorganisation structurelle s'appuie sur des effectifs dont l'objectif de réduction à 82.000 militaires d'active est maintenu, mais renforcé par une composante réserve qui devient essentielle. L'ambition est en effet de recruter 30.000 réservistes et surtout de les intégrer plus significativement à l'ensemble, au point que le CGS affiche clairement dans toutes ses interventions qu'il commande une *Army* qui, à terme, sera forte de 112.000 hommes et femmes.

Ces évolutions marquent une volonté de tourner les pages afghanes et irakiennes. Elles s'accompagnent d'une réorganisation des structures de commandement et d'une évolution des esprits et du style de commandement.

La réorganisation du commandement a été entamée dès la prise de fonctions du CGS. Elle est en cours de finalisation au moment de la rédaction de ces lignes. S'articulant autour d'une séparation beaucoup plus nette qu'auparavant des fonctions de conception de celles de mise en œuvre, la chaîne de commandement est réorganisée autour de deux grands piliers regroupés à l'extérieur de Londres sur un même site à Andover: le *General Staff*<sup>12</sup>, un état-major fort de 360 personnes (avec une antenne à Londres), chargé de la conception et qui reprend à son compte toutes les fonctions de *Policy* et *Stategy*; le *Command Field Army*<sup>13</sup> et le *Support Command*, chargés de la mise en œuvre.

Le *General Staff* voit ainsi ses structures et sa façon de travailler évoluer. De fait, sa réorganisation se traduit par la mise en place d'équipes de travail plus jeunes et plus ramassées, évaluées selon des processus s'inspirant des méthodes américaines du *360° evaluation process*, par la création d'un poste de *Army Sergeant Major*<sup>14</sup> et, on touche ici à l'esprit et au style, par une « reprise en main » des colonels et brigadiers qui, lorsqu'ils sont affectés à ces niveaux de commandement, sont incités à développer un esprit plus collectif dépassant les corporatismes régimentaires<sup>15</sup>.

Cette volonté de faire évoluer les esprits se retrouve aussi dans le souhait du CGS d'élargir le recrutement aux minorités (10%) et aux femmes (15%)<sup>16</sup>, d'attirer plus de talents et d'universitaires dans les rangs de Sandhurst (« *We need best talents* ») et de créer des nouveaux modèles de carrière plus flexibles permettant à des cadres d'alterner carrière militaire et carrière civile.

### ... en maintenant le partenariat franco-britannique comme point d'attention essentiel

On le devine, ces réorganisations et nouvelles orientations offrent de réelles opportunités pour renforcer davantage notre coopération bilatérale terrestre.

Cette coopération est déjà extrêmement dense, comme en témoigne la validation, lors de l'exercice *Griffin Strike* en avril 2016, du concept d'emploi de la *Combined Joint Expeditionary Force (CJEF)*. Résultats de cinq ans d'efforts, cette CJEF est un des points clés de notre relation bilatérale relancée en 2010 dans le cadre des traités de « *Lancaster House* ».

Rappelons que l'ambition des deux nations concernant la CJEF est de pouvoir disposer d'une capacité à déployer sur court préavis, de façon autonome, un corps expéditionnaire d'un volume de 10.000 hommes sur l'ensemble du spectre des opérations pour une durée maximum de 90 jours. Catalyseur de notre interopérabilité, cette capacité, qui ne s'appuie sur aucune force permanente ni pré-désignée, a donné lieu depuis cinq ans à une série d'exercices bilatéraux, d'abord entre composantes d'armées puis de niveau interarmées, pour aboutir à cette validation en avril 2016.

Ce cadre très structurant, qui pour la composante terrestre vise à pouvoir déployer jusqu'à un état-major de division binational auquel seraient subordonnées une brigade française et une brigade britannique, permet donc aux deux armées de terre de développer leur interopérabilité. C'est l'enjeu majeur. Cela passe non seulement par les aspects techniques, mais aussi par une parfaite connaissance des procédures, des modes de pensées, des modes de travail et des cultures pour que le travail au sein des états-majors soit le plus fluide possible.

La densification des réseaux d'officiers d'échange et de liaison, les nombreux échanges dans le domaine de la préparation opérationnelle, le travail accompli par la *16<sup>th</sup> Air Assault Brigade* et la 11<sup>ème</sup> brigade parachutiste pour développer un binôme d'intervention d'urgence et, très récemment, l'échange de deux généraux adjoints de division, sont autant d'éléments concrets qui tendent vers ce but.

Ces résultats, bien que très satisfaisants, ne doivent pourtant pas être pris pour définitivement acquis, même si ce partenariat fait aujourd'hui partie des priorités des deux ministères de la défense, comme en témoignent les documents stratégiques publiés des deux côtes de la Manche et la densité des rencontres entre les deux ministres de la défense.

Les efforts sont donc aujourd'hui poursuivis en explorant de nouvelles pistes d'échange. Ainsi, alors que l'armée de Terre développe la force *Scorpion* et que l'*Army* met en place ses *strike brigades*, il paraît naturel d'échanger sur nos doctrines et concepts d'emploi dans le domaine des forces médianes.

Dans le domaine organisationnel, les deux partenaires ont aussi tout à gagner à échanger sur le niveau divisionnaire alors que l'armée de Terre, dans son projet « *Au contact* », redécouvre ce niveau et que l'*Army* s'est tout entière réorganisée autour de ses deux divisions.

Deux domaines dans lesquels il ne s'agit pas de copier ce que fait l'autre, mais plutôt d'essayer de trouver des points de convergence qui nous permettront d'être encore plus interopérables.

<sup>12</sup> Equivalent de l'EMAT

<sup>13</sup> Equivalent du CFT

<sup>14</sup> Equivalent du président des sous-officiers de l'armée de Terre proche du CEMAT.

<sup>15</sup> Sans vouloir casser le système régimentaire qui structure l'*Army* depuis toujours, le CGS souhaite insuffler au sein de ses officiers supérieurs un esprit plus collectif dépassant les corporatismes régimentaires.

<sup>16</sup> SDSR 2015

## Conclusion:

L'Army et l'armée de Terre sont deux organismes aux formats et aux ambitions très similaires au service de deux nations qui comptent sur la scène internationale. Le contexte sécuritaire qui façonne aujourd'hui la nature de nos engagements, tout comme le contexte économique qui contraint les choix de formats, ne laissent pas le choix d'une alternative à notre coopération bilatérale. Celle-ci a aujourd'hui atteint un niveau de densité tout à fait remarquable, au point que de vraies habitudes de travail ont été prises entre états-majors comme l'a démontré l'exercice *Griffin Strike 2016*. Osons dire aujourd'hui que si l'interopérabilité technique n'est pas la moindre des difficultés, l'interopérabilité culturelle, c'est-à-dire la compréhension des modes de travail et de pensée de l'autre, a beaucoup progressé.

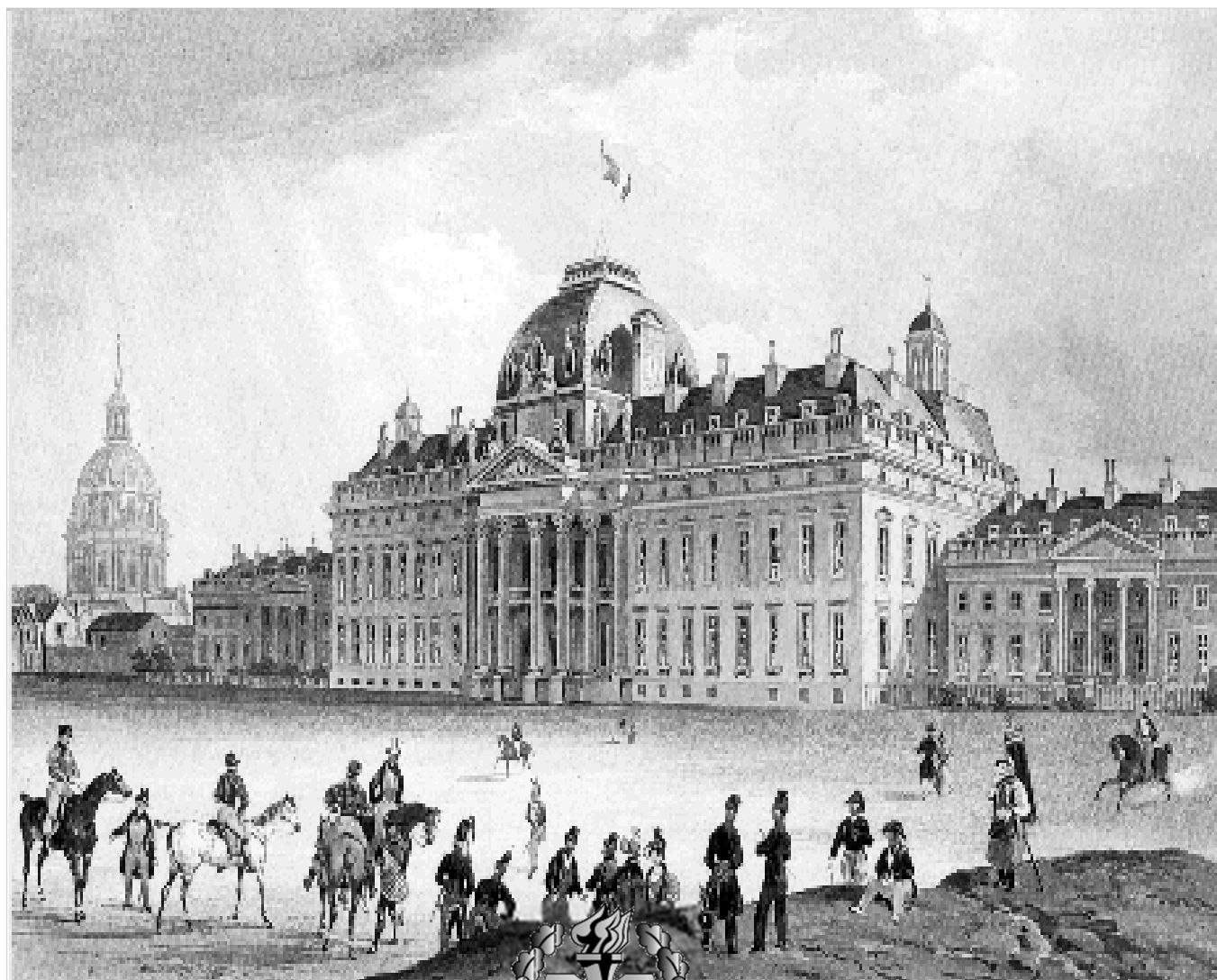
Alors que, le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a décidé par référendum de quitter l'Union européenne, on sent bien que cette relation bilatérale devient d'autant plus nécessaire. Les acteurs de la défense britannique ne cessent, depuis cette décision de «Brexit», d'envoyer des signaux rassurants. Pourtant, les écueils ne manquent pas. Au premier rang desquels les incertitudes sur la situation économique britannique et donc la soutenabilité de l'outil militaire, le risque d'une confiance qui pourrait s'émousser en fonction de la manière dont va se dérouler le processus de sortie de l'UE, et l'impact de cette sortie sur le positionnement stratégique britannique dans le paysage international.

Face à la détérioration inquiétante du contexte sécuritaire, tout particulièrement en Europe, il importe plus que jamais de tout mettre en œuvre pour maintenir et renforcer les liens étroits entre nos deux armées de terre et de continuer à travailler à l'interopérabilité des deux systèmes.

*Saint-cyrien et fantassin, le Colonel de LOUSTAL a servi dans une première partie de carrière au 3<sup>ème</sup> REI, au 1<sup>er</sup> RCP et au CNEC. Breveté de l'École de guerre en 2004 par la voie de l'EMSST, il est titulaire d'un master en ingénierie du management de SupElec. Après avoir servi à l'EMA, il a rejoint le 1<sup>er</sup> RCP en 2009 comme chef du bureau opérations avant d'en prendre le commandement en 2011. Le Colonel de LOUSTAL a été engagé en opérations en Afghanistan et au Liban, et a servi à plusieurs reprises dans des postes d'échanges ou de liaison avec l'armée de terre britannique. Diplômé du Royal College of Defence Studies, il est actuellement attaché de défense adjoint-Terre près l'ambassade de France à Londres.*



## On a aimé



**Alors Belka, tu n'aboies plus?<sup>1</sup>**

de Hideo FURUKAWA

**T**roublant et parfois inquiétant, cet ouvrage presque confidentiel narre un épisode quasiment inconnu de la Seconde Guerre mondiale: «Plus personne ne sait ces choses là...», écrit l'auteur...

Dans le Pacifique nord, en juin 1942, deux îles nord-américaines de l'archipel des Aléoutiennes furent conquises et occupées par les Japonais: l'île Attu et, plus à l'est, l'île Kiska, qu'ils rebaptisèrent Atsuta et Narukami en y dressant l'oriflamme du Soleil levant le 8 juin. Les États-Unis y avaient installé une station météorologique où vivotaient une dizaine d'observateurs, rapatriés dès après Pearl Harbour. Mais leur chienne, *Explosion*, y fut laissée. Une unité nipponne fut déployée avec un matériel important et des chiens combattants. La seule fois au XX<sup>ème</sup> siècle où le territoire américain fut occupé. L'opération fut déclenchée pour faire diversion à l'attaque programmée de Midway, commencée le 5 juin.

Lorsque tout commença à mal tourner, les Japonais évacuèrent les deux îles, dont le climat est épouvantable, entre mai et fin juillet 1943: deux croiseurs et neuf destroyers évacuèrent la totalité des 5.200 hommes, opération totalement inaperçue de l'armée américaine en raison de l'épais brouillard. Mais ils laissèrent quatre chiens sur l'île Kiska: trois japonais, *Masayu*, *Masaru*, et *Kita*, et *Explosion*; les quatre chiens survécurent tant bien que mal jusqu'au retour des Américains en octobre. Furukawa conte l'extraordinaire destin des descendants de ces quatre vaillants quadrupèdes.

Au passage, l'auteur dévoile la tradition de l'utilisation de chiens sur les théâtres d'opérations militaires, pratique fort ancienne de toutes les armées: gardiens, défenseurs, attaquants, renifleurs, espions, messagers, récupérateurs, brancardiers, plus récemment démineurs, et puis... éventuellement, chauferettes et casse-croûtes s'il n'y a plus d'autre solution. En 1942, les Japonais ont 40 ans d'avance sur les Américains dans le dressage de chiens combattants: leur première utilisation se situe en 1904 lors de la guerre contre la Russie tsariste; plus tard, ils seront largement engagés dans la conquête de la Mandchourie. Mais l'essentiel de leur technique émane de l'école allemande de dressage: en 1899, fut créée la Société du berger allemand de race pure, destinée à appuyer les opérations militaires. À la fin de la Grande Guerre, environ 20.000 chiens «firent merveille». Les Japonais utilisèrent ce savoir, croisant des bergers avec des hokkaidos, samoyèdes, ushkis, mastifs belges, des bâtards aussi. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, tous fronts réunis, on considère qu'environ 500.000 chiens «combattants» furent utilisés. Certains furent décorés en grande pompe.

Bref, *Explosion* retrouve les Yankees, que *Masaru* n'aime pas: après avoir mordu le premier qui l'approche, il se suicide, comme un bon Japonais, délibérément, en se précipitant dans un champ de mines. Les Américains réinvestissent les deux îles. *Explosion* met au monde cinq chiots, puis meurt en janvier 44. Les deux mâles survivants et les chiots sont rapatriés en Alaska; ces sept survivants sont les fondateurs (et fondatrices) de l'École cynégétique des *Marines*. Leurs descendants sont désormais des centaines de milliers... répandus dans tous les pays du monde. En effet, tous ces chiens furent ultérieurement engagés dans la guerre de Corée, pendant laquelle certains restèrent aux Chinois, aux Russes et à ce qui allait devenir la Corée du Nord; puis un rôle très actif fut donné aux chiens lors de la guerre du Vietnam. Les descendants de tous ces «descendants» essaimèrent en Sibérie – côtés russe et chinois –, en Afghanistan (croisés souvent avec les races locales), au Moyen Orient, en Ukraine... Ils participèrent à de nombreuses opérations, pas toujours très reluisantes ni avouables. Parmi eux, l'étonnant Belka, à la nombreuse descendance, dont l'intelligence a laissé pantois ceux qui l'ont approché et accompagné.

L'ouvrage est déroutant, parfois d'une grande cruauté, foisonnant, souvent délirant, qui présente, outre son récit historique très sérieusement documenté, deux aspects particuliers:

- d'abord, comme souvent dans la littérature orientale, il mélange faits historiques dûment vérifiés et récit imaginaire. Il est d'ailleurs sous-titré «roman». La petite fille qui devient chienne, le vieillard assassin sont autant de créations incertaines sorties des brumes sibériennes. Le lecteur est dans l'inclassable, le sauvage, dont on ne peut démêler l'onirique du réel;
- en second lieu, et c'est peut être cela le plus satisfaisant, de nombreux passages, parfois des chapitres entiers, sont racontés «du point de vue des chiens». Cette vue «basse» des événements, qui se situe à hauteur des mollets, recèle un humour ravageur, cynique, mettant en boîte les stupides manies humaines.



Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT

[Retour Sommaire](#)

<sup>1</sup> Philippe Picquier éditeur. Publié au Japon en 2005 avec succès, il n'est traduit en français – de manière remarquable par Patrick Honoré – qu'en 2011. En Poche en 2015

de John R. Robertson<sup>2</sup>

**P**enang, île de rêve avec ses collines douces agrémentées de cascades et ses plages blondes, tout au fond du golfe du Bengale. Les Britanniques ont tôt fait de se l'approprier, en 1786, la rebaptisant «île du Prince de Galles», avec pour capitale Georgetown, dessinée par l'infatigable Colonel Light, à partir de la petite ville sino-malaise préexistante, au bord d'une belle rade au confortable tirant d'eau, facile à surveiller et protéger... Penang achève la mainmise anglaise sur l'Asie du sud-est, et forme avec Malacca et Singapour «les Établissements du détroit». Hong Kong, première porte de la Chine, puis Shanghai complètent ce réseau: ces places, souvent situées dans des îles et sur des estuaires, sont des comptoirs, où stationnent assez peu de militaires car la puissance du système colonial britannique n'est pas impériale, mais mercantile: on y recherche surtout des points d'appui pour la marine commerciale<sup>3</sup> et les initiatives des «fermes d'État» ou d'entrepreneurs privés.

Penang est une pièce maîtresse: sa situation géographique lui permet de faire le lien entre l'Inde et la Chine, en toute tranquillité: l'opium transite à Penang en énormes quantités à partir de 1830-1840, de même que toutes sortes de denrées tropicales destinées à l'Europe. Suez, après 1875, réduit la durée des voyages de manière spectaculaire. Par exemple, c'est par Penang que le botaniste Robert Fortune, en 1850, fait passer les inestimables pousses du thé des montagnes jaunes qu'il a dérobées en Chine centrale pour les adapter sur les contreforts de l'Himalaya, origine d'un des plus fabuleux enrichissements du Royaume-Uni. Les sultans locaux et les riches familles chinoises ne sont pas en reste: quelques-unes des plus énormes fortunes d'Asie se créent sur ce bout d'île dont la sérénité semble vouée à l'éternité.

Patatras! La guerre est déclarée en Europe début août 1914: la France, la Russie, la Grande Bretagne (et son allié d'alors, le Japon) s'allient contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ce sera donc cette «Grande Guerre», dont le prétexte initial, un siècle plus tard, paraît dérisoire. Cette gigantesque «dévastation» du monde contient aussi l'année 1917<sup>4</sup> et son bouleversement, sur lequel nous vivons encore, et de considérables conséquences coloniales. En effet, les Alliés s'empressent de déloger (ou essayer de déloger) les Allemands des possessions que le congrès de Berlin de 1888 leur a attribuées et des comptoirs obtenus lors du dépiautage de l'empire chinois (notamment la riche concession de Qingdao). Il est bien évident que l'empereur Guillaume ne l'entend pas de cette oreille.

C'est là que l'affaire de la «bataille de Penang» intervient. Et l'affrontement sera maritime: en effet, les «Puissances» ont découvert depuis peu les joies des unités de combat en métal, armées de canons redoutables: cuirassés, canonnières, torpilleurs et contre-torpilleurs hantent désormais les océans, dotés de moteurs puissants, accompagnés de ravitailleurs. C'est ainsi que le 28 octobre 1914, sur ordre de son état-major, le croiseur allemand *Emden* surgit dans la rade de Penang et coule le *Jemtchoug* russe, avant de détruire le même jour le contre-torpilleur français le *Mousquet* de retour d'une mission d'inspection au large du port. Ce premier acte d'hostilité sur la zone succède à de précédents affrontements en mer de Chine du sud et au large de Colombo; il enclenche surtout une succession d'attaques, destructions et naufrages, et surtout une course poursuite sur les traces de l'*Emden*: il croisera dans l'océan Indien, coulant plusieurs unités alliées avant d'être lui-même coincé le 8 novembre au large de l'archipel des Cocos par plusieurs poursuivants, et, en très mauvais état, sera obligé de se rendre. L'odyssée de l'*Iberville* et du *Pistolet* est également longuement contée (à partir des archives de Vincennes).

Cette affaire, secondaire par rapport à ce qui se passe en Europe, déclenche en fait un imbroglio stratégique et diplomatique peu glorieux, intensifie la lutte maritime tous azimuts, est à l'origine de la mutinerie de Singapour quelques semaines plus tard et, ce n'est pas négligeable, contribue au désamour définitif des marins russes à l'égard du Tsar (commencé avec la pitoyable défaite de Tsushima le 28 mai 1905). Ce sont eux, dans la bagarre, qui payèrent le plus lourd tribut.

Si la Grande Bretagne et le Japon disposaient des flottes les plus puissantes dans le sud-est asiatique, la négligence anglaise fut mise en avant en raison du défaut de surveillance du port et de l'erreur d'appréciation des autorités locales. Churchill, alors Premier lord de l'Amirauté, s'empessa d'enterrer le dossier et de biaiser des explications qui restèrent, de la part de tous les protagonistes, très parcellaires et romancées. Un peu plus tard, le révérend William Cross tenta, à Penang, de débusquer la vérité sur cette sinistre attaque, mais il lui fut très vite «conseillé» de se taire. Quant aux Français, ils furent taxés de «couardise» et de lenteur.

John R. Robertson s'est livré à une enquête approfondie et nous délivre, avec «**La bataille de Penang**», ce qui est au plus près de l'exactitude, se basant sur les archives militaires de tous les protagonistes. Le récit est saisissant, très vivant, agrémenté de cartes et documents photographiques rares. Il démontre la vanité des affrontements et leur inutilité. Les pertes furent considérables: une vingtaine d'unités perdues «pour rien», près de 2.000 hommes disparus ou prisonniers.

Un très passionnant témoignage sur les aspects coloniaux et maritimes de la Grande Guerre, très méconnus en France. Le livre plaira certainement aux marins.



Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT

Retour Sommaire

<sup>1</sup> Édité en anglais en 2012 par Trafalgar editions à Kuala Lumpur. Traduction française d'Olivier Colette. Paru aux éditions Intervalles en 2015.

<sup>2</sup> John R. Robertson appartient à une famille de marins. Son père fut officier canonier sur le célèbre cuirassé *HSM Hood*, et lui-même servit en tant que médecin-officier sur le *HSM London*. Il vit désormais en partie à Penang où il appartient au *Penang national Trust*.

<sup>3</sup> Lire sur cette approche le *Disraeli* de Charles Zorgbibe (ed. De Fallois, pages 402 et s.)

<sup>4</sup> Compléter avec le très beau *1917, l'année qui a changé le monde* de J.C. Buisson (chez Perrin),